

Rapport annuel
pour l'exercice
clos le 31 mars

2009



Diversification. Équilibre. Force.



Profil de l'entreprise

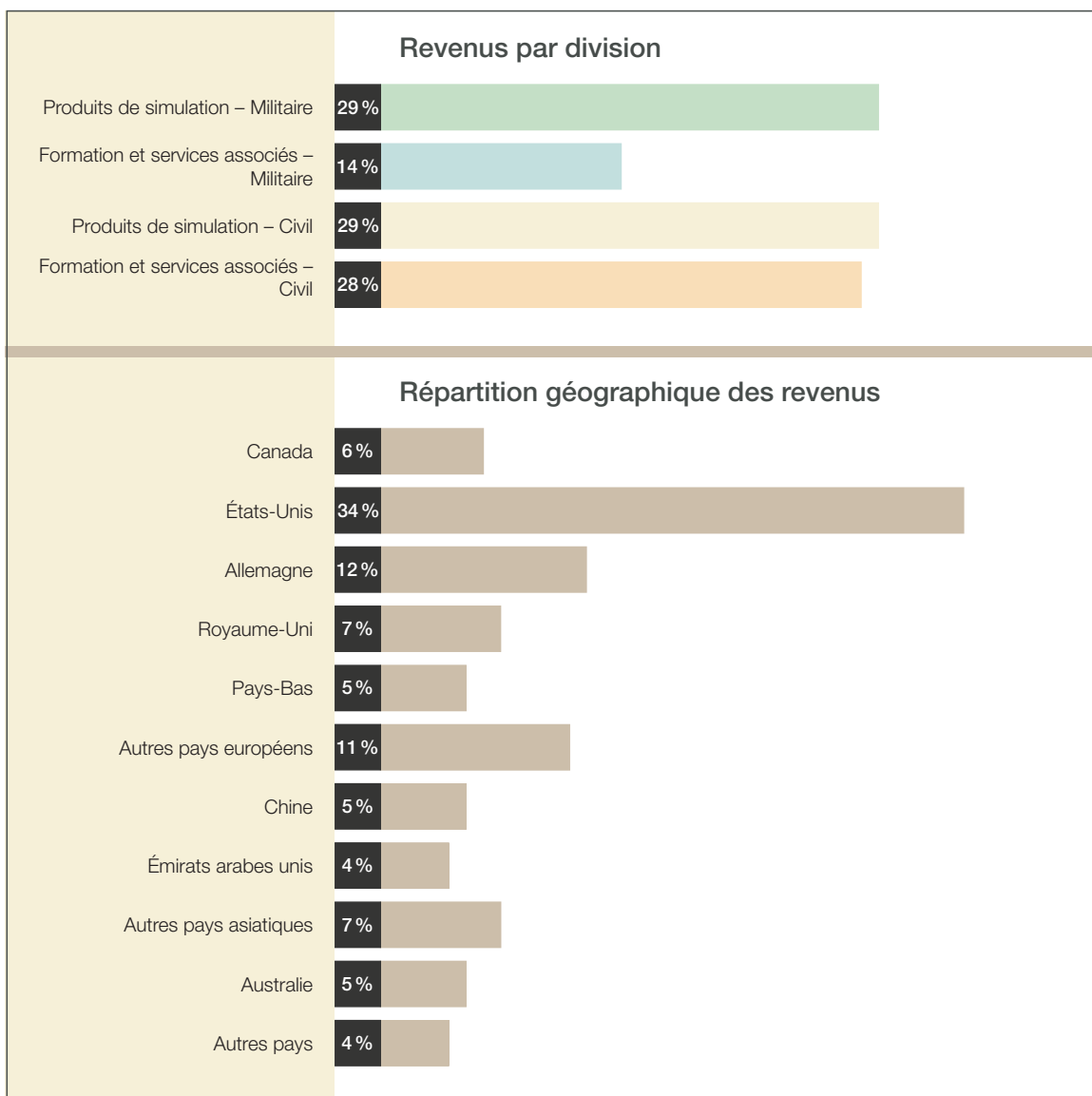
- 1 Points saillants financiers de 2009
- 2 Aperçu de la situation financière
- 3 Message du président du conseil d'administration
- 4 Message aux actionnaires
- 6 Message du vice-président exécutif et chef de l'exploitation
- 8 Présence mondiale CAE
- 10 Quatre divisions équilibrées
- 11 Tirer parti de nos capacités
- 12 Formation et services associés – Militaire
- 13 Formation et services associés – Civil
- 14 Produits de simulation – Militaire
- 15 Produits de simulation – Civil
- 16 CAE Services professionnels et Presagis
- 17 Dotation en pilotes et CAE Santé
- 18 Collectivité et Environnement
- 19 Revue financière
- 21 Rapport de gestion
- 75 Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
- 75 Rapport des vérificateurs indépendants
- 77 États financiers consolidés
- 82 Notes afférentes aux états financiers consolidés
- 134 Conseil d'administration et direction
- 135 Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs
- 136 Déclarations prospectives

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des solutions intégrées de formation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Elle génère des revenus annuels de plus de 1,6 milliard de dollars canadiens et compte plus de 6 500 employés dans plus de 75 sites et centres de formation répartis dans 20 pays. Nous disposons du plus grand parc de simulateurs et dispositifs de formation civils et militaires. Plus de 75 000 membres d'équipage s'entraînent chaque année dans notre réseau mondial de 29 centres de formation civils et militaires. Nous offrons également à différents marchés des logiciels de modélisation et de simulation, et notre division CAE Services professionnels assiste les clients pour une large gamme de besoins axés sur la simulation.



Points saillants financiers de 2009

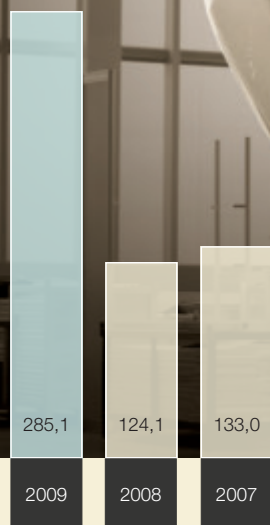
<i>(en millions de dollars, sauf montant par action)</i>	2009	2008	2007
Résultat d'exploitation			
Activités poursuivies			
Revenus	1 662,2	1 423,6	1 250,7
Bénéfice	200,5	164,8	129,1
Bénéfice net	199,4	152,7	127,4
Situation financière			
Total de l'actif	2 676,1	2 253,2	1 956,2
Dette totale à long terme, déduction faite de l'encaisse	285,1	124,1	133,0
Par action			
Bénéfice tiré des activités poursuivies	0,79	0,65	0,51
Bénéfice net (de base)	0,78	0,60	0,51
Dividendes	0,12	0,04	0,04
Capitaux propres	4,73	3,74	3,30



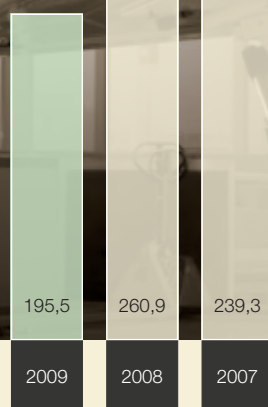
Aperçu de la situation financière



Revenus (en millions de dollars)

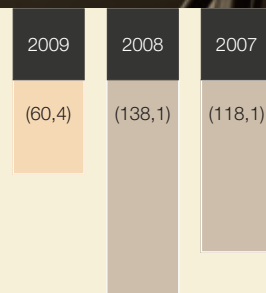


Dette nette (en millions de dollars)



Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation poursuivies (en millions de dollars)

Fonds de roulement hors trésorerie (en millions de dollars)



Message du président du conseil d'administration

CAE EST ACTUELLEMENT UN CHEF DE FILE MONDIAL DANS LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE. LA SOCIÉTÉ A ATTEINT UN ÉQUILIBRE REMARQUABLE AU NIVEAU DE SON OFFRE DE PRODUITS ET DE SERVICES, DE SON ENVERGURE ET DE SA PART DE MARCHÉ AINSI QUE DE SA PRÉSENCE MONDIALE. CET ÉQUILIBRE A ÉTÉ ATTEINT GRÂCE À L'ACCENT MIS SUR L'INNOVATION, LA DISCIPLINE FINANCIÈRE ET LE DÉVOUEMENT ENVERS LES CLIENTS.



Lynton R. Wilson, président du conseil d'administration

L'exercice clos le 31 mars 2009 a été difficile. Malgré les répercussions à l'échelle mondiale de la récession économique, CAE a une fois de plus obtenu un excellent rendement : pour la première fois, les secteurs militaires ont remporté des contrats d'une valeur de plus de 1 milliard \$ et notre carnet de commandes a atteint 3 milliards \$.

Au cours du dernier exercice, notre Conseil a accueilli trois nouveaux membres. Marc Parent a été nommé vice-président exécutif et chef de l'exploitation, et administrateur en novembre 2008. L'honorable John Manley d'Ottawa, en Ontario, ancien vice-premier ministre et ministre des Finances du Canada, et avocat-conseil principal chez McCarthy Tétrault LLP, a été nommé administrateur en décembre 2008. Le général Peter J. Schoomaker É.-U. (ret.) de Tampa, en Floride, ancien chef d'état-major de l'U.S. Army et commandant en chef de l'U.S. Special Operations Command, s'est joint au Conseil en février 2009. Ancien administrateur de CAE U.S.A., il a également siégé aux conseils de plusieurs sociétés fermées et à but non lucratif.

Au nom du Conseil, je souhaite remercier M. Robert E. Brown, notre président et chef de la direction, son incroyable équipe de direction, ainsi que les employés de CAE pour leur contribution exceptionnelle à la réussite de cet exercice 2009, en des circonstances aussi difficiles. Nous sommes certains que CAE est en bonne position pour répondre aux attentes de tous.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lynton R. Wilson'.

Lynton R. Wilson
Président du conseil d'administration

Message aux actionnaires



L'ÉTERNELLE QUÊTE DE DIVERSIFICATION, D'INNOVATION ET D'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ DE MÊME QUE LA DISCIPLINE FINANCIÈRE SOLIDE DE CAE ONT PERMIS À L'ENTREPRISE DE CONSERVER UN BILAN SOLIDE TOUT EN OBTENANT D'EXCELLENTS RÉSULTATS ENCORE CETTE ANNÉE.

Robert E. Brown, président et chef de la direction

Les revenus ont augmenté de 17 % pour se chiffrer à plus de 1,6 milliard \$. Notre bénéfice net est en hausse de 31 % pour atteindre 199,4 millions \$ et notre carnet de commandes a franchi les 3 milliards \$, établissant un record.

Pour la première fois, nos commandes militaires ont excédé 1 milliard \$. Elles ont augmenté de 47 %, pour s'établir à 1,09 milliard \$, en hausse par rapport aux 746,1 millions \$ l'an dernier. Il s'agit des plus importantes prises de commandes militaires dans l'histoire de CAE. Parmi les principaux contrats remportés figurent un contrat de 20 ans octroyé par le gouvernement du Canada pour la formation des équipages du C-130J, une prolongation de contrat avec le gouvernement australien pour la fourniture de services de soutien à la formation et un contrat portant sur le développement de simulateurs de missions Hawk 128 dans le cadre du programme des systèmes de formation au pilotage militaire (MFTS) du Royaume-Uni. Nous avons également ajouté une série de contrats avec la Marine américaine pour des simulateurs MH-60S/R et nous avons inauguré avec nos partenaires la formation sur l'hélicoptère NH90 à l'école d'aviation German Army Aviation School à Bückeburg, en Allemagne.

CAE a vendu un total de 34 simulateurs de vol aux compagnies aériennes, aux centres de formation et aux constructeurs dans toutes les régions. Nous avons également continué à connaître du succès avec notre Série CAE 5000 en concluant de nouvelles ventes avec les transporteurs, notamment Aeroflot Russian Airlines, Avianca Airlines de Colombie et Sofia Flight Training de Bulgarie. Nous avons vendu un autre simulateur de vol Boeing 787 à Air New Zealand pour un total de sept à ce jour.

Dans le secteur Formation et services associés – Civil, nous avons remporté des contrats qui devraient générer des revenus de 464 millions \$. Nous avons amorcé nos activités à notre centre de formation à Bangalore en Inde et nous avons agrandi nos centres en Chine, en Malaisie et à Singapour de même qu'au centre de formation du Nord-Est aux États-Unis. CAE a signé un accord à long terme avec Honeywell Aerospace pour des services de formation technique civil et militaire et a prolongé son entente de fournisseur de formation agréé avec Bombardier Aéronautique. Nous avons continué à accroître le réseau de l'Académie mondiale CAE en faisant l'acquisition de la Sabena Flight Academy et nous avons inauguré nos activités à l'Académie mondiale CAE à Gondia, en Inde. Nous avons également commencé à gérer une deuxième école de formation au pilotage appartenant au gouvernement indien, faisant passer notre réseau à huit écoles pour une capacité totale de pouvoir former plus de 1 600 pilotes chaque année.

Nous avons continué à développer notre division CAE Services professionnels avec l'acquisition de l'unité Défense, sécurité et aérospatiale de xwave, une division de Bell Aliant. Notre nouvelle société Presagis s'est implantée comme un chef de file mondial des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour la modélisation, la simulation et l'affichage graphique intégré desservant plus de 1 000 clients partout dans le monde.

En 2009, nous avons fait notre entrée dans le domaine de la formation en soins de santé fondée sur la simulation en signant des contrats avec le Michener Institute for Applied Health Sciences à Toronto, l'Université de Montréal et le Winnipeg Regional Health Authority.

CAE demeure déterminée à respecter ses priorités stratégiques à long terme, y compris le maintien de notre leadership technologique par l'entremise de l'innovation. À la fin de l'exercice, CAE a annoncé un nouveau plan d'investissement de cinq ans pouvant atteindre 714 millions \$ en recherche et développement (R-D) pour développer les technologies existantes, en mettre au point de nouvelles et augmenter nos capacités au-delà de la formation.

L'engagement de CAE envers ses employés a également été reconnu alors que l'entreprise s'est classée parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada et parmi les 15 meilleurs employeurs à Montréal pour 2009.

À la suite de la nomination de Marc Parent au poste de vice-président exécutif et chef de l'exploitation l'automne dernier, un examen de notre structure organisationnelle a été effectué en vue d'améliorer le service que nous fournissons à nos clients et d'augmenter les synergies et l'efficacité au sein de l'entreprise. À la fin de l'exercice, nous avons consolidé nos deux secteurs civils sous la direction de Jeff Roberts et nos deux secteurs militaires sous la direction de Martin Gagné. Nous avons également accordé davantage de responsabilités au sein de nos régions en vue de réduire nos coûts et de fournir des capacités de prise de décisions à ceux qui sont plus près de nos clients. Ainsi, nous avons fourni à CAE une structure de gestion allégée et plus efficace qui favorisera davantage les synergies par le biais de régions et de services partagés, et de fonctions de soutien.

Perspectives

Pour l'exercice 2010, les perspectives pour nos divisions sont à la fois positives et porteuses de défis. Nous avons la souplesse et la situation financière solide nécessaires pour faire face à l'incertitude entourant la reprise économique mondiale. Malgré les premiers indices, l'économie américaine a commencé à se stabiliser; le ralentissement en Europe devrait se prolonger alors que les marchés du Moyen-Orient et de l'Asie devraient demeurer au même niveau.

Nous prévoyons quelques répercussions sur le bénéfice du côté civil. Dans la mesure du possible, CAE a converti ses frais fixes en frais variables et des économies de coûts sont prévues pour notre nouvelle structure régionale.

Du côté des commandes militaires, une autre bonne année est prévue avec une croissance du chiffre d'affaires d'environ 10 %. Les forces de défense mondiales déploieront environ 10 000 nouveaux appareils militaires au cours des cinq prochaines années, ce qui créera une demande possible pour quelque 300 simulateurs de vol. CAE prévoit desservir une part de ce marché. L'utilisation de la simulation pour la formation continue de progresser au sein des forces de défense du monde entier pour réaliser une interopérabilité et des répétitions de missions conjointes des forces alliées. CAE est déjà en bonne position sur ce marché et continue à développer des produits et des services afin de mieux répondre à ces besoins.

Alors que nous amorçons le nouvel exercice, nos priorités n'ont pas changé, nous devons travailler en étroite collaboration avec nos clients, maintenir notre niveau en R-D et conserver notre discipline financière solide. Cette approche nous a fourni la flexibilité nécessaire pour nous adapter rapidement et continuer à protéger l'emploi de la grande majorité de nos employés. De plus, fournir un rendement supérieur à nos actionnaires demeure notre priorité absolue.

Enfin, j'aimerais exprimer mes regrets envers nos collègues et employés touchés par les ajustements que nous avons dû apporter pour renforcer notre entreprise. Je tiens à les remercier de même que tous les membres de notre équipe CAE partout dans le monde pour leurs loyaux services en ces circonstances difficiles. Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leurs conseils et nos actionnaires pour leur confiance en CAE.



Robert E. Brown
Président et chef de la direction

Message du vice-président exécutif et chef de l'exploitation



CAE A OBTENU DE BONS RÉSULTATS CETTE ANNÉE ALORS QUE L'ENTREPRISE A PRIS DES MESURES POUR CRÉER UNE ORGANISATION PLUS FORTE ET DAVANTAGE AXÉE SUR LE CLIENT POUR RÉPONDRE AUX NOUVELLES RÉALITÉS DU MARCHÉ.

Marc Parent,
vice-président exécutif et chef de l'exploitation

Alors que l'exercice 2009 tirait à sa fin et après avoir connu un excellent rendement, nous avons dû relever les défis liés à la gestion de nos activités dans un contexte de turbulence économique mondiale sans précédent qui a touché durement le marché aéronautique civil. Au même moment, CAE s'est montrée moins dépendante du caractère cyclique du secteur de l'aviation civile alors que nos segments militaires ont engendré un niveau record de commandes.

Pour nous adapter à l'évolution des conditions du marché, nous avons examiné l'organisation de nos secteurs pour trouver une façon plus efficace de créer de nouvelles synergies entre nos divisions et d'améliorer notre avantage concurrentiel au service de nos clients. Pour y parvenir, CAE a élaboré un plan complet qui transforme encore davantage notre structure pour mieux servir nos clients et nous concentrer encore plus sur leurs besoins.

En mars, nous avons annoncé que Jeff Roberts dirigera notre secteur civil et que Martin Gagné dirigera nos activités militaires. Ainsi, les deux divisions ont maintenant la même présentation et le même mode de fonctionnement, et fournissent à leur marché respectif une gamme intégrée de produits et de solutions de services, ce qui crée encore plus de valeur et une capacité de livraison plus solide et plus constante. Les régions de CAE partout dans le monde ont maintenant les pouvoirs nécessaires pour améliorer la rapidité d'exécution et de prise de décisions alors que nous cherchons à optimiser les activités au niveau local, régional et mondial, et à créer une organisation plus souple et davantage axée sur le client.

Nous avons également mis en place des régions et des services partagés pour maximiser l'efficacité au sein de nos fonctions Ingénierie des modules communs, Fabrication, Assurance de la qualité et Soutien. Nous avons maintenant un nouveau groupe Stratégie et Développement des affaires qui agira à titre de moteur de l'innovation et se concentrera sur le développement de nouveaux segments d'affaires en tirant parti des technologies principales de CAE dans d'autres industries comme les soins de santé où nous avons déjà annoncé des partenariats.



CAE EST DEVENUE UNE ORGANISATION PLUS FORTE, ALLÉGÉE ET CONCURRENTIELLE OÙ LES RÉGIONS DISPOSENT DE DAVANTAGE DE RESPONSABILITÉS, CE QUI NOUS PERMET DE MIEUX SERVIR NOS CLIENTS.

Dans le cadre de notre plan visant à gérer efficacement les conditions actuelles du marché et à renforcer notre structure de coûts, nous avons pris la pénible décision de réduire notre effectif de quelque 700 personnes partout dans le monde. Il s'agissait de la partie la plus difficile de notre plan, mais celle-ci était essentielle pour assurer la stabilité de CAE. J'aimerais remercier les employés qui nous ont quittés pour leurs loyaux services.

CAE est devenue une organisation plus forte, allégée et concurrentielle où les régions disposent de davantage de responsabilités, ce qui nous permet de mieux servir nos clients. Nous sommes certains qu'avec ces changements, CAE est maintenant en meilleure position pour faire face à la turbulence actuelle et pour tirer parti de la reprise éventuelle du marché.

Au cours de cette année de transition, CAE et ses employés resteront concentrés sur les besoins des clients, alors que nous continuons à les écouter et que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à relever les défis auxquels ils sont confrontés. Je remercie tous les employés pour leur dévouement et leur savoir-faire qui ont fait de CAE le chef de file mondial qu'il est actuellement.

À mesure que nous progressons, nous prévoyons des bienfaits durables pour nos employés, nos clients et nos actionnaires.



Marc Parent
Vice-président exécutif et chef de l'exploitation

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA

- Cold Lake
- Gagetown
- Greenwood
- ▼ Halifax
- ▼ Mirabel
- Moncton
- ▲ ▼ ◆ Montréal
- Moose Jaw
- ▼ Ottawa
- ▼ Toronto
- Trenton
- ▼ Vancouver
- ▼ Victoria

ÉTATS-UNIS

- Anchorage
- Charlotte
- Cherry Point
- Creech
- ● Dallas
- Davis-Monthan
- Denver
- Dobbins
- Dyess
- Fort Campbell
- ▼ Hampton Roads
- Holloman
- ● Keesler
- ● Little Rock
- McChord
- Miami
- Minneapolis
- Morristown
- Oklahoma
- ▼ ◆ Orlando
- □ Phoenix
- ◆ Richardson
- □ San Diego
- ◆ San Jose
- Seattle
- ▲ ▼ Tampa
- ◆ Tucson

AMÉRIQUE DU SUD

BRÉSIL

- São Paulo

CHILI

- Santiago

EUROPE

ALLEMAGNE

- Büchel
- ● Bückeburg
- Fassberg
- Fürstenfelbruck
- Geilenkirchen
- ● Holzdorf
- Hopsten
- Jagel
- Kiel
- Laage
- Lechfeld
- Neuburg
- Nörvenich
- ▲ ▼ Stolzberg
- Wittmund
- Wunstorf

BELGIQUE

- ● □ Bruxelles

ESPAGNE

- Madrid

FRANCE

- Paris
- ◆ Vélizy

ITALIE

- Pise
- Rome
- ● Sesto Calende
- Viterbo

PAYS-BAS

- ■ Amsterdam
- Den Helder

PORTUGAL

- Evora

ROYAUME-UNI

- ● Benson
- ◆ Brinkworth
- ▲ ▼ Burgess Hill
- Culdrose
- Lyneham
- Yeovilton

RUSSIE

- Moscou

AFRIQUE

CAMEROUN

- Douala

MOYEN-ORIENT

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Abu Dhabi
- Dubaï

ASIE

CHINE

- ■ Zhuhai

INDE

- ○ ▲ Bangalore
- Gondia
- Rae Bareilly

JAPON

- Okinawa

MALAISIE

- ■ Kuala Lumpur
- Langkawi

SINGAPOUR

- ● ▲ Singapour

Océanie

AUSTRALIE

- ▼ Adelaide
- Amberley
- ▲ Brisbane
- ▼ Canberra
- ▼ Melbourne
- Nowra
- Oakey
- ● Richmond
- ▲ ■ Sydney
- Townsville

LÉGENDE

- Formation aéronautique
- Services aéronautiques
- Formation – Militaire
- Services – Militaire
- ▲ Exploitation des produits de simulation
- ▼ CAE Services professionnels
- ◆ Presagis
- Académie mondiale CAE
- Agrandissement



une longueur d'avance

Présence mondiale CAE



Chef de file mondial dans les domaines des technologies de simulation et de modélisation et des solutions de formation intégrées, l'entreprise canadienne CAE a atteint la plus vaste présence mondiale de l'industrie. La marque CAE, synonyme d'innovation et de solutions technologiques de pointe, est reconnue par un nombre toujours croissant de clients partout dans le monde. La relation privilégiée avec la clientèle acquise après plus de 60 ans de liens étroits et d'excellence au niveau du service demeure la marque de commerce qui distingue CAE sur le marché mondial.

Quatre divisions équilibrées

Produits de
simulation
Civil



Formation
et services
associés
Civil



Produits de
simulation
Militaire

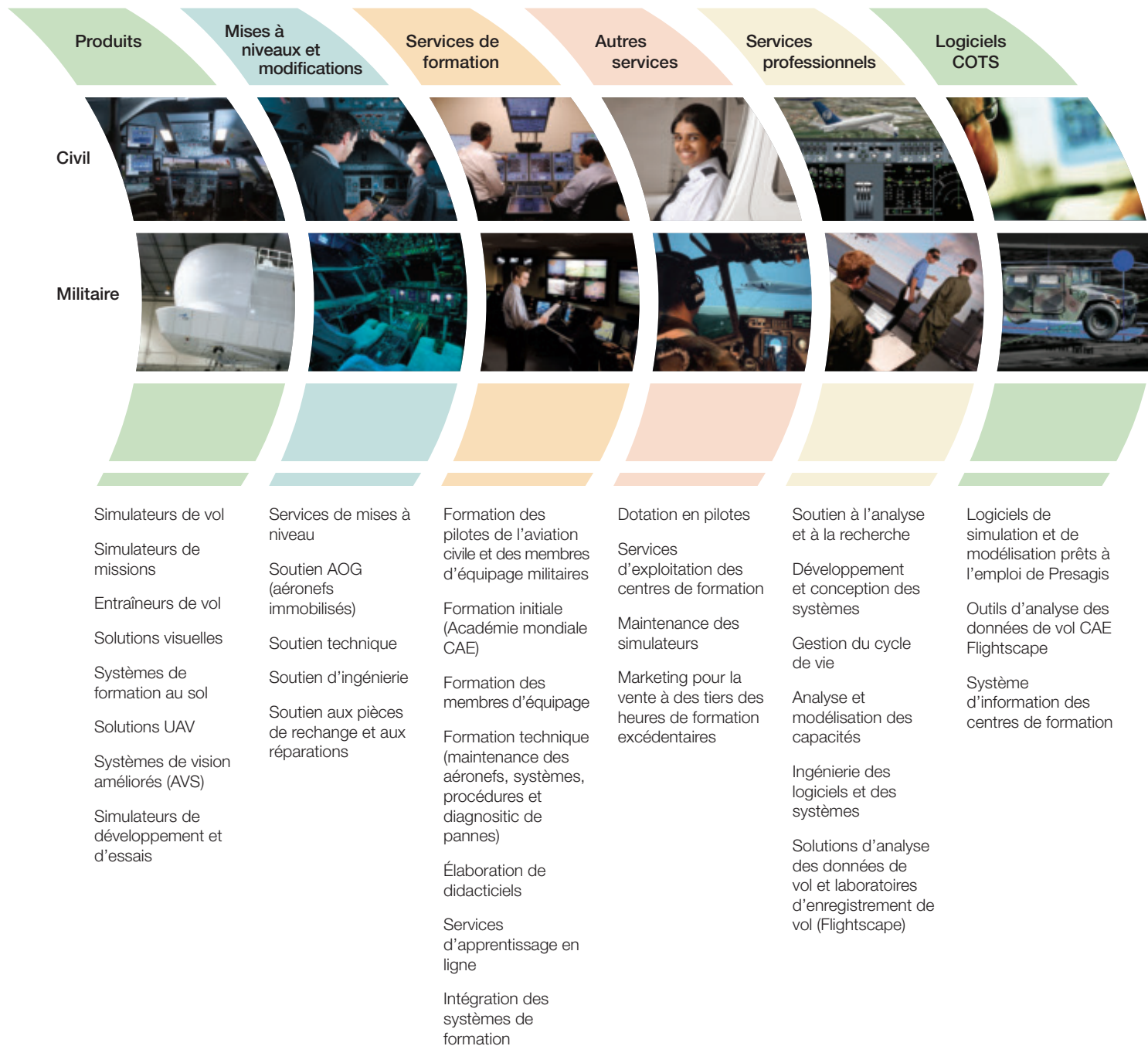


Formation
et services
associés
Militaire



CAE est un chef de file dynamique et déterminé avec des activités bien réparties entre les produits et les services, et les secteurs civil et militaire.

Tirer parti de nos capacités



CAE a tiré parti de ses capacités et technologies principales en matière de modélisation et de simulation dans l'ensemble de la chaîne de valeur et dans ses principaux marchés pour créer la plus vaste gamme de produits et de services fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décisions opérationnelles. Nos solutions sur mesure couvrent tous les segments des marchés de l'aviation civile et de la défense. Nous allons maintenant au-delà de nos principaux marchés pour appuyer les besoins des secteurs des soins de santé et de la sécurité publique.



Formation et services associés **Militaire**



CAE continue à dominer l'industrie mondiale en proposant des services de formation et de soutien aux forces de défense du monde entier.

CAE a élargi son réseau de centres de formation de renommée mondiale en offrant de la formation en Allemagne et dans le Nord-Est des États-Unis, en plus des centres existants à Tampa, en Floride (É.-U.), à la base de la RAF de Benson (R.-U.) et à Sesto Calende (Italie). Le segment Formation et services associés – Militaire de CAE a enregistré des commandes de 494 millions \$ en 2009.

DE NOUVEAUX CENTRES DE FORMATION

Avec ses partenaires de consortium, CAE a inauguré le premier centre de formation et le premier simulateur de missions pour l'hélicoptère NH90 au monde à l'école d'aviation de l'Armée allemande à Bückeburg. CAE et son partenaire de coentreprise AgustaWestland ont commencé à fournir la formation sur l'hélicoptère AW139 au centre de formation CAE du Nord-Est (É.-U.). CAE a annoncé la construction à Bangalore, en Inde, d'un centre de formation sur hélicoptère, dans le cadre de la coentreprise créée avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Avec son ouverture prévue en 2010, le centre de formation fournira chaque année jusqu'à 400 nouveaux pilotes d'hélicoptère aux forces armées indiennes et à d'autres exploitants d'hélicoptères dans cette région stratégique.

UN ALLIÉ DE POIDS ÉTABLI À PLUS DE 60 ENDROITS

Au Canada, CAE a remporté un contrat de 20 ans pour soutenir la nouvelle flotte canadienne d'aéronefs de transport tactique C-130J Hercules avec des services complets de formation des équipages. Au Royaume-Uni, CAE va former les pilotes d'hélicoptère Merlin pour la Force aérienne danoise; et en Allemagne, CAE et ses partenaires de consortium vont former des pilotes NH90 pour la Force aérienne norvégienne. CAE continue à fournir du soutien à la formation dans le cadre des programmes d'entraînement des équipages de C-130J et C-130H pour l'U.S. Air Force, en partenariat avec Lockheed Martin.

Des contrats à long terme ont également été signés avec le ministère de la Défense allemand, la Force aérienne italienne et les Forces armées australiennes, en vue de leur fournir des services de soutien, de maintenance et de gestion des simulateurs de vol. D'autres accords de service de soutien à long terme prévoient les mises à niveau des logiciels d'avionique, le soutien logistique intégré et des services de gestion des données pour la flotte de CF-18 des Forces canadiennes. CAE va également poursuivre les services de soutien et de développement liés au programme SE Core de l'Armée américaine, en exploitant un centre de production rapide de bases de données à Orlando, en Floride.

OFFRE DIVERSIFIÉE DE CAE SERVICES PROFESSIONNELS

CAE a entrepris une nouvelle étape vers la diversification de son offre de services militaires en faisant l'acquisition de l'unité DSA (Défense, sécurité et aérospatiale) de xwave, une division de Bell Aliant. Avec plus de 200 employés DSA répartis dans trois centres qui se joignent à l'équipe CAE Services professionnels, l'entreprise va bénéficier de compétences complémentaires dans le développement de systèmes de défense, la gestion de la formation et le soutien à la gestion intégrée du cycle de vie. Nous serons encore mieux à même de desservir tant le marché militaire canadien que mondial en tirant parti de l'utilisation de la simulation pour développer des outils d'analyse, de formation et d'aide à la prise de décisions.

Formation et services associés **Civil**



CAE exploite un réseau mondial de 24 centres de formation répartis sur cinq continents et équipés de plus de 140 simulateurs de vol.



Avec plus de 75 000 pilotes et membres d'équipage formés chaque année, CAE est la seule société qui répond aux besoins de formation de tous les segments de l'aviation (commerciale, d'affaires, régionale, générale et hélicoptères).

FORTE CROISSANCE

Le secteur Formation et services associés – Civil de CAE a remporté des contrats qui devraient générer des revenus de 464 millions \$ et a augmenté le nombre d'unités NESA (nombre équivalent de simulateurs actifs) d'environ 10 % en 2009. Parmi les contrats, CAE a signé une nouvelle alliance à long terme avec Honeywell Aerospace pour fournir des services de formation technique pour l'aviation civile et militaire, ce qui s'ajoute à sa liste de partenariats avec des constructeurs, notamment Airbus, Bombardier, Embraer et Dassault.

CHEF DE FILE EN MATIÈRE DE FORMATION POUR L'AVIATION COMMERCIALE

CAE, le plus important fournisseur mondial indépendant de formation pour l'aviation commerciale, a agrandi ses centres de formation en Chine, en Malaisie et à Singapour, et a commencé à former des pilotes dans son nouveau centre de Bangalore, en Inde. CAE a également commencé à former son premier groupe de stagiaires à l'Académie mondiale CAE de Gondia (National Flying Training Institute), qu'elle possède et exploite en partenariat avec l'autorité aéroportuaire indienne. En Europe, grâce à l'acquisition stratégique de la Sabena Flight Academy, CAE a renforcé sa capacité de formation à la qualification de type. Un nouveau simulateur de vol CRJ a également été mis en service au centre de formation CAE de Madrid.

EXPANSION DE L'AVIATION D'AFFAIRES

CAE a continué à développer ses quatre centres de formation pour l'aviation d'affaires répartis sur trois continents. Le Centre de formation CAE du Nord-Est, situé aux États-Unis, est passé de 6 à 15 baies de simulateurs. La coentreprise Embraer CAE Training Services a également lancé ses premiers programmes de formation des pilotes et des techniciens sur le Phenom 100, le jet très léger d'Embraer. Au cours de l'année, CAE a continué à développer son partenariat avec Bombardier Aéronautique en mettant en œuvre des services de formation sur Global Express dans trois établissements et en devenant le fournisseur de formation agréé pour deux avions d'affaires Learjet en Europe.

SOLUTIONS DIVERSIFIÉES

Par l'entremise du leadership technologique et de l'innovation, CAE assure à sa clientèle, partout dans le monde, une gamme complète de services : formation des pilotes et des techniciens, gestion de centres de formation, développement de programmes, services de consultation, apprentissage en ligne et solutions de données de vol. CAE s'engage également à tirer parti de sa portée mondiale et de ses relations de longue date avec ses clients pour proposer aux transporteurs une solution efficace qui répond à leurs besoins en matière de recrutement, par le biais de son programme de dotation en pilotes.



Produits de simulation **Militaire**

CAE a confirmé son statut de fournisseur principal des forces de défense de près de 50 nations et auprès des principaux constructeurs dans le monde.

La formation fondée sur la simulation représentant un dixième du coût de la préparation au combat en situation et en temps réels, l'utilisation des technologies de simulation et de modélisation, et des solutions de formation synthétique de CAE continue de prendre de l'expansion dans le monde entier.

PRÉSENCE MONDIALE ACCRUE

CAE a ajouté un nouveau centre pour desservir le marché militaire de l'Asie du Sud-Est après l'acquisition de KESTREL Technologies Pte Ltd, établie à Singapour. CAE exerce maintenant des activités militaires au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Inde, en Australie et à Singapour. Le Centre d'excellence CAE Singapour proposera la gamme complète de produits et de solutions de CAE à toute l'Asie du Sud-Est, où les possibilités de croissance sont importantes.

FORTE CROISSANCE AU NIVEAU DES COMMANDES

Chef de file des solutions de formation pour hélicoptères et avions de transport militaires, CAE a obtenu un nombre record de commandes militaires se chiffrant à 599 millions \$ pour de nouveaux produits de simulation et des mises à niveau au cours de l'exercice 2009.

CAE a conçu davantage de systèmes d'entraînement pour l'avion C-130 Hercules que toute autre société dans le monde. Au cours de l'exercice, CAE a remporté le contrat canadien de soutien aux missions aériennes tactiques visant à fournir au ministère de la Défense nationale deux simulateurs de missions C-130J, un entraîneur de vol, et du matériel et des services de formation complémentaires dans le cadre du contrat de 20 ans.

CAE a également remporté des contrats avec plusieurs constructeurs, notamment :

- Lockheed Martin : des simulateurs de systèmes d'armes pour les avions de transport C-130J et C-130H.

- Lockheed Martin : des simulateurs de missions pour l'avion-école à réaction perfectionné Hawk 128, dans le cadre du programme de formation au vol militaire du Royaume-Uni.
- Boeing : un simulateur de vol d'essai pour l'aéronef de patrouille maritime P-8A Poseidon.
- Centre d'entraînement sur hélicoptère HAL-CAE en Inde : un simulateur de missions destiné à accueillir quatre types de postes de pilotage d'hélicoptères.
- Développement conjoint avec Israel Aircraft Industries : centre d'entraînement aux missions haute fidélité pour drones (UAV).
- Eurocopter : entraîneurs de vol EC135 et mises à niveau visuelles.
- Rotorsim (coentreprise CAE-AgustaWestland) : un simulateur d'entraînement aux missions et un entraîneur virtuel à l'utilisation des capteurs NH90.

TOUJOURS À L'AVANT-GARDE

CAE a franchi un nouveau cap avec ses solutions de simulation et de modélisation grâce au lancement de son générateur d'images de nouvelle génération CAE Medallion^{MC}-6000, spécialement conçu pour la répétition de missions et l'entraînement militaire. La société a également livré un second simulateur au 160^e régiment aéroporté des forces spéciales des États-Unis, qui est équipé de la base de données commune (CDB) développée par CAE.

Produits de simulation **Civil**

CAE est le chef de file de la vente de matériels de simulation pour l'aviation civile avec plus de 850 simulateurs de vol et dispositifs de formation vendus à 125 compagnies aériennes, centres de formation tiers et constructeurs aéronautiques.



Les pilotes, qu'il s'agisse de stagiaires ou de professionnels en service, peuvent s'entraîner n'importe où et en tout temps grâce à la technologie de pointe de CAE qui place un appareil virtuel au centre de l'expérience de formation, que celle-ci se déroule sur un ordinateur, sur un dispositif de formation en 3D ou encore dans un simulateur de vol.

VASTE COUVERTURE AU NIVEAU DES VENTES

En 2009, CAE a reçu des commandes de produits de simulation civils d'une valeur de 383 millions \$, y compris 34 simulateurs de vol vendus aux compagnies aériennes, aux centres de formation et aux constructeurs en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique.

RÉUSSITE SOUTENUE DU B787

CAE a ajouté Air New Zealand à sa liste de clients du B787, qui comprend déjà China Eastern, Continental Airlines, Japan Airlines et Qantas, pour un total de sept simulateurs B787 vendus à ce jour. Au fur et à mesure que le nouvel avion approche de son premier vol et que les compagnies aériennes en prennent livraison, CAE sera en bonne position pour saisir des occasions supplémentaires de vente de matériels.

SÉRIE CAE 5000 : ÉTAPES IMPORTANTES

Depuis son lancement, la Série CAE 5000 est devenue la référence en matière de conception pour l'industrie. En 2009, elle a atteint les 15 000 heures de formation pour sa première année de service au sein des centres de formation de CAE et des clients au Royaume-Uni, en Allemagne et en Australie. Une autre première mondiale à ajouter à l'actif de CAE est la livraison du simulateur de vol Série CAE 5000 pour le jet très léger Embraer Phenom 100.

DES NORMES EXEMPLAIRES

CAE a joué cette année un rôle de premier plan dans la revue, à l'échelle de l'industrie, des normes de certification des dispositifs de formation au vol, qui visait à harmoniser les normes mondiales et qui a été soumise à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). En 2009, CAE a également construit un simulateur de vol Boeing 777-200LR pour Delta Airlines, qui s'est avéré être le premier simulateur au monde à atteindre la certification de niveau D, conformément à la nouvelle réglementation Part 60 plus stricte et normalisée de la Federal Aviation Administration (FAA). La certification de niveau D de la FAA a également été obtenue pour le premier simulateur de vol A380 au monde que CAE a livré à Airbus et pour 12 simulateurs du réseau de formation de CAE.

LEADERSHIP TECHNOLOGIQUE

En 2009, CAE a poursuivi ses efforts en matière d'innovation et de leadership technologique. Grâce à ses produits de simulation et à ses services, notamment le système visuel CAE Tropo^{MC}, le service de contrôle du trafic aérien automatisé CAE True^{MC} Environment, le service de mise à jour en continu des bases de données aéroportuaires CAE True^{MC} Airport et enfin le système de mouvement électrique CAE True^{MC}, CAE aide ses clients à atteindre les plus hauts niveaux de sécurité et d'efficacité de l'industrie.

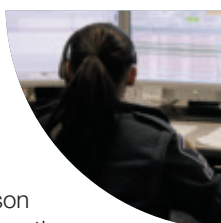
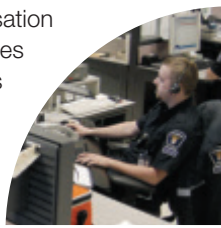


CAE Services professionnels

La stratégie de CAE, qui consiste à tirer parti de son savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour conquérir de nouveaux marchés en dehors des secteurs de l'aviation, de la défense et de la formation, a changé notre façon de travailler avec nos clients traditionnels et civils. CAE innove en développant des solutions qui tiennent compte des problèmes opérationnels liés à la prise de décisions dans des environnements complexes et réseaucenriques.

Recours à la simulation au-delà de la formation

CAE a réussi à étendre l'utilisation de la modélisation et de la simulation au domaine de l'analyse et des opérations, afin de fournir des environnements décisionnels à ses clients des secteurs de la défense et de la sécurité publique. Par exemple, nous utilisons l'ingénierie des facteurs humains, la modélisation et la simulation, et le soutien intégré du cycle de vie pour appuyer la modernisation de la flotte de frégates de la classe Halifax de la Marine canadienne.



Au-delà des marchés de la défense

L'équipe CAE Services professionnels a utilisé son savoir-faire en matière de simulation et d'intégration des systèmes humains pour concevoir un outil décisionnel révolutionnaire destiné à aider les équipes des centres de communications à prendre des décisions de déploiement en temps réel. CAE Deploy est actuellement en cours d'intégration par le Service paramédical de la ville d'Ottawa. CAE a également mis au point des solutions de planification et d'entraînement pour préparer les clients et limiter les crises potentielles dans les domaines de l'industrie lourde et de la production hydroélectrique.

Exploration des technologies de nouvelle génération

Le développement et l'exploration soutenus de nouvelles technologies de modélisation et de simulation sont le moteur de la croissance future de CAE. Dans le cadre du programme Environnement canadien synthétique de conception avancée du ministère de la Défense nationale, notre équipe a étudié des technologies de nouvelle génération susceptibles de faire progresser la modélisation et la simulation au Canada, y compris l'évaluation de plateformes d'entraînement dans le théâtre des opérations et de technologies de jeu en tant que solutions de rechange aux environnements de formation immersifs.



Source des images : Calendrier 2009 de Presagis

Presagis

Avec plus de 1 000 clients répartis dans le monde entier, Presagis est devenue depuis sa création en 2007 un chef de file mondial des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour la modélisation, la simulation et l'affichage graphique intégré. Presagis offre une gamme unifiée de solutions logicielles COTS de modélisation et de simulation pour les marchés internationaux de l'aéronautique et de la défense.

Élargissement des possibilités de modélisation et de simulation

Presagis est reconnue pour sa gamme de produits logiciels de pointe tels que STAGE Scenario, Creator, Terra Vista, Vega Prime, AI.implant et VAPS XT qui offre des solutions conviviales comme l'intelligence artificielle, la visualisation, la génération de terrains et de modélisations 3D, et les produits de simulation et d'interface homme-machine. Presagis a également développé et accéléré l'adoption de normes ouvertes de l'industrie, telles qu'OpenFlight et TerraPage, deux pierres angulaires de sa gamme de technologies.



Des applications de pointe pour le 21^e siècle

Presagis livre des solutions qui répondent aux demandes strictes d'applications complexes pour des entreprises respectées comme Boeing, Lockheed Martin, Airbus, SAAB, Thales, Northrop Grumman et BAE Systems. Grâce à une technologie principale qui repose sur des normes ouvertes, les logiciels de Presagis ont été utilisés pour les projets suivants :

- Les simulations aériennes spectaculaires pour la couverture de la NBC aux Jeux Olympiques de Pékin;
- Les simulations routières en 3D pour évaluer les projets d'autoroutes du département des Transports de Californie;
- Un exercice d'entraînement qui aide les pilotes des hélicoptères Apache à identifier les cibles infrarouges;
- Un théâtre des opérations synthétiques pour des séances d'entraînement à grande échelle de l'U.S. Air Force;
- L'intelligence artificielle dans les caractères humains qui sera utilisée dans les simulations des opérations militaires urbaines du 21^e siècle.

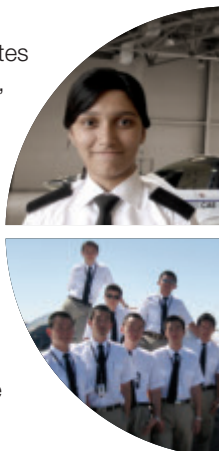


Dotation en pilotes

CAE a davantage consolidé sa position de chef de file mondial en répondant aux besoins à court et à long terme de l'aviation civile et en formant des pilotes et des membres d'équipage qualifiés et prêts à entrer en fonction pour les transporteurs du monde entier. En 2009, CAE a continué à accroître le réseau de l'Académie mondiale CAE qui compte désormais huit écoles de formation initiale réparties à 10 endroits différents sur quatre continents, ce qui en fait le plus important réseau au monde.

Une double approche

Les prévisions de l'industrie restent fortes malgré une baisse temporaire de la demande, toujours estimée à plus de 17 000 nouveaux pilotes par année pour les deux prochaines décennies. Pour pouvoir relever ce défi et former le nombre de pilotes requis, CAE a créé l'Académie mondiale CAE, un réseau international d'organismes de formation aéronautique, et fournit des services de dotation en pilotes permettant ainsi de proposer aux transporteurs des pilotes expérimentés grâce aux programmes de recrutement et de formation mis en place.



Expansion de l'Académie mondiale CAE

Grâce à l'acquisition de la Sabena Flight Academy cette année, CAE a ajouté trois nouveaux emplacements au réseau de l'Académie mondiale CAE : en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique. En Inde, la nouvelle Académie mondiale CAE située à Gondia est entrée en service et une autre école de pilotage a été intégrée au réseau. Cette expansion permettra d'augmenter la capacité de formation initiale à plus de 1 600 stagiaires par an.

Des solutions de dotation en pilotes clés en main

CAE a continué à élargir son réseau de clients dans les marchés émergents grâce à de nouveaux accords en matière de dotation en pilotes permettant ainsi de sélectionner, de recruter et de former environ 700 pilotes, notamment un accord de deux ans avec la compagnie aérienne chinoise Xiamen Airlines et des contrats de quatre ans avec les compagnies Jazeera Airways (Moyen-Orient), Kingfisher Airlines (Inde) et Wizz Air (Europe de l'Est).



CAE Santé

Qu'ont en commun la santé et l'aviation? Les deux domaines font appel à des professionnels hautement qualifiés, mettent en jeu des technologies complexes et exigent de travailler efficacement en équipe dans des environnements procéduraux contraignants. Et, par-dessus tout, les deux secteurs présentent des risques importants pour la vie humaine. En 2009, CAE a franchi un nouveau cap dans la diversification de ses activités en pénétrant dans le domaine de la formation en soins de santé fondée sur la simulation, un marché estimé à plus de 1,5 milliard \$ d'ici 2012.

Exigence d'efficacité accrue

Les systèmes de soins de santé du monde entier sont soumis à des pressions constantes pour améliorer l'efficacité budgétaire des soins apportés aux patients tout en réduisant les risques. CAE prévoit mettre à contribution son savoir-faire en matière de modélisation et de simulation et ses meilleures pratiques appliquées aux secteurs à risque élevé pour développer des didacticiels, des technologies et des services de formation médicale innovateurs, et pour proposer des services de gestion de centres.



Le savoir-faire de CAE au service de la formation des professionnels de la santé

CAE a signé des contrats et conclu des accords de partenariat avec trois importantes institutions canadiennes en vue de créer et de fournir des solutions de formation synthétique aux professionnels de la santé. Parmi ces institutions, citons le Michener Institute for Applied Health Sciences de Toronto, la Faculté de médecine de l'Université de Montréal et le Winnipeg Regional Health Authority. En partenariat avec ces institutions et des chefs de file de l'industrie, CAE Santé développera des solutions de formation en tirant parti des technologies de simulation qu'elle a créées pour l'aviation et qui sont déjà appliquées à la sécurité publique et à l'intervention en cas d'urgence.



Collectivité

L'engagement communautaire s'inscrit dans la tradition de CAE et encore cette année, l'entreprise a continué d'appuyer des activités sociales, éducatives et caritatives. Les employés de CAE du monde entier ont également répondu à l'appel à l'aide.

CAE : bâtir des ponts et faire tomber les barrières

CAE Montréal et ses employés ont contribué généreusement à Centraide du Grand Montréal, en atteignant l'objectif fixé de 620 000 \$ – une somme record pour CAE. Centraide est un gestionnaire de dons qui appuie financièrement 360 organismes de bienfaisance et d'action communautaire.

Redonner aux collectivités du monde entier

L'étendue des initiatives des employés de CAE comprenait la construction de maisons pour les personnes dans le besoin à Dallas dans le cadre du programme Habitat pour l'humanité, l'ascension du mont Kilimanjaro pour fournir un moyen de transport fiable aux travailleurs de la santé en Afrique du Sud-Ouest et l'appui au niveau des soins apportés aux orphelins sans-abri au Brésil. CAE et ses employés en Malaisie ont appuyé l'Association malaisienne des patients en phase terminale qui fournit des services médicaux gratuitement.

Accent mis sur la jeunesse et l'éducation

Afin de permettre aux enfants de poursuivre leurs rêves, les employés de CAE Vancouver ont présenté des simulateurs en démonstration aux cadets de l'air et aux enfants aux prises avec des difficultés physiques. Les équipes de Phoenix et de Bruxelles ont accueilli les scouts locaux et ont électrisé les enfants malades qui ont pu « devenir pilotes » l'espace d'une journée. À Montréal, les employés ont appuyé la Fondation Marie-Vincent qui vient en aide aux enfants victimes d'abus.

Au cours des dernières années, CAE a offert des bourses d'études en sciences et en génie dans une douzaine d'universités et de collèges au Canada et aux États-Unis. À Dallas, le programme de bourses CAE SimuFlight continue à encourager les jeunes aviateurs à choisir l'aviation d'affaires comme carrière.



Environnement

CAE s'engage à faire preuve de leadership et d'excellence en matière de performance environnementale. L'engagement de CAE peut être observé dans ses produits et services de formation fondés sur la simulation, de même que dans ses processus opérationnels et d'exploitation qui sont respectueux de l'environnement.

L'empreinte écologique de la formation par la simulation

À titre de chef de file mondial de la formation sur simulateur de vol, CAE contribue à réduire considérablement la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ des appareils réels. La formation sur un simulateur de vol CAE réduit les émissions de CO₂ d'un facteur de 17 à 33 selon l'utilisation du carburant lors de la formation sur l'appareil en temps réel. En d'autres mots, pour le même rendement en carbone, vous pouvez piloter le simulateur de missions de 17 à 33 heures pour chaque heure volée aux commandes d'un appareil lors d'un exercice d'entraînement réel. Dans le secteur de l'aviation civile, un simulateur de vol Boeing 747 de CAE permet d'économiser chaque année environ 18,5 millions de gallons de carburant qui auraient autrement servi à la formation sur l'appareil réel.



Développement de produits respectueux de l'environnement

Les simulateurs de vol Série CAE 5000 et Série CAE 7000 sont dotés de systèmes de mouvement électrique CAE True^{MC} qui réduisent les coûts d'exploitation, la consommation d'énergie, les travaux prévus de maintenance et les déchets dangereux. CAE a également déployé une grande variété de technologies comme la formation sur ordinateur, l'apprentissage en ligne, l'apprentissage au rythme du stagiaire et divers dispositifs de formation CAE Simfinity^{MC}, qui réduisent l'empreinte écologique.

CAE, une entreprise respectueuse de l'environnement

CAE a obtenu l'accréditation *Visez vert Plus* de BOMA pour la gestion écologique de son usine de Montréal. Cette certification prestigieuse est décernée aux chefs de file mondiaux dans le domaine de la gestion écologique des bâtiments.

CAE a également adopté des directives environnementales strictes pour la conception de certains de ses centres de formation comme celui de Burgess Hill au Royaume-Uni, où les plus récentes technologies en matière d'économie d'énergie à l'aide du refroidissement passif (ventilation et lumière naturelles) ont été intégrées.



1. POINTS SAILLANTS	21
2. INTRODUCTION	24
3. À PROPOS DE CAE	25
3.1 Qui nous sommes	25
3.2 Notre vision	25
3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur	25
3.4 Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats	27
3.5 Nos activités	28
3.6 Variations de change	31
3.7 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	32
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	34
4.1 Résultats d'exploitation – Quatrième trimestre de l'exercice 2009	34
4.2 Résultats d'exploitation – Exercice 2009	36
4.3 Résultats d'exploitation – Exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007	37
4.4 Résultats, abstraction faite des éléments non récurrents	38
4.5 Partage des coûts avec les gouvernements	39
4.6 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	40
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	40
5.1 Secteurs civils	41
5.2 Secteurs militaires	45
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	48
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	48
6.2 Sources de financement	49
6.3 Obligations contractuelles	50
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	50
7.1 Capital utilisé consolidé	50
7.2 Entités à détenteurs de droits variables	52
7.3 Arrangements hors bilan	53
7.4 Instruments financiers	54
8. ACQUISITIONS, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET CESSIONS	57
8.1 Acquisitions	57
8.2 Activités abandonnées	58
9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	58
9.1 Risques liés à l'industrie	58
9.2 Risques propres à la Société	60
9.3 Risques liés au marché	61
10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES	62
10.1 Importants changements de conventions comptables survenus entre les exercices 2007 et 2009	62
10.2 Modifications futures de normes comptables	64
10.3 Estimations comptables critiques	68
11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN	71
12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	71
12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	71
12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	71
13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	71
14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	71
15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	72



Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 mars 2009

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2009

Hausse des revenus par rapport au trimestre précédent et à celui d'il y a un an

- Les revenus consolidés se sont établis à 438,8 millions \$ ce trimestre, en hausse de 14,2 millions \$, soit 3 %, par rapport au trimestre précédent et de 72,2 millions \$, soit 20 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Bénéfice et bénéfice dilué par action tirés des activités poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport à celui d'il y a un an

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est élevé à 51,3 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 53,3 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une baisse de 2,0 millions \$, soit 4 %, et à 47,0 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 4,3 millions \$, soit 9 %.

Flux de trésorerie disponibles¹ positifs de 33,9 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies se sont établis à 71,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à 93,6 millions \$ pour le trimestre précédent et à 130,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance et autres actifs se sont élevés à 29,7 millions \$ ce trimestre, comparativement à 14,5 millions \$ au trimestre précédent et à 10,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés totalisent 7,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 7,4 millions \$ au trimestre précédent et à 2,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2009

Hausse des revenus par rapport à il y a un an

- Les revenus consolidés se sont établis à 1 662,2 millions \$ cet exercice, en hausse de 238,6 millions \$, soit 17 %, par rapport à l'exercice précédent.

Hausse du bénéfice, du bénéfice net et du bénéfice dilué par action tirés des activités poursuivies

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est établi à 200,5 millions \$ (soit 0,79 \$ par action) cet exercice, comparativement à 164,8 millions \$ (soit 0,65 \$ par action) pour l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 35,7 millions \$, soit 22 %;
- Le bénéfice net a augmenté de 46,7 millions \$, soit 31 %, par rapport à l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles positifs de 106,4 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies se sont établis à 195,5 millions \$ cet exercice, comparativement à 260,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance et autres actifs se sont élevés à 59,5 millions \$ cet exercice, comparativement à 88,8 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 29,6 millions \$ cet exercice, comparativement à 9,8 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ de 1 490,2 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 417,6 millions \$, soit 39 %, cet exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 255,6 millions \$, comprenant 95,8 millions \$ attribuables à la variation de change;
- Le fonds de roulement hors trésorerie a augmenté de 77,7 millions \$ au cours de l'exercice 2009, pour s'établir à une valeur négative de 60,4 millions \$;
- La dette nette¹ est en hausse de 161,0 millions \$, pour s'établir à 285,1 millions \$ à la fin de cet exercice.

COMMANDES

- Les prises de commandes se sont chiffrées à 1 940,2 millions \$, en hausse de 16 % comparativement à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 181,8 millions \$ au 31 mars 2009, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le secteur Formation et services associés – Civil a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 464 millions \$

- Contrat de services de livraison de trois ans avec American Eagle pour la fourniture de didacticiels sur le Web à l'intention des pilotes de sa flotte d'appareils EMB 145;
- Contrat de cinq ans avec flydubai pour fournir une formation sur simulateur avec et sans instructeur sur ses appareils B737NG à notre centre de formation Emirates – CAE Flight Training (ECFT);
- Contrat de renouvellement d'un an de services de dotation en pilotes avec Koninklijke Luchtafvaartschool (KLS) pour la formation initiale pratique;

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

- Contrat de trois ans avec UltraAir pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Learjet à notre centre de formation de Dallas;
- Contrat de deux ans avec Spirit Jets pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Lear 35, 55 et 60 à notre centre de formation de Dallas;
- Contrat de trois ans avec Werner Trucking Corporation pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Falcon 50 et Falcon 900 à notre centre de formation de Dallas;
- Contrat de cinq ans avec Home Depot pour fournir un vaste éventail de services de formation des pilotes, des techniciens et des membres d'équipage pour sa flotte d'appareils Dassault Falcon;
- Contrat de trois ans avec Elite Jets pour une formation sur les appareils Gulfstream G450 et Hawker 850XP à notre centre de formation ECFT;
- Entente à long terme avec Honeywell, selon laquelle nous devenons le fournisseur privilégié de services de formation pour l'aviation commerciale, militaire et d'affaires de Honeywell Aerospace;
- Contrat de cinq ans avec Gulf Helicopter Company pour la formation sur l'appareil Bell 412. Le programme comprend la formation sur le simulateur de vol Bell 412, l'instruction approfondie en salle et des cours de gestion des ressources en équipe (CRM);
- Contrat de trois ans avec Executive AirShare pour la prestation de services de formation sur simulateur avec instructeur sur un certain nombre d'appareils de sa flotte aérienne;
- Contrat de deux ans avec Air America Flight Services pour la prestation de services de formation sur simulateur avec instructeur sur les appareils de sa flotte aérienne;
- Contrat de deux ans avec Kingfisher pour la prestation de services de formation sur simulateur avec et sans instructeur sur l'appareil ATR72-500 à Bruxelles, en Belgique;
- Contrat de trois ans avec Air Malta pour la prestation de services de formation sur simulateur avec et sans instructeur sur l'appareil A320 à Burgess Hill, au R.-U.;
- Fournisseur choisi par XOJET pour donner la formation initiale sur sa nouvelle flotte d'appareils Bombardier Challenger 300 récemment entrés en service au centre de formation pour l'aviation d'affaires à Morristown, au New Jersey. Un nouveau simulateur de vol Challenger 300 est entré en service dans le cadre de la formation initiale pour XOJET et de l'entente de fournisseur de formation agréé avec Bombardier;
- Contrat de cinq ans avec Air Transat A.T. Inc. pour la prestation de services de formation au pilotage sur plateformes Airbus A330 et A310;
- Contrat de trois ans avec Jet Alliance pour la prestation de services de formation au sol et sur simulateur pour le GV/550;
- Entente avec Air Nostrum pour la reconduction de leur contrat actuel sur les CRJ200 et Dash 8 jusqu'en 2014, et pour la prestation de services de formation sur de nouvelles plateformes;
- Ententes prévoyant la recherche, le recrutement et la formation de plus de 600 stagiaires pilotes sur une période de quatre ans pour Jazeera Airways, Kingfisher Airlines et Wizz Air.

Le secteur Produits de simulation – Civil a remporté plus de 383 millions \$ de commandes comprenant 34 simulateurs de vol complets (FFS)

FFS A320 de la Série CAE 7000

- Un pour Ansett Aviation Training;
- Un pour le centre de formation CAE Bangalore;
- Un pour British Airways;
- Un pour Flight Simulation Company;
- Deux pour Saudi Arabian Airlines;
- Un pour Air China/Shandong Airlines;
- Un pour Emirates – CAE Flight Training.

FFS A320 de la Série CAE 5000

- Deux pour Zhuhai Flight Training Centre;
- Un pour Aeroflot Russian Airlines;
- Un pour Avianca Airlines;
- Un pour Sofia Flight Training.

FFS B737

- Un pour Skymark Airlines du Japon;
- Un pour Southwest Airlines;
- Deux pour Air China/Shandong Airlines.

FFS B737NG

- Un pour le centre de formation CAE Bangalore;
- Un pour American Airlines;
- Deux pour Continental Airlines.

FFS B777

- Un pour Lufthansa Flight Training GmbH;
- Un pour Etihad Airways;
- Un pour Air New Zealand.

FFS A330/340

- Un pour Lufthansa Flight Training GmbH;
- Un pour le centre de formation Hua-Ou Aviation.

Autres

- Un FFS B787 pour Air New Zealand;
- Un FFS Embraer 190 pour Swiss Aviation Training;
- Un FFS B747-8 pour Cathay Pacific Airlines;
- Un FFS EMB 170 pour Suzuyo;
- Un FFS Phenom 100 de la Série CAE 5000 pour la coentreprise Embraer CAE Training Services;
- Un FFS Global Express pour Bombardier;
- Un FFS EMB 170/190 pour Embraer;
- Un FFS B757 à un client dont l'identité demeure confidentielle.

Le secteur Produits de simulation – Militaire a remporté plus de 599 millions \$ de commandes pour de nouveaux systèmes de formation et des mises à niveau

- Deux simulateurs de missions (FMS) C-130J, un dispositif d'entraînement au vol (FTD) C-130J et du matériel de formation complémentaire au ministère de la Défense nationale du Canada en vertu du programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO);
- Un simulateur de missions (FMS) pour quatre différents types de postes de pilotage d'hélicoptères pour l'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), coentreprise détenue à parts égales par Hindustan Aeronautics Limited (HAL) et CAE;
- Un simulateur de systèmes d'armes (WST) C-130J de Lockheed Martin pour la Force aérienne indienne;
- Un simulateur de systèmes d'armes (WST) C-130H de Lockheed Martin pour la Force aérienne algérienne;
- Un simulateur de vol d'essai (EFS) pour The Boeing Company qui servira au développement de l'avion de patrouille maritime P-8A Poseidon de l'U.S. Navy;
- Un entraîneur de vol (FTD) E-3A à l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA);
- Mises à niveau de deux simulateurs de missions (CMS), soit le MH-60L Black Hawk et le MH-47G Chinook, exploités par l'U.S. 160th Special Operations Aviation Regiment–Airborne;
- Un entraîneur à la maintenance de l'avionique (AMT) MH-60R pour l'U.S. Navy;
- Un entraîneur au vol opérationnel MH-60S pour l'U.S. Navy;
- Mise à niveau du système visuel sur un simulateur Eurocopter EC135 utilisé pour la formation de l'Armée allemande à son école d'aviation Army Flying School à Bückeburg;
- Un entraîneur de vol EC135 pour Eurocopter devant être utilisé par l'Armée polonaise;
- Une option exercée sur un contrat pour accroître la production rapide de bases de données dans le cadre du programme Synthetic Environment Core (SE Core) de l'U.S. Army;
- Un dispositif d'entraînement au vol opérationnel tactique MH-60R pour l'U.S. Navy;
- Un simulateur d'entraînement complet aux missions NH90 et un entraîneur virtuel à l'utilisation des capteurs NH90 pour le ministère de la Défense néerlandais, contrat obtenu par Rotorsim, consortium qui appartient à parts égales à CAE et à AgustaWestland;
- Mises à niveau du simulateur d'entraînement complet aux missions Chinook utilisé pour la formation par la Royal Air Force du Royaume-Uni à Benson;
- Deux simulateurs de missions Hawk 128 pour la coentreprise Lockheed Martin et VT Group, qui dispensera la formation complète aux nouveaux membres d'équipage de tous les corps d'armée britanniques (Royal Navy, Royal Army et Royal Air Force);
- Un entraîneur à la maintenance de l'avionique MH-60R pour l'U.S. Navy;
- Mise à niveau de l'environnement synthétique pour le FMS et le poste de pilotage d'entraînement Eurofighter utilisés par divers pays européens.

Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté plus de 493 millions \$ de contrats

- Un contrat de soutien en service d'une durée de 20 ans, comprenant les mises à niveau et la maintenance des dispositifs de formation de même que le soutien technique des logiciels et du matériel en vertu du programme appelé Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO);
- Un contrat de trois ans pour la fourniture de formation au vol sur le NH90 aux Forces armées norvégiennes, octroyé à Rotorsim, consortium qui appartient à parts égales à CAE et à AgustaWestland;
- Nous continuerons de fournir des services de soutien à la formation dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System et du programme C-130E/H Aircrew Training System de l'U.S. Air Force, étant donné que Lockheed Martin a exercé une option sur son contrat annuel avec CAE USA;
- Nous poursuivrons le développement et les services de maintenance dans le cadre du programme Synthetic Environment Core (SE Core), étant donné que l'U.S. Army Executive Office for Simulation, Training and Instrumentation (PEO STRI) a exercé une option sur un contrat. En vertu de ce programme, nous exploitons un centre de production rapide de bases de données à Orlando, en Floride, pour l'U.S. Army;
- Un contrat de service de cinq ans pour assurer la formation des pilotes danois sur l'hélicoptère Merlin à notre centre de formation de Benson, au Royaume-Uni;
- Des services de maintenance et de soutien des simulateurs pour le ministère de la Défense allemand relativement à divers types de simulateurs pour l'Armée de terre et l'Armée de l'air allemandes;
- Un contrat de dix ans pour la prestation de services de gestion, de maintenance et de soutien sur les FFS MRH-90 pour la Force aérienne australienne;

- Un contrat de un an, selon lequel nous continuerons à fournir aux Forces canadiennes des services de mise à niveau des logiciels d'avionique, de soutien logistique intégré et de gestion de données pour les CF-18;
- D'autres services de formation pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni;
- Des services de maintenance du simulateur C-130J pour les Forces aériennes italiennes;
- La reconduction pour une période de cinq ans du contrat de gestion et de soutien des simulateurs aéronautiques des Forces de défense australiennes, dans le cadre duquel CAE Australie assure la maintenance des simulateurs de la Force aérienne australienne. Le contrat avait initialement été accordé à CAE en 2003.

ACQUISITIONS ET COENTREPRISES

- Nous avons fait l'acquisition de Sabena Flight Academy (Sabena) au premier trimestre de l'exercice 2009. Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée, et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants;
- Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons signé une entente en vue de faire passer notre participation dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A à 90 %;
- Au troisième trimestre de l'exercice 2009, nous avons fait l'acquisition de Kestrel Technologies Pte Ltd. Kestrel fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs;
- Au cours de l'exercice 2009, nous nous sommes engagés dans deux coentreprises : le National Flying Training Institute Private Limited (participation de 51 %) et le centre de formation CAE Bangalore (participation de 50 %);
- Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par la division xwave. L'opération a été conclue le 1^{er} mai 2009.

AUTRES

- Nous avons annoncé que nous investirons jusqu'à 714 millions \$ dans le Projet Falcon, un programme de recherche et développement (R-D) qui s'échelonnait sur cinq ans. L'objectif du Projet Falcon est de développer les technologies existantes en matière de modélisation et de simulation de CAE, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense. Le gouvernement du Canada, dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), participera au Projet Falcon en investissant un montant remboursable pouvant atteindre 250 millions \$;
- Nous avons signé des contrats et des alliances dans le domaine de la formation en soins de santé fondée sur la simulation avec le Michener Institute for Applied Healthcare Sciences, l'Université de Montréal et le Winnipeg Regional Health Authority. Les contrats totalisent une valeur initiale d'environ 5 millions \$.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2009* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2009;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2008;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 14 mai 2009, et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2009 et les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2009. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, de la performance et de la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2009. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans ce rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2009. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur l'entreprise considérée sous divers aspects, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Les variations de change;
- Les mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Les résultats consolidés;
- Les acquisitions, fusions et désinvestissements;
- Les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- Les procédures et moyens de contrôle;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Ou si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos marchés, notre future performance financière, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies plus loin dans le présent rapport de gestion, sous la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité*.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation, et des solutions intégrées de formation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ce matériel et ces services comprennent, d'une part, des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux aviateurs et aux forces de défense, et, d'autre part, des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde.

Nos simulateurs de vol complets (FFS) recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages de tous niveaux dans un environnement d'entraînement réaliste.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte environ 7 000 employés dans plus de 75 installations et centres de formation dans 20 pays. CAE tire plus de 90 % de ses revenus annuels d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- À la Bourse de Toronto, sous le symbole CAE;
- À la Bourse de New York, sous le symbole CGT.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, de détermination et d'efficacité. Nous voulons être le partenaire de choix des entreprises exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices en matière de produits et de services faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de réduire le risque, de diminuer les coûts et d'aider à résoudre des problèmes de taille. Nous désirons devenir l'une des sociétés les plus présentes dans le monde, les plus axées sur le client et les plus fiables de notre secteur.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de services de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation et de solutions d'aide à la prise de décisions dans le monde. À l'heure actuelle, nous servons des clients œuvrant dans deux principaux marchés: le marché aéronautique civil et le marché militaire. Nous avons commencé à étendre nos compétences pour pénétrer de nouveaux marchés verticaux, notamment le secteur des soins de santé et celui de la sécurité et de la sûreté du public.

L'un des principes clés de notre stratégie est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante. Nous proposerions notamment des solutions à nos clients à l'égard des avions civils et militaires dans le monde. Par le passé, le principal facteur de croissance de nos activités était la livraison de nouveaux avions. Au cours des dernières années, nous nous sommes engagés dans une stratégie de diversification de nos sources de revenus afin de nous prémunir contre la volatilité des livraisons de nouveaux avions. Aujourd'hui, environ 30 % de nos revenus proviennent de ce secteur, et le reliquat est tiré de sources plus stables et plus récurrentes, notamment la formation et les produits et services de simulation au marché militaire.

En plus de diversifier nos sources de revenus parmi nos clients, notre stratégie demande également davantage d'équilibre entre les produits, lesquels tendent à être plus à court terme et cycliques, et les services, lesquels tendent à être plus à long terme et stables. En outre, nous continuons à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale. Nous sommes ainsi en mesure d'offrir nos solutions à proximité des installations des clients, ce qui constitue d'après nous un avantage concurrentiel. Par conséquent, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés industrialisés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers. Notre structure de capital prudente est une priorité et nous sommes judicieux dans la manière de préserver notre bilan. Nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de croissance en investissant de façon prudente et réfléchie afin d'être en mesure de répondre aux besoins à long terme de nos clients des secteurs de l'aéronautique et de la défense.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité sur le plan de l'exploitation. Nous offrons une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins des clients et adaptés en fonction de l'évolution de leurs besoins. Nous sommes le fournisseur de produits et services le plus largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et simulation;
- Connaissance approfondie en formation sur l'utilisation de systèmes complexes;
- Éventail complet de solutions de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Présence mondiale étendue;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Premier à pénétrer les nouveaux marchés et les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons élaboré des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de produits de simulation et de formation sur les avions de transport à voilure fixe, les avions de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères à usage militaire. Nous jouissons par ailleurs d'un savoir et d'un savoir-faire poussés, et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des avions prototypes de la plupart des grands avionneurs. Nous commençons à étendre nos compétences pour pénétrer les nouveaux marchés verticaux, notamment le secteur des soins de santé et le secteur de la sûreté et de la sécurité du public.

Connaissance approfondie en formation sur l'utilisation de systèmes complexes

En lançant nos solutions de formation et didacticiels CAE Simfinity^{MC}, nous avons révolutionné le domaine de la formation aéronautique. Le poste de pilotage peut ainsi être recréé virtuellement dans la salle de cours dès le début de la formation au sol, ce qui rend la formation d'autant plus efficace et pertinente.

Éventail complet de solutions de formation

Notre vaste gamme de produits de formation au vol nous permet d'adapter nos solutions à la mesure des besoins de chaque client, ce qui nous distingue des autres. En fait, produits et services sont étroitement liés parce que les ventes de dispositifs de formation et la prestation de services s'y rapportant sont souvent intégrées au même programme.

Relations durables avec les clients

Nous sommes en affaires depuis plus de 60 ans et avons établi des liens avec la plupart des compagnies aériennes du monde et avec les forces de défense nationales de plus de 50 pays, notamment l'ensemble des corps d'armée américains. Nos comités consultatifs des clients et nos comités consultatifs techniques font appel à des compagnies aériennes et à des exploitants du monde entier. Parce que nous sommes à l'écoute des clients, nous comprenons clairement leurs besoins et sommes en mesure de leur fournir des produits et des services novateurs qui les aident à améliorer la sécurité et l'efficacité de leurs activités.

Présence mondiale étendue

Nous sommes présents dans 20 pays répartis sur cinq continents et offrons nos produits et services dans bien d'autres pays. Cette vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en nous conformant aux lois et aux coutumes locales. Nous exploitons une flotte de plus de 140 simulateurs de vol dans 24 centres de formation afin de répondre aux nombreuses exigences de nos clients sur le plan de l'exploitation. Notre flotte comprend des simulateurs de vol pour tous les types d'aéronefs des principaux fabricants, y compris des jets commerciaux, des jets d'affaires et des hélicoptères, tant pour le marché civil que militaire.

Valeur reconnue

Nos simulateurs sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour.

Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité.

Alors que nous pénétrons les nouveaux marchés verticaux, notamment le secteur des soins de santé et celui de la sûreté et de la sécurité du public, nous réalisons que la marque CAE est largement reconnue comme la marque de référence en matière de technologies de modélisation et simulation et de services de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous livrons systématiquement des programmes complexes sur le plan technique dans les délais prévus pour assurer que les troupes de partout dans le monde sont entraînées et prêtes pour les missions. À titre d'exemple, nous avons conçu, développé et mis en œuvre le premier environnement virtuel CE/COB (environnement commun/base de données commune) au monde dans le cadre du programme U.S. Army Special Operations Forces Aviation Training and Rehearsal Systems (ASTARS). Ce programme très complexe et exigeant sur le plan technique a été livré selon l'échéancier prévu et faisait partie d'un vaste programme composé de systèmes multiples de formation et de préparation de missions. En outre, à titre de membre d'un consortium composé d'Eurocopter, de Thales et de Rheinmetall Defence Electronics, nous avons récemment mis en service le premier simulateur complet NH90 à la German Army Aviation School. Ce programme complexe représentait une combinaison de modules de simulateurs intégrés dans un seul dispositif. Ces modules ont été intégrés sous la direction de CAE et de Thales, ce qui reflète notre capacité à travailler en collaboration avec d'autres sociétés sur des programmes complexes.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nous avons mis sur pied un éventail de nouvelles pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées. Selon les commentaires obtenus des clients, ces nouvelles initiatives ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle.

Premier à pénétrer les nouveaux marchés et les marchés émergents

Notre approche à l'égard des marchés mondiaux consiste à ce que nous soyons considérés comme une société présente dans plusieurs pays et non comme une société étrangère. Cette approche nous a permis d'être les premiers à pénétrer des marchés en croissance, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud.

3.4 Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats

Nos ressources et processus nous donnent la capacité voulue pour mettre notre stratégie à exécution et produire des résultats. Cependant, notre réussite dépend aussi de trois autres éléments fondamentaux :

Notre situation financière

Au 31 mars 2009, notre dette nette se chiffrait à 285,1 millions \$, soit un ratio dette nette ajustée sur les capitaux propres de 29 % (ajusté pour tenir compte de la valeur actualisée des contrats de location-exploitation). Grâce à notre bilan solide, à nos facilités de crédit disponibles ainsi qu'à la trésorerie que nous tirons de notre exploitation, nous disposons de fonds réels ou auxquels nous pouvons accéder pour mener à bien nos projets de développement en cours. Voir le complément d'information à cet égard à la rubrique 7, *Situation financière consolidée*. Au 31 mars 2009, nous respectons nos engagements financiers.

Un personnel qualifié et une direction chevronnée

À la fin de l'exercice 2009, notre effectif comptait environ 7 000 employés. Le niveau de qualification de notre personnel joue pour beaucoup dans l'efficacité et la productivité de nos activités. Même si la demande pour des employés qualifiés ayant une solide formation est grande, nous réussissons à attirer et à retenir à notre service de bons éléments grâce à notre réputation de qualité et à notre position de chef de file, aux salaires concurrentiels et au milieu de travail aussi motivant que stimulant que nous leur proposons.

Nous pouvons également compter sur le savoir-faire d'une équipe de direction chevronnée, qui a fait ses preuves dans le secteur de l'aéronautique. Un leadership et une gouvernance solides sont essentiels à la réussite de notre stratégie d'entreprise. C'est pourquoi nous cherchons à développer le leadership de nos dirigeants et des membres de la haute direction.

Faculté éprouvée de s'adapter aux conditions de marché en évolution

Nous avons restructuré avec succès nos activités au moment du dernier ralentissement économique de manière à maintenir notre situation financière et avons instauré une culture axée sur l'amélioration continue et la réduction des coûts. Malgré des obstacles importants comme la montée en flèche du dollar canadien au cours des dernières années, notre gestion nous a permis d'améliorer la rentabilité et d'accroître notre part de marché. Nous continuons à nous efforcer à devenir plus efficaces en réduisant nos coûts tout en assurant la qualité de nos produits et services.

3.5 Nos activités

CAE dessert deux grands marchés dans le monde :

- Le marché civil comprend les avionneurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation et les centres de dotation en pilotes;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous nous distinguons en étant présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation commerciale, l'aviation régionale et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment la gestion de centres de formation, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des pièces de rechange des simulateurs, l'élaboration de programmes de formation, les services de consultation et les solutions d'apprentissage en ligne. En tant que chef de file de l'aéronautique, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance et les opérations aériennes. En outre, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement plus de 140 FFS en service et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays du monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique et des centres appartenant à des tiers. Nous continuons d'accroître de manière sélective le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en train d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins en formation liés aux appareils en service, ces besoins étant continus et périodiques, tout en continuant à être moins dépendants des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales, pour les centres de formation de tiers et pour les constructeurs OEM que n'importe quelle autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de développement de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, avec plus d'une vingtaine de modèles différents, auxquels se sont ajoutés récemment les Boeing 747-8, Airbus A380, Bombardier Global Express, Embraer Phenom 100/300 et Dassault Falcon 7X. Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Nous prévoyons que la demande liée au trafic aérien continuera d'augmenter à moyen et à long terme, mais nous demeurons sur nos gardes à court terme étant donné que les marchés mondiaux subissent un ralentissement économique. Le bouleversement que connaissent les marchés des capitaux et du crédit à l'échelle mondiale, plus particulièrement le ralentissement du financement des appareils, ainsi que la récession mondiale prolongée sont susceptibles de toucher plus durement un certain nombre de clients de CAE.

Nos revenus tirés des services de formation proviennent en partie de la formation périodique qui est essentielle au maintien de la flotte aérienne actuellement en service dans le monde, soit plus de 42 000 appareils. Le secteur est relativement stable, mais la réduction de capacité des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires freine la demande de formation sur certaines plateformes.

Dans le secteur des produits de simulation, nous avons encore une fois connu un solide exercice en 2009 avec notre carnet de commandes qui compte 34 simulateurs de vol (FFS). Ce carnet de commandes continuera de soutenir en partie nos revenus pour la prochaine année. Les commandes de nouveaux produits de simulation pourraient être compromises par le niveau des ventes de nouveaux appareils et les livraisons subséquentes. Nous prévoyons que les ventes et les livraisons d'appareils pourraient diminuer en raison de la conjoncture économique difficile en 2009.

Nous sommes d'avis qu'à moyen et à long terme, l'industrie aéronautique, et plus particulièrement le secteur des produits et des services de formation, continuera de croître. Conscients qu'il s'agit d'un marché dynamique, nous continuons de surveiller certains facteurs clés liés à l'économie et au marché qui pourraient avoir une incidence sur nos activités et modifier nos perspectives. Les baisses réelles et éventuelles des taux de production et l'annulation de commandes d'appareils par les principaux OEM ont une incidence déterminante sur la demande pour certains de nos produits et solutions.

L'incidence du ralentissement économique mondial actuel est plus marquée sur les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe. Les marchés émergents connaissent également un ralentissement important par rapport à leur forte progression passée. Cependant, la croissance économique exprimée en pourcentage dans ces régions demeure plus forte que sur les marchés parvenus à maturité.

Malgré la conjoncture, les tendances suivantes appuient notre point de vue à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés.

La récente diminution du trafic passager mondial, la réduction de capacité des compagnies aériennes et les niveaux plus élevés de stocks d'appareils d'occasion sont des facteurs qui doivent être suivis de près pour déceler toute répercussion éventuelle à plus long terme.

Carnets de commandes d'appareils

Pour l'année 2008, Boeing a reçu 662 commandes nettes d'appareils neufs et Airbus a reçu 777 commandes. Au 31 mars 2009, les nouvelles commandes d'appareils pour Boeing et Airbus s'établissaient à 28 et 22, respectivement, tandis que les annulations de Boeing et d'Airbus s'établissaient à 32 et à 14, respectivement. Bien que le rythme des commandes ait ralenti en 2009, et compte tenu des récentes informations de presse relativement au report par certains de leurs clients de la livraison d'appareils, les niveaux records des carnets de commandes de Boeing et d'Airbus devraient entraîner des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. Ces deux constructeurs OEM ont également annoncé des programmes de financement pour leurs clients. À court terme, les difficultés des marchés du crédit pourraient avoir une incidence notable sur les livraisons d'appareils.

Dans le secteur des jets d'affaires, bien que le carnet de commandes ait atteint un niveau record, les reports et les annulations de commandes ont déjà poussé plusieurs constructeurs d'avions d'affaires à baisser leur taux de production.

Nouvelles plateformes moins énergivores

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de sortir ou ont déjà sorti de nouvelles plateformes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8, Airbus A350XWB, Embraer 190, Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et Embraer Phenom 300 ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les avionneurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. À ce titre, nous avons été désignés comme fournisseur agréé de Bombardier pour la formation sur le Global Express, le Global 5000 et le Global Express XRS. Nous avons également établi avec Embraer une coentreprise qui assurera la formation complète sur les nouveaux jets très légers et légers Phenom 100 et Phenom 300. Les livraisons de nouveaux modèles d'avions sont susceptibles de faire l'objet de retards sur le plan des lancements de programmes, qui pourraient se répercuter sur nos propres délais de prise de commandes et de livraison.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité au niveau de leur trafic aérien et de l'essor économique, ainsi qu'une libéralisation progressive des politiques de transport aérien et l'apparition d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS et de centres de formation. De plus, nous avons lancé de nouveaux produits, tels que les simulateurs Série CAE 5000 et CAE True^{MC}, qui sont conçus spécialement pour les marchés nouveaux et émergents, et qui apportent un plus grand réalisme dans la simulation de l'environnement de contrôle du trafic aérien.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Même si la croissance du trafic passager a ralenti au cours de l'année 2008 par rapport à la forte croissance enregistrée pour l'année 2007, nous prévoyons que le trafic passager reprendra sa croissance à long terme. Actuellement, le secteur du trafic aérien traverse une période très mouvementée, notamment en raison du ralentissement économique mondial et des difficultés du marché du crédit. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Cela est sans compter l'effet que pourrait produire tout événement majeur (instabilité politique régionale, acte terroriste, pandémie, forte hausse soutenue du prix du carburant, crise économique prolongée, ou autres événements mondiaux).

Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a engendré partout dans le monde une demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord, mais a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique; les pilotes militaires sont moins nombreux à transférer dans le secteur civil, et les écoles techniques enregistrent peu d'inscriptions. Dans les marchés émergents comme l'Asie du Sud-Est et la Chine, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien augmente plus rapidement que dans les pays développés, et l'infrastructure capable de satisfaire à la demande prévue fait défaut.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut le recrutement, la sélection et la formation des pilotes. Elle nous incite aussi à rechercher des partenaires pour développer notre initiative mondiale visant à former et à fournir des pilotes en demande sur le marché.

La pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoique à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous explorons également de nouvelles solutions de formation.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commencera à jouer un rôle encore plus important avec les nouveaux processus d'attestation de compétence par une « licence de pilote en équipage multiple » (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont l'adoption devrait être approuvée dans un proche avenir par les organismes de réglementation nationaux. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour mener les étudiants *ab initio* à devenir des copilotes d'avions de ligne modernes. La MPL devrait être largement adoptée dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est où le besoin de pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important.

MARCHÉ MILITAIRE

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes de formation et des logiciels de création pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions de transport. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les systèmes de détection. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes de formation aux forces de défense de plus de 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion Hercules C-130 que quiconque dans le monde.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 sites dans le monde. Il fournit également une variété de services fondés sur la modélisation et la simulation.

Tendances et perspectives commerciales

Bien que nous prévoyions que les budgets de la défense, à l'échelle mondiale, resteront stables ou subiront de faibles réductions dans un avenir prévisible, y compris aux États-Unis, dont le marché de la défense est le plus important du monde, nous estimons pouvoir accroître notre part de ce marché pour les raisons suivantes :

- Hausse de la demande en produits et services spécialisés de même nature que les nôtres;
- Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, incitant les forces armées à avoir de plus en plus recours à la simulation;
- Évolution de la nature des conflits.

Hausse de la demande en produits et services spécialisés de même nature que les nôtres

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs de matériels militaires en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les avionneurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale sur le plan des simulateurs et des services de formation. Ainsi, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries a commencé à livrer ses hélicoptères NH90; EADS CASA est en train de promouvoir vigoureusement son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production de son vénérable C-130 et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux armées et aux marines nationales. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, demande à laquelle nous pouvons répondre sous une forme ou une autre.

Tendance à l'impartition

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. C'est ainsi qu'un consortium dont nous sommes membre a commencé à assurer au cours de l'exercice 2009 la formation sur le NH90 à l'Allemagne et à d'autres forces armées. Aux États-Unis, bon nombre de nouveaux contrats feront l'objet d'appels d'offres dans le cadre du programme Aircrew Training System au cours des deux à trois prochaines années.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes.

Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, incitant les forces armées à avoir de plus en plus recours à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'activité intense liée aux conflits qui perdurent dans le monde fait en sorte que les actifs se déprécient plus rapidement que prévu. Contrairement au secteur commercial où la formation par la simulation est largement répandue, il reste encore tout un marché à développer à cet égard dans le milieu de la défense. En outre, l'on observe un recours croissant à la simulation tout au long du cycle de vie du système de défense, soit de l'analyse jusqu'à la formation et aux opérations.

Évolution de la nature des conflits

Demande de réseautage

La nature de la guerre évolue. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin de former des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des deux dernières années, nous avons livré au 160^e régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés d'une architecture de notre conception avec une base de données commune (CDB). L'architecture CDB promet de rehausser de façon importante les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

3.6 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations. La variation des taux a fait augmenter le bénéfice provenant des activités poursuivies (après impôts) du présent exercice d'environ 6,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2008.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en devise canadienne à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2009	2008	Augmentation (diminution)
Dollar US (\$US)	1,26	1,03	22 %
Euro (€)	1,67	1,62	3 %
Livre sterling (£)	1,80	2,04	(12 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits et les charges étaient les suivants :

	2009	2008	Augmentation (diminution)
Dollar US (\$US)	1,13	1,03	10 %
Euro (€)	1,59	1,46	9 %
Livre sterling (£)	1,91	2,07	(8 %)

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation civils et militaires**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Tout effet d'une variation de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériel qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), environ 97 % des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada sont libellés en devises (en dollars US et en euros principalement), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite aux effets du mouvement des devises, qui se font donc encore partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars US, nous effectuons des opérations de couverture de coûts libellés en devises à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication. Ces opérations de couverture sont venues à échéance à la fin du deuxième trimestre. De plus, nous avons une couverture qui assure le montant en dollars canadiens des intérêts débiteurs et des remboursements de capital sur une dette libellée en dollars US échéant en juin 2009.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons commencé à constituer un portefeuille de positions de couverture de change afin d'atténuer le risque sur une partie de nos revenus futurs de la présente volatilité élevée du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Nous couvrons une partie des revenus afin que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Nous avons évalué les sources des revenus et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les revenus et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des revenus;
- La conversion des opérations en devises de filiales autonomes à l'étranger – c'est là une couverture naturelle. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre bénéfice d'exploitation.

Dans un premier temps, nous avons calculé les revenus et les charges par devise en vue d'établir le bénéfice d'exploitation dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des revenus et des charges faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des filiales autonomes pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une variation de 1 cent (¢) du dollar canadien par rapport à chacune des quatre autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos revenus et notre bénéfice d'exploitation annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (en millions)	Bénéfice			
	Revenus	d'exploitation	Couverture	Risque net
Dollar US (\$US)	8,0	1,8	(1,5)	0,3
Euro (€)	2,5	0,3	–	0,3
Livre sterling (£)	0,7	0,1	–	0,1
Dollar australien (\$AU)	0,7	–	–	–

3.7 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

BAIL

Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAIL) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAIL, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M, et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long termes dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Dépenses en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents sont une mesure hors PCGR servant à désigner les éléments qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités parce qu'ils sont rares ou inhabituels ou parce qu'ils ne représentent pas non plus une tendance normale de l'entreprise. Nous estimons utile de relever ces éléments non récurrents lorsqu'ils sont importants et de fournir par ailleurs des résultats d'exploitation dont ils sont exclus, car cela permet de mieux analyser les résultats d'exploitation sous-jacents et continus de l'entreprise.

Financement sans recours

Le financement sans recours est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour classer la dette, lorsque le recours à l'égard de celle-ci est limité aux actifs, à la participation aux capitaux propres et aux projets d'une filiale et non de CAE inc.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraits toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles, car ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose. Le 1^{er} avril 2008, nous avons modifié la définition de nos flux de trésorerie disponibles afin d'en exclure les dépenses en immobilisations liées à la croissance, les coûts capitalisés ainsi que le financement spécifique correspondant (incluant le financement sans recours). Les flux de trésorerie disponibles des périodes antérieures ont été retraités pour refléter la nouvelle définition.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fond de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs disponibles à la vente) et le passif à court terme (abstraction faite de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

Marge brute

La marge brute est une mesure financière qui correspond au résultat d'exploitation sectoriel dont sont déduits les frais de vente et d'administration et les frais généraux.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice tiré des activités poursuivies, en excluant les éléments non récurrents et les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

Résultat d'exploitation sectoriel

Le résultat d'exploitation sectoriel (RES) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le RES correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ces éléments sont présentés dans le rapprochement du résultat d'exploitation sectoriel total et du BAII (voir la note 25 afférente aux états financiers consolidés).

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultats d'exploitation – Quatrième trimestre de l'exercice 2009

Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)

	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
Revenus	\$ 438,8	424,6	406,7	392,1	366,6
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 78,1	78,7	75,5	71,3	69,7
En pourcentage des revenus	% 17,8	18,5	18,6	18,2	19,0
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 5,1	5,6	5,2	4,3	4,7
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 73,0	73,1	70,3	67,0	65,0
Charge d'impôts	\$ 21,7	19,8	21,4	20,0	18,0
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 51,3	53,3	48,9	47,0	47,0
Résultat des activités abandonnées	\$ –	–	(0,2)	(0,9)	(11,4)
Bénéfice net	\$ 51,3	53,3	48,7	46,1	35,6
Bénéfice de base des activités poursuivies, par action	\$ 0,20	0,21	0,19	0,18	0,19
Bénéfice dilué des activités poursuivies, par action	\$ 0,20	0,21	0,19	0,18	0,18
Bénéfice de base et dilué, par action	\$ 0,20	0,21	0,19	0,18	0,14

Hausse de 3 % des revenus par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport à l'exercice précédent

Les revenus ont été en hausse de 14,2 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont augmenté de 18,1 millions \$, soit 14 %, en raison principalement de l'accroissement des activités relatives à certains contrats signés en 2009 concernant des simulateurs, notamment au titre de nos divers programmes NH90;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 7,6 millions \$, soit 13 %, en raison surtout de l'accroissement des activités de la division Services professionnels et des revenus tirés de la phase des travaux de maintenance du programme Synthetic Environment Core (SE Core) récemment amorcés aux États-Unis.

La hausse des revenus a été contrebalancée en partie par une diminution de 12,0 millions \$, soit 10 %, des revenus du secteur PS/C. Cette baisse est essentiellement attribuable à l'augmentation des revenus du trimestre précédent au titre de simulateurs qui étaient déjà construits et pour lesquels les contrats de vente avaient été conclus au cours du trimestre précédent.

Les résultats tiennent compte de l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro au quatrième trimestre.

Les revenus ont été en hausse de 72,2 millions \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont progressé de 42,1 millions \$, soit 41 %, en raison principalement du niveau d'activité plus élevé relativement à un certain nombre de contrats concernant des simulateurs signés en 2009, plus particulièrement au titre de nos divers programmes NH90;
- Les revenus du secteur FS/C se sont accrus de 16,9 millions \$, soit 16 %, en raison surtout des revenus tirés de l'acquisition récente de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A., ainsi que de l'apport de nouvelles unités NESAs dans le réseau. La hausse des revenus du trimestre rend également compte de la conclusion d'un contrat pour lequel nous avons déjà commencé à fournir des services dans les trimestres précédents, ce qui a contribué à atténuer l'incidence de la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe;
- Les revenus du secteur FS/M ont augmenté de 12,4 millions \$, soit 23 %, en raison essentiellement du niveau d'activité accru de la division Services professionnels et des revenus tirés de la phase des travaux de maintenance du programme SE Core aux États-Unis mentionnée ci-dessus.

Ces résultats tiennent compte de l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, laquelle a été partiellement contrebalancée par l'appréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

Consultez la rubrique *Résultats par secteur* pour plus de précisions à ce sujet.

Baisse de 0,6 million \$ du BAI¹ par rapport au trimestre précédent et hausse de 8,4 millions \$ par rapport à il y a un an

Pour le trimestre écoulé, le BAI s'est établi à 78,1 millions \$, soit 17,8 % des revenus.

Par rapport au trimestre précédent, le BAI a diminué de 1 %, soit 0,6 million \$. La baisse de 4,3 millions \$ du résultat d'exploitation du secteur¹ PS/C a été partiellement contrebalancée par les hausses de 2,1 millions \$, de 1,1 million \$ et de 0,5 million \$ du résultat d'exploitation des secteurs FS/C, PS/M et FS/M, respectivement.

Par rapport à l'exercice précédent, le BAI a progressé de 12 %, soit 8,4 millions \$. Bien que le résultat d'exploitation des secteurs PS/M et FS/M ait augmenté de 12,3 millions \$ et de 1,5 million \$, respectivement, celui du secteur PS/C a reculé de 5,3 millions \$. Le résultat d'exploitation du secteur FS/C est demeuré relativement stable, enregistrant une légère baisse de 0,1 million \$.

Vous trouverez un complément d'information sous *Rapprochement des éléments non récurrents* et *Résultats par secteur*.

Diminution de 0,5 million \$ du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent et hausse de 0,4 million \$ par rapport à celui d'il y a un an

Le montant net des intérêts débiteurs est à peu près équivalent à celui du trimestre précédent, par suite d'une légère baisse des intérêts sur la dette à long terme, compensée en partie par une diminution des intérêts capitalisés.

Le montant net des intérêts débiteurs est demeuré pratiquement le même que celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Taux d'imposition effectif de 30 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 21,7 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 30 %, comparativement à 27 % au trimestre précédent et à 28 % au quatrième trimestre de l'exercice 2008.

La diminution du taux d'imposition effectif au quatrième trimestre de l'exercice 2008 s'explique d'abord par un changement dans la proportion des revenus provenant de différentes juridictions fiscales et par la réduction des taux d'imposition futurs au Canada.

Le taux d'imposition au troisième trimestre de 2009 a été moins élevé en raison surtout de la conclusion de vérifications fiscales et des modifications au niveau de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions.

Vous trouverez un complément d'information sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

Il n'y a eu aucune activité abandonnée au cours du trimestre

Il n'y a aucune activité abandonnée au cours du trimestre à l'étude ni du trimestre précédent. Une perte découlant des activités abandonnées de 11,4 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2008 est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- Nous avons radié un solde à recevoir de 10,0 millions \$ (8,5 millions \$ après impôts). Ce montant est lié à la cession, à l'exercice 2003, des actifs de la division Matériel pour scieries du secteur Systèmes forestiers de la Société. Nous étions en arbitrage dans le cadre d'un litige portant sur le paiement additionnel lié à la cession des actifs. L'arbitrage s'est terminé à mi-chemin en avril 2008, lorsque l'acheteur a fait l'objet d'une mise sous séquestre et a été jugé insolvable;
- Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, nous avons constaté une perte de 2,2 millions \$ (déduction faite d'économies d'impôts de 1,0 million \$) liée à la cession du service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH dans le cadre d'un contrat de vente avec un acheteur exclusif.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

4.2 Résultat d'exploitation – Exercice 2009

Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)

		2009	2008	2007
Revenus	\$	1 662,2	1 423,6	1 250,7
Marge brute ¹	\$	497,7	438,0	364,4
En pourcentage des revenus	%	29,9	30,8	29,1
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$	303,6	251,5	189,4
En pourcentage des revenus	%	18,3	17,7	15,1
Intérêts débiteurs, montant net	\$	20,2	17,5	10,6
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$	283,4	234,0	178,8
Charge d'impôts	\$	82,9	69,2	49,7
Bénéfice des activités poursuivies	\$	200,5	164,8	129,1
Résultat des activités abandonnées	\$	(1,1)	(12,1)	(1,7)
Bénéfice net	\$	199,4	152,7	127,4
Bénéfice de base et dilué des activités poursuivies, par action	\$	0,79	0,65	0,51
Bénéfice de base, par action	\$	0,78	0,60	0,51
Bénéfice dilué, par action	\$	0,78	0,60	0,50

Sommaire des résultats excluant les éléments non récurrents

(en millions, sauf les montants par action)

		2009	2008	2007
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$	283,4	234,0	181,1
Bénéfice net des activités poursuivies	\$	200,5	164,8	129,3
Bénéfice de base et dilué des activités poursuivies, par action	\$	0,79	0,65	0,51

Augmentation des revenus de 17 %, soit 238,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les quatre secteurs ont enregistré une hausse des revenus par rapport à l'exercice précédent :

- Les revenus du secteur PS/M ont augmenté de 99,8 millions \$, soit 26 %, en raison du niveau d'activité plus élevé relativement à divers contrats concernant des simulateurs signés en 2009 pour des hélicoptères (NH90 et Super Puma) et des avions de transport (C-130 et KDC-10);
- Les revenus du secteur FS/C ont progressé de 78,4 millions \$, soit 21 %, en raison surtout de l'intégration dans nos résultats de sociétés acquises au cours de l'exercice 2009, soit la Sabena Flight Academy et l'Academia Aeronautica de Evora S.A. de même que de Flightscape Inc., acquise en août 2007. La hausse des revenus est également attribuable à l'ajout de nouvelles unités NESA dans notre réseau, et elle a été partiellement contrebalancée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe;
- Les revenus du secteur PS/C ont augmenté de 42,2 millions \$, soit 10 %, principalement en raison du niveau d'activité plus élevé au cours de l'exercice écoulé, soit la livraison de 38 FFS à nos clients, comparativement à 29 pour l'exercice 2008. La hausse des revenus est également attribuable à des simulateurs qui avaient été fabriqués avant l'exercice 2009 et pour lesquels nous avons signé des contrats de vente au cours de l'exercice écoulé;
- Les revenus du secteur FS/M se sont accrus de 18,2 millions \$, soit 8 %, en raison essentiellement du niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels, des revenus tirés de la phase des travaux de maintenance du programme Synthetic Environment Core (SE Core) récemment amorcés aux États-Unis et des efforts accrus déployés dans le cadre de certains contrats de services de maintenance en Allemagne.

La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro a eu une incidence favorable sur les revenus.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

La marge brute a progressé de 59,7 millions \$ par rapport à celle de l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 497,7 millions \$ pour l'exercice, soit 29,9 % des revenus, comparativement à 438,0 millions \$, soit 30,8 % des revenus, l'an dernier. En pourcentage des revenus, la marge brute est demeurée stable par rapport à celle de l'exercice précédent.

Augmentation de 52,1 millions \$ du BAII par rapport à l'exercice précédent

Le BAII s'est établi à 303,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, soit 18,3 % des revenus.

Le BAII a progressé de 21 %, soit 52,1 millions \$, par suite de l'augmentation de 36,0 millions \$, de 11,6 millions \$ et de 7,3 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/M, FS/C et FS/M, respectivement. La hausse du BAII a été partiellement contrebalancée par une diminution de 2,8 millions \$, soit 3 %, du résultat d'exploitation du secteur PS/C.

Vous trouverez un complément d'information sous *Rapprochement des éléments non récurrents* et *Résultats par secteur*.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

Augmentation de 2,7 millions \$ du montant net des intérêts débiteurs par rapport à l'exercice précédent

(en millions)	2008 à 2009		2007 à 2008	
Intérêts de l'exercice précédent, montant net	17,5	\$	10,6	\$
Augmentation des intérêts sur la dette à long terme	3,0		5,4	
Diminution des intérêts créditeurs	0,4		1,8	
Augmentation des intérêts capitalisés	(1,2)		(0,6)	
Augmentation de l'amortissement des frais de financement reportés	0,5		0,4	
Autres	–		(0,1)	
Augmentation du montant net des intérêts débiteurs depuis l'exercice précédent	2,7	\$	6,9	\$
Intérêts de l'exercice écoulé, montant net	20,2	\$	17,5	\$

Les intérêts débiteurs se sont chiffrés à un montant net de 20,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 15 %, soit 2,7 millions \$, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par :

- La hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme globale et l'accroissement de l'amortissement des frais de financement reportés liés surtout au financement sans recours obtenu à la fin du premier trimestre de l'exercice 2008;
- La diminution des intérêts créditeurs :
 - Baisse des intérêts gagnés en raison de la diminution de l'encaisse pour l'exercice 2009 par rapport à l'exercice 2008 et des taux d'intérêt moins élevés.

La hausse du montant net des intérêts débiteurs a été compensée par :

- L'augmentation des intérêts capitalisés :
 - Pour l'exercice 2009, nous avons un nombre plus élevé d'actifs en construction pour soutenir nos projets de croissance qu'en 2008.

Taux d'imposition effectif de 29 %

La charge d'impôts s'est établie à 82,9 millions \$ pour l'exercice, soit un taux d'imposition effectif de 29 %, comparativement à 30 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution du taux d'imposition pour l'exercice 2009 est essentiellement attribuable à des modifications au niveau de la proportion des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif devrait se situer à environ 31 %.

Vous trouverez un complément d'information sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

La perte nette des activités abandonnées s'est établie à 1,1 million \$

La perte nette des activités abandonnées s'est chiffrée à 1,1 million \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 12,1 millions \$ à l'exercice précédent. Ces résultats sont surtout attribuables aux honoraires engagés dans le procès que nous avons intenté concernant le paiement additionnel lié à la cession des actifs de la division Matériel pour scieries de notre secteur Systèmes forestiers. La plus grande part de la perte de l'exercice 2008 avait été comptabilisée au quatrième trimestre. Elle était surtout attribuable aux facteurs suivants :

- Nous avons radié un solde à recevoir de 10,0 millions \$ (8,5 millions \$ après impôts). Ce montant est lié à la cession, à l'exercice 2003, des actifs de la division Matériel pour scieries de notre secteur Systèmes forestiers. Nous étions en arbitrage dans le cadre d'un litige portant sur le paiement additionnel lié à la cession des actifs. L'arbitrage s'est terminé à mi-chemin en avril 2008, lorsque l'acheteur a fait l'objet d'une mise sous séquestre et a été jugé insolvable;
- Nous avons constaté une perte de 2,2 millions \$ (déduction faite d'économies d'impôts de 1,0 million \$) liée à la cession du service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH dans le cadre d'un contrat de vente avec un acheteur exclusif au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008.

4.3 Résultats d'exploitation – Exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007

Revenus

Les revenus s'étaient établis à 1 423,6 millions \$ à l'exercice 2008, soit une hausse de 172,9 millions \$, ou 14 %, par rapport à l'exercice 2007. La croissance dans chacun des quatre secteurs s'expliquait principalement par :

- La progression des commandes et des revenus liés à des simulateurs qui étaient déjà fabriqués et pour lesquels nous avons signé des contrats de vente au cours de l'exercice dans le secteur PS/C. De plus, au premier trimestre de l'exercice 2008, un client a procédé à la réception d'un simulateur qui a été comptabilisé comme un contrat de location-vente;
- L'augmentation de neuf unités NESAs et une forte demande pour les services de formation dans le secteur FS/C;
- L'intégration dans nos résultats de sociétés nouvellement acquises, soit Engenuity, MultiGen et Macmet, et l'augmentation du niveau d'activité, plus particulièrement aux États-Unis, dans le secteur PS/M;
- Les revenus provenant de certains services de soutien fournis à des bases militaires allemandes, l'intensification des services de formation fournis à l'U.S. Air Force et des activités liées aux contrats de service de soutien en Amérique du Nord et en Australie ainsi que l'intégration dans nos résultats de sociétés nouvellement acquises, soit Engenuity et Kesem, dans le secteur FS/M.

La hausse des revenus a été partiellement annulée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

BAIL

Le BAIL s'établissait à 251,5 millions \$ pour l'exercice 2008, ou 17,7 % des revenus, soit une hausse de 62,1 millions \$, ou 33 %, par rapport à celui de 2007. Cette progression s'explique par l'augmentation de 34,5 millions \$, de 12,6 millions \$ et de 9,2 millions \$ du résultat d'exploitation des secteurs PS/C, PS/M et FS/C, respectivement, malgré l'appréciation du dollar canadien face au dollar américain et à la livre sterling.

Le BAIL s'établissait à 189,4 millions \$ pour l'exercice 2007. Il tenait compte d'un plan de restructuration et d'un règlement pour renonciation aux réclamations au titre du programme AVTS. Abstraction faite de ces éléments non récurrents, le BAIL se serait établi à 193,1 millions \$, soit 15,4 % des revenus.

Intérêts nets

Le montant net des intérêts était de 17,5 millions \$ pour l'exercice 2008, soit une hausse de 6,9 millions \$, ou 65 %, par rapport à celui de l'exercice 2007, en raison surtout de :

- La hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme globale :
 - Pour l'exercice 2008, nous avons contracté une dette additionnelle de 107,5 millions \$.
- L'accroissement de l'amortissement des frais de financement reportés :
 - Pour l'exercice 2008, notre charge d'amortissement des frais reportés au titre du financement sans recours obtenu au premier trimestre était plus élevée.
- La diminution des intérêts créditeurs :
 - Augmentation de l'encaisse en 2008 par rapport à 2007, même si les revenus d'intérêts gagnés ont diminué en raison de la baisse des taux d'intérêt.
 - Diminution des intérêts créditeurs pour l'exercice 2008 en raison des escomptes accumulés sur les effets à long terme à recevoir remboursés en totalité au deuxième trimestre de l'exercice 2007.

La hausse du montant net des intérêts débiteurs a été compensée par l'augmentation des intérêts capitalisés. Pour l'exercice 2008, nous avons un nombre plus élevé d'actifs en construction pour soutenir nos projets de croissance qu'en 2007.

Impôts sur les bénéfices

Nous avons constaté une charge fiscale de 69,2 millions \$ à l'exercice 2008, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 30 %, comparativement à 28 % pour l'exercice 2007. La diminution du taux d'imposition pour l'exercice 2007 s'explique par la réduction de la provision pour moins-value au Royaume-Uni et par d'autres économies d'impôts.

Activités abandonnées

Nous avons constaté une perte de 12,1 millions \$ au titre des activités abandonnées à l'exercice 2008, ce qui s'explique surtout par :

- La radiation d'un solde à recevoir de 10,0 millions \$ (8,5 millions \$ après impôts). Ce montant est lié à la cession, à l'exercice 2003, des actifs de la division Matériel pour scieries du secteur Systèmes forestiers de la Société. Le montant faisait l'objet d'un arbitrage. L'arbitrage s'est terminé à mi-chemin en avril 2008 lorsque l'acheteur a fait l'objet d'une mise sous séquestre et a été jugé insolvable;
- La constatation d'une perte de 2,2 millions \$ (déduction faite d'économies d'impôts de 1,0 million \$) liée à la cession du service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH dans le cadre d'un contrat de vente conclu avec un acheteur exclusif.

Nous avons constaté une perte nette de 1,7 million \$ au titre des activités abandonnées à l'exercice 2007, ce qui s'explique surtout par :

- La perte nette réalisée à l'exercice 2006 au plan des activités abandonnées, attribuable à notre ancien secteur Technologies de nettoyage;
- Les intérêts débiteurs liés à la dette non directement attribuable aux activités poursuivies. Nous avons appliqué le produit de la vente du secteur Contrôles navals, que nous avons aussi constaté durant l'exercice 2006, au paiement de ces intérêts.

4.4 Résultats, abstraction faite des éléments non récurrents

Le tableau ci-après illustre l'effet que certains éléments non récurrents¹ ont eu sur nos résultats des exercices respectifs. Nous estimons que ce complément d'information est utile car il permet d'apprécier notre rendement, avant prise en compte de ces éléments non récurrents. Le lecteur doit se garder cependant de confondre cette information avec le résultat net établi conformément aux PCGR, ou de l'y substituer.

¹ Mesure hors PCGR (Voir point 3.7)

Rapprochement des éléments non récurrents pour les exercices terminés les 31 mars

(en millions,
sauf les montants par action)

	2009			2008			2007		
	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action
Bénéfice des activités poursuivies	283,4	\$ 200,5	\$ 0,79	\$ 234,0	\$ 164,8	\$ 0,65	\$ 178,8	\$ 129,1	\$ 0,51
BAIL :									
Plan de restructuration									
- charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	1,2	1,0	-
- autres frais liés au plan de restructuration	-	-	-	-	-	-	6,9	5,5	0,03
Règlement pour renonciation aux réclamations	-	-	-	-	-	-	(4,4)	(3,1)	(0,01)
Intérêts débiteurs, montant net :									
Paiement anticipé d'effets à recevoir	-	-	-	-	-	-	(1,4)	(1,4)	(0,01)
Charge d'impôts sur les bénéfices :									
Économies d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	(1,8)	(0,01)
Bénéfice tiré des activités poursuivies, excluant les éléments non récurrents (mesure hors PCGR)	283,4	\$ 200,5	\$ 0,79	\$ 234,0	\$ 164,8	\$ 0,65	\$ 181,1	\$ 129,3	\$ 0,51

Plan de restructuration

Nous avons finalisé les dernières dépenses en rapport avec notre plan de restructuration durant l'exercice 2007. Ces dépenses se rapportaient à la réingénierie de nos processus opérationnels, dont une partie concernait la première phase de mise en œuvre du système ERP. Au 1^{er} avril 2007, les coûts engendrés pour la première phase de mise en œuvre du système ERP ont cessé. Étant donné que les coûts actuels liés aux phases ultérieures de mise en œuvre de ce système ne constituent pas des dépenses de restructuration, ils ne sont pas présentés comme un élément non récurrent.

Règlement pour renonciation aux réclamations – Consortium Landmark

En tant que membre du Consortium Landmark (formé pour concourir sur le projet AVTS), nous avons reçu au premier trimestre de l'exercice 2007 un paiement dont nous avons comptabilisé un montant de 2,1 millions £ (4,4 millions \$) comme élément non récurrent, car il correspondait à la renonciation aux réclamations.

Paiement anticipé d'effets à recevoir

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, nous avons reçu le paiement intégral anticipé d'effets à long terme subordonnés garantis qui étaient jusque-là comptabilisés sous « autres actifs ». Ces effets faisaient partie de la contrepartie versée pour les entreprises Ultrasonics et Ransohoff que nous avons vendues en 2002. Cet encaissement a donné lieu à la comptabilisation de 1,4 million \$ d'intérêts créditeurs au deuxième trimestre de l'exercice 2007, du fait de la comptabilisation des escomptes sur les effets à recevoir.

Économies d'impôts

Au premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons comptabilisé comme élément non récurrent la réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation au Royaume-Uni. Nous avons ainsi comptabilisé un actif d'impôts de 1,8 million \$ (actif d'impôts de 2,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2007, net d'un renversement de 0,2 million \$ effectué au deuxième trimestre de l'exercice 2007).

4.5 Partage des coûts avec les gouvernements

Pour être en mesure de saisir les occasions de croissance et de maintenir notre leadership technologique, nous continuons d'investir dans de nouvelles technologies innovatrices.

Au cours de l'exercice 2006, nous avons lancé le Projet Phoenix, dans le cadre duquel nous prévoyions investir 630 millions \$ dans un programme R-D d'une durée de cinq à six ans. Ce projet est destiné à favoriser le perfectionnement continu des technologies de pointe actuelles et la mise au point de nouvelles technologies, dans le but de consolider notre position de chef de file mondial de la simulation, de la modélisation et des services associés.

Le gouvernement du Canada a convenu, dans le cadre de son programme Partenariat Technologique Canada (PTC), d'investir jusqu'à concurrence de 30 % (189 millions \$) de la valeur du projet. Nous avons également signé une entente avec le gouvernement du Québec au cours de l'exercice 2007 relativement à une contribution, par Investissement Québec, d'un montant pouvant aller jusqu'à 31,5 millions \$ sur cinq à six ans pour le projet Phoenix. Nous reconnaissons l'obligation de rembourser ces contributions au moment où les conditions de remboursement sont réunies. Le remboursement est porté à l'état consolidé des résultats lorsque les redevances sont exigibles.

Pour l'exercice écoulé, les deux gouvernements ont fourni au total 64,8 millions \$ au projet Phoenix. Une tranche de 49,7 millions \$ de ce montant a été portée en diminution des frais de R-D et une tranche de 15,1 millions \$, en diminution des immobilisations corporelles et autres coûts capitalisés.

Ces dernières années, nous avons aussi bénéficié du concours de PTC pour d'autres programmes de R-D concernant des systèmes visuels et des technologies évoluées de simulation pour applications civiles et de simulation en réseau pour applications militaires. Nous avons inscrit des charges de 10,1 millions \$ au titre des redevances liées à ces projets PTC pour l'exercice écoulé.

Le tableau ci-après fournit de l'information sur les contributions et les redevances liées à tous les programmes :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Contribution :			
Phoenix	64,8 \$	62,4 \$	52,1 \$
Programmes antérieurs	—	—	—
Total des contributions consenties	64,8 \$	62,4 \$	52,1 \$
Montant capitalisé	(15,1)	(20,3)	(7,1)
Montant porté aux résultats	49,7 \$	42,1 \$	45,0 \$
Redevances	(10,1)	(8,8)	(7,5)
Incidence des contributions consenties sur les résultats ⁽¹⁾	39,6 \$	33,3 \$	37,5 \$
Incidence estimative des contributions consenties sur le CII (25 %) ⁽¹⁾	(9,9)	(8,3)	(9,4)
Effet estimatif avant impôts des contributions consenties pour divers programmes de R-D	29,7 \$	25,0 \$	28,1 \$

⁽¹⁾ Nous estimons que chaque tranche nette de 100 \$ de contribution reçue au titre des divers programmes réduit le montant des crédits d'impôts à l'investissement disponibles d'environ 25 \$ à 30 \$.

Le tableau ci-dessus ne rend pas compte des dépenses en R-D supplémentaires que nous avons engagées pour obtenir les contributions de PTC. Nous devons dépenser pour environ 100 \$ en coûts admissibles pour recevoir environ 30 \$ de contribution.

Projet Falcon

Le 31 mars 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir jusqu'à 714 millions \$ dans le Projet Falcon, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans. L'objectif du Projet Falcon est de développer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au Projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel dans les industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité.

La participation du gouvernement du Canada est assujettie à un remboursement non conditionnel et sera comptabilisé à titre d'obligation à long terme remboursable sur 15 ans. Les remboursements ne commenceront qu'après la fin du projet Falcon. Au 31 mars 2009, nous n'avons reçu aucun montant du gouvernement quant au Projet Falcon.

4.6 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 181,8 millions \$ à la fin de l'exercice 2009, soit 10 % de plus qu'à la fin de l'exercice précédent. Les nouvelles commandes enregistrées pour l'exercice ont augmenté de 1 940,2 millions \$ la valeur du carnet de commandes, mais, en contrepartie, celle-ci a été réduite par les revenus de 1 662,2 millions \$ tirés du carnet de commandes.

Hausse de 10 % du carnet de commandes par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Carnet de commandes en début de période	2 899,9 \$	2 774,6 \$	2 460,0 \$
+ commandes	1 940,2	1 665,5	1 455,2
- revenus	(1 662,2)	(1 423,6)	(1 250,7)
+ / - ajustements	3,9	(116,6)	110,1
Carnet de commandes en fin de période	3 181,8 \$	2 899,9 \$	2 774,6 \$

Les ajustements pour l'exercice 2009 comprennent une révision à la baisse de 78,3 millions \$ pour le secteur FS/C, effectuée au quatrième trimestre afin de prendre en compte l'incidence des prévisions révisées concernant les revenus liés aux contrats conclus avec des clients afin de refléter la conjoncture économique. Ceci a été contrebalancé par l'effet de change.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*, ci-après.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs qu'il utilise en commun avec les autres, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat d'exploitation sectoriel

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>		2009	2008	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
<i>Secteurs civils</i>								
Formation et services associés – Civil	\$	85,1	73,5	23,7	21,6	19,1	20,7	23,8
	%	18,5	19,2	19,5	17,9	17,7	18,8	22,8
Produits de simulation – Civil	\$	92,1	94,9	18,5	22,8	23,4	27,4	23,8
	%	19,3	21,8	17,2	19,1	20,5	20,1	22,3
<i>Secteurs militaires</i>								
Produits de simulation – Militaire	\$	87,7	51,7	26,8	25,7	21,6	13,6	14,5
	%	18,1	13,5	18,7	20,5	17,1	15,4	14,3
Formation et services associés – Militaire	\$	38,7	31,4	9,1	8,6	11,4	9,6	7,6
	%	16,1	14,1	13,7	14,6	19,5	16,9	14,0
Résultat d'exploitation sectoriel total (BAII)	\$	303,6	251,5	78,1	78,7	75,5	71,3	69,7

Nous utilisons le résultat d'exploitation sectoriel pour mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et nous aider dans nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant les autres revenus, les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées. Ceci nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci de faits nouveaux qui n'ont pas directement à voir avec son rendement.

Capital utilisé

<i>(en millions)</i>		31 mars 2009	31 décembre 2008	30 septembre 2008	30 juin 2008	31 mars 2008
<i>Secteurs civils</i>						
Formation et services associés – Civil	\$	1 158,8	1 083,2	939,1	919,0	868,3
Produits de simulation – Civil	\$	(53,9)	(39,1)	(20,9)	(12,5)	(81,9)
<i>Secteurs militaires</i>						
Produits de simulation – Militaire	\$	148,8	123,8	139,2	106,7	68,4
Formation et services associés – Militaire	\$	164,5	160,9	146,6	150,5	136,5
	\$	1 418,2	1 328,8	1 204,0	1 163,7	991,3

5.1 Secteur civils

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 157,4 millions \$ pour le trimestre écoulé :

- Contrat de services de livraison de trois ans avec American Eagle pour la fourniture de didacticiels sur le Web à l'intention des pilotes de sa flotte d'appareils EMB 145;
- Contrat de cinq ans avec flydubai pour fournir une formation sur simulateur avec et sans instructeur sur ses appareils B737NG à notre centre de formation Emirates – CAE Flight Training (ECFT);
- Contrat de renouvellement d'un an de services de dotation en pilotes avec Koninklijke Luchtafvaartschool (KLS) pour la formation initiale pratique;
- Contrat de trois ans avec UltraAir pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Learjet à notre centre de formation de Dallas;
- Contrat de deux ans avec Spirit Jets pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Lear 35, 55 et 60 à notre centre de formation de Dallas;
- Contrat de trois ans avec Werner Trucking Corporation pour fournir une formation sur simulateur avec instructeur sur sa flotte d'appareils Falcon 50 et Falcon 900 à notre centre de formation de Dallas.

Expansion et initiatives nouvelles

Asie

- Nous avons ajouté trois FFS A320 à notre réseau, un au Zhuhai Flight Training Centre, un au centre de formation de Kuala Lumpur et un au centre de formation de Singapour;
- Nous avons ajouté un FFS A330 au centre de formation de Kuala Lumpur.

Inde

- Nous avons ajouté un FFS B737 et un FFS A320 au centre de formation de Bangalore et avons reçu la certification de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne;
- Nous avons conclu des ententes visant la recherche, le recrutement et la formation de plus de 600 stagiaires pilotes sur une période de quatre ans pour Jazeera Airways, Kingfisher Airlines et Wizz Air dans le cadre du développement continu de notre initiative de dotation en pilotes;
- Nous assurons maintenant la formation des pilotes dans deux écoles nationales de pilotage en Inde. Nous sommes le partenaire de gestion de l'école de pilotage du gouvernement indien, l'Indira Gandhi Rashtriya Uran Akademi (IGRUA). Nous avons aussi établi une coentreprise avec les autorités aéroportuaires de l'Inde (AAI) pour le National Flying Training Institute (NFTI), qui forme actuellement ses premiers groupes de stagiaires.

Europe

- Nous avons fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy pour poursuivre l'expansion de nos ressources de formation initiale et de l'Académie mondiale de CAE, et pour ajouter de nouveaux programmes de formation à la qualification de type en Europe;
- Nous avons ajouté un deuxième FFS Bombardier CRJ au centre de formation de Madrid et un FFS Citation XLS au centre de formation de Burgess Hill;
- Nous avons élargi notre entente de 20 ans avec Bombardier Aéronautique à titre de fournisseur de formation agréée afin d'inclure les appareils Learjet 40/40 XR et Learjet 45/45 XR pour les clients européens;
- Nous avons lancé un programme de formation au centre de formation de Burgess Hill pour le Global Express.

Amérique

- Nous avons amorcé un important projet d'agrandissement du centre de formation du Nord-Est, faisant passer sa capacité de 6 à 15 simulateurs dans le cadre de notre plan visant à développer notre secteur de la formation pour l'aviation d'affaires. Nous avons également annoncé l'entrée en service d'un FFS Gulfstream G450/550 et l'arrivée d'un FFS Hawker 800XP sur le site;
- Nous avons ajouté un nouveau laboratoire d'avionique aux fins de la formation pour l'aviation d'affaires au centre de formation de Dallas;
- Nous avons conclu une alliance à long terme avec Honeywell selon laquelle nous devenons le fournisseur privilégié de services de formation pour l'aviation d'affaires, commerciale et militaire pour Honeywell Aerospace;
- Nous avons, par l'intermédiaire de notre coentreprise Embrae CAE Training Services (ECTS), lancé nos premiers programmes de formation technique et de formation au pilotage pour l'appareil Phenom 100 au centre de formation de Dallas;
- Nous avons ajouté un FFS Challenger 300 au centre de formation du Nord-Est;
- Nous avons obtenu un contrat de cinq ans avec Home Depot pour fournir un vaste éventail de services de formation technique ainsi que de formation pour les pilotes et les membres d'équipage de la flotte d'appareils Dassault Falcon de Home Depot.

Afrique

- Pour l'Association du transport aérien international (IATA), nous jetterons les bases du programme Implementation Program for Safe Operations in Africa en utilisant la technologie d'analyse des données de vol de notre groupe Flightscape.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation, NESA et FFS déployés)

		2009	2008	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
Revenus	\$	460,5	382,1	121,4	120,9	108,0	110,2	104,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	85,1	73,5	23,7	21,6	19,1	20,7	23,8
Marges d'exploitation	%	18,5	19,2	19,5	17,9	17,7	18,8	22,8
Amortissements	\$	64,1	52,0	16,5	18,1	15,7	13,8	12,9
Dépenses en immobilisations	\$	168,9	161,8	52,7	39,7	42,3	34,2	41,6
Capital utilisé	\$	1 158,8	868,3	1 158,8	1 083,2	939,1	919,0	868,3
Carnet de commandes	\$	1 006,4	963,3	1 006,4	1 036,0	907,6	932,7	963,3
Unités NESA ¹		118	108	123	118	118	114	110
FFS déployés		141	124	141	135	133	132	124

Revenus stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 16 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est essentiellement attribuable aux revenus générés par les récentes acquisitions, à savoir la Sabena Flight Academy et l'Academia Aeronautica de Evora S.A., aux nouvelles unités NESA déployées dans le réseau et à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro. Les revenus du trimestre ont tiré parti de la signature d'un contrat pour lequel nous avons déjà commencé à fournir des services dans les trimestres précédents, qui a permis de neutraliser en partie la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe.

Revenus de 460,5 millions \$ pour l'exercice écoulé, soit 21 % ou 78,4 millions \$ de plus qu'il y a un an

La croissance des revenus par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'intégration des résultats de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A., sociétés acquises au cours de l'exercice 2009, de l'acquisition en août 2007 de Flightscape Inc. ainsi que de l'ajout de nouvelles unités NESA dans notre réseau et de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 23,7 millions \$ (19,5 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 21,6 millions \$ (17,9 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 23,8 millions \$ (22,8 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 2,1 millions \$, soit 10 %, par rapport au dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable à la signature d'un contrat au cours du trimestre pour lequel nous avons déjà commencé à fournir des services dans les trimestres précédents et à un gain non récurrent résultant de la finalisation d'une contribution à une coentreprise, ainsi qu'à l'intégration continue des résultats de la Sabena Flight Academy, société récemment acquise, et à la poursuite de l'entrée accélérée sur le marché des agrandissements des centres de formation du Nord-Est et de Burgess Hill. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe.

Le résultat d'exploitation sectoriel est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'évolution du résultat d'exploitation sectoriel par rapport à celui d'il y a un an a bénéficié de l'augmentation des unités NESAs, des acquisitions de sociétés au cours de l'exercice 2009 qui sont mentionnées précédemment, de la rentabilité accrue sur les marchés émergents et de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro. La hausse du résultat d'exploitation sectoriel a été annulée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et les indications préliminaires de faiblesse en Europe. Le résultat d'exploitation sectoriel a également tiré parti de la finalisation d'une contribution à une coentreprise, situation qui ne devrait pas se reproduire dans les prochains trimestres.

Résultat d'exploitation sectoriel de 85,1 millions \$ pour l'exercice, soit 16 % ou 11,6 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 85,1 millions \$ (18,5 % des revenus) pour l'exercice, comparativement à 73,5 millions \$ (19,2 % des revenus) pour l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à la progression des revenus, à la rentabilité accrue sur les marchés émergents, à la réalisation d'un gain non récurrent résultant de la finalisation d'une contribution à une coentreprise, à la réalisation d'économies découlant de l'intégration réussie d'une autre entreprise et à la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, facteurs compensés en partie par les coûts associés à l'expansion de notre réseau et au ralentissement du marché américain, en particulier vers la fin de l'exercice.

Dépenses en immobilisations de 52,7 millions \$ pour le trimestre et de 168,9 millions \$ pour l'exercice écoulé

Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont chiffrées à 20,8 millions \$ pour le trimestre et à 37,4 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses en immobilisations liées à la croissance ont atteint 31,9 millions \$ pour le trimestre et 131,5 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses en immobilisations de l'exercice résultent de nos engagements antérieurs à développer notre réseau de formation, et les dépenses en immobilisations liées à la maintenance comprennent le rachat d'un simulateur loué qui faisait déjà partie de notre réseau. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière prudente et sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation sur les marchés émergents.

Capital utilisé en hausse de 75,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 290,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le capital utilisé a augmenté par rapport au trimestre précédent principalement en raison des investissements visant à ajouter des simulateurs dans notre réseau et d'une augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

La hausse du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable aux investissements visant à ajouter des simulateurs dans notre réseau, à l'acquisition de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A., ainsi qu'aux fluctuations des taux de change.

Carnet de commandes en hausse de 4 % en un an

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Carnet de commandes en début de période	963,3	\$	951,6	\$
+ commandes	463,7		452,5	
- revenus	(460,5)		(382,1)	
+ / - ajustements	39,9		(58,7)	
Carnet de commandes en fin de période	1 006,4	\$	963,3	\$

Les ajustements tiennent compte de l'écart de change et d'un ajustement à la baisse de 78,3 millions \$ effectué au cours du trimestre afin de prendre en compte l'incidence des prévisions révisées concernant les revenus liés aux contrats fermes conclus avec des clients clés qui reflètent la conjoncture économique.

Pour l'exercice, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 1,01.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les quatre simulateurs de vol suivants :

- Un FFS A320 de la Série CAE 5000 pour Avianca Airlines;
- Un FFS A320 de la Série CAE 5000 pour Sofia Flight Training;
- Un FFS A320 de la Série CAE 7000 pour le centre de formation Emirates-CAE Flight Training (ECFT);
- Un FFS B757 pour un client dont l'identité demeure confidentielle.

En outre, un contrat signé au premier trimestre de l'exercice 2009 prévoyant la livraison d'un FFS Boeing 757 à Flight Training Finance (FTF) a été résilié. Par conséquent, même si le secteur PS/C a en fait reçu des commandes pour 35 FFS au cours de l'exercice 2009, il présente officiellement un total net de 34 commandes de FFS.

Produits et initiatives nouvelles

- Nous avons obtenu la certification de niveau D, la plus haute dans la classification des simulateurs de vol, pour le premier simulateur de vol (FFS) A380 au monde, que nous avons conçu et construit pour Airbus;
- Nous avons construit un simulateur de vol Boeing 777-200LR pour Delta Airlines, lequel est devenu le tout premier simulateur au monde à atteindre la certification de niveau D conformément à la nouvelle réglementation Part 60 de la Federal Aviation Administration (FAA). Dans le cadre de son programme NSP (National Simulator Program), la FAA a mis en œuvre des exigences de certification plus normalisées et plus rigoureuses pour commencer et continuer à utiliser les FSTD (dispositifs de formation au vol) conformément à la réglementation Part 60;
- Nous avons livré le tout premier simulateur de vol pour jet très léger (VLJ) Phenom 100 d'Embraer au monde, un simulateur de la Série CAE 5000, à notre coentreprise Embraer CAE Training Services à Dallas (États-Unis) afin de commencer le programme de formation des pilotes et du personnel au sol pour les jets Phenom 100;
- Nous avons poursuivi la mise en marché de CAE True^{MC} Airport, un service par abonnement conçu pour tenir à jour les bases de données visuelles au rythme de l'évolution constante des environnements aéroportuaires. JetBlue Airways a conclu un contrat d'abonnement de cinq ans au service CAE True^{MC} Airport pour s'assurer que cinq bases de données aéroportuaires utilisées par JetBlue pour la formation des pilotes sont tenues à jour;
- Nous avons célébré le premier anniversaire de l'entrée en service du simulateur de vol (FFS) Série CAE 5000 qui a dépassé les 15 000 heures de formation dans sa première année de service.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)

		2009	2008	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
Revenus	\$	477,5	435,3	107,3	119,3	114,3	136,6	106,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	92,1	94,9	18,5	22,8	23,4	27,4	23,8
Marges d'exploitation	%	19,3	21,8	17,2	19,1	20,5	20,1	22,3
Amortissements	\$	6,8	6,9	2,1	1,6	1,6	1,5	1,8
Dépenses en immobilisations	\$	5,6	4,6	1,7	1,9	1,4	0,6	1,2
Capital utilisé	\$	(53,9)	(81,9)	(53,9)	(39,1)	(20,9)	(12,5)	(81,9)
Carnet de commandes	\$	288,2	381,8	288,2	359,5	343,4	373,2	381,8

Revenus en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport à ceux d'il y a un an

La baisse des revenus par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable au fait que davantage de revenus ont été comptabilisés au trimestre précédent relativement à des simulateurs qui étaient déjà construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de ce trimestre.

Revenus de 477,5 millions \$ pour l'exercice, soit 10 % ou 42,2 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

Cette hausse s'explique surtout par le niveau d'activité plus élevé au cours de l'exercice écoulé; nous avons livré 38 FFS à nos clients, comparativement à 29 au cours de l'exercice 2008. Nous avons également constaté plus de revenus pour l'exercice 2009 relativement à des simulateurs qui étaient déjà construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de l'exercice.

Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 19 % par rapport au trimestre précédent et de 22 % par rapport à celui d'il y a un an

La diminution par rapport au trimestre précédent est attribuable en grande partie à un volume moindre et à une charge de 2,2 millions \$ liée à un instrument de couverture qui a été réglé à la suite de la résiliation d'un contrat avec un client. La baisse a été partiellement compensée par l'utilisation accrue des fonds liés au Projet Phoenix, notre programme de R-D dont les coûts sont partagés avec les gouvernements. De plus, au trimestre précédent, nous avons recouvré 1,7 million \$ auprès d'un client, solde qui avait auparavant été jugé irrécouvrable et radié il y a de cela plusieurs années.

La baisse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent découle principalement de la charge financière de 2,2 millions \$ décrite précédemment, ainsi que de l'incidence des taux de change sur les coûts libellés en dollars américains et en euros, compte tenu du fait que nos revenus étaient en majorité couverts plus tôt dans l'exercice à des taux de change moins favorables.

Résultat d'exploitation sectoriel de 92,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, en baisse de 3 % ou de 2,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Pour l'exercice écoulé, la marge d'exploitation du secteur PS/C s'est établie à 19,3 %, comparativement à 21,8 % pour l'exercice précédent. Cette réduction de la marge d'exploitation est essentiellement attribuable à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, laquelle a eu des conséquences négatives sur nos coûts libellés en dollars américains et en euros, tandis que nos revenus étaient en majorité couverts à des taux, en moyenne, semblables à ceux de l'exercice précédent. En outre, nous avons utilisé moins de fonds liés au Projet Phoenix, notre programme de R-D dont les coûts sont partagés avec les gouvernements. La baisse a été partiellement neutralisée par l'augmentation des revenus attribuable au niveau d'activité plus élevé et par les revenus plus importants constatés relativement à des simulateurs qui étaient déjà construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours de l'exercice.

Capital utilisé en baisse de 14,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 28,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux comptes du fonds de roulement hors trésorerie, qui ont été moins élevés en raison surtout du recouvrement d'un plus grand nombre de comptes débiteurs, de la réduction de nos stocks et du niveau plus élevé des comptes créditeurs à la fin de l'exercice.

Le capital utilisé a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des comptes du fonds de roulement hors trésorerie, qui ont été plus élevés. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des stocks, contrebalancée en partie par le niveau plus élevé des comptes créditeurs à la fin de l'exercice.

Carnet de commandes en baisse de 25 % en un an

(en millions)	2009	2008
Carnet de commandes en début de période	381,8 \$	352,8 \$
+ commandes	383,2	466,9
- revenus	(477,5)	(435,3)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	0,7	(2,6)
Carnet de commandes en fin de période	288,2 \$	381,8 \$

Pour l'exercice, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 0,80.

5.2 Secteurs militaires

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a décroché des commandes d'une valeur de 317,7 millions \$ pour le trimestre écoulé, notamment les suivantes :

- Deux simulateurs de missions (FMS) C-130J, un dispositif d'entraînement au vol (FTD) C-130J et du matériel de formation complémentaire au ministère de la Défense nationale du Canada en vertu du programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO);
- Un simulateur de missions (FMS) pour quatre différents types de postes de pilotage d'hélicoptères pour l'Helicopter Academy to Train by Simulation of Flying (HATSOFF), coentreprise détenue à parts égales par Hindustan Aeronautics Limited (HAL) et CAE;
- Un simulateur de systèmes d'armes (WST) C-130J de Lockheed Martin pour la Force aérienne indienne;
- Un simulateur de systèmes d'armes (WST) C-130H de Lockheed Martin pour la Force aérienne algérienne;
- Un simulateur de vol d'essai (EFS) pour The Boeing Company qui servira au développement de l'avion de patrouille maritime P-8A Poseidon de l'U.S. Navy;
- Un entraîneur de vol (FTD) E-3A à l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA);
- Mises à niveau de deux simulateurs de missions (CMS), soit le MH-60L Black Hawk et le MH-47G Chinook, exploités par l'U.S. 160th Special Operations Aviation Regiment–Airborne;
- Un entraîneur à la maintenance de l'avionique (AMT) MH-60R pour l'U.S. Navy.

Produits et nouvelles initiatives

- Nous avons lancé le générateur d'images CAE Medallion^{MC}-6000 de prochaine génération. La famille des générateurs d'images CAE Medallion^{MC} constitue le système visuel de longue date de CAE conçu précisément pour le marché de la simulation militaire;
- Nous avons mis à niveau les simulateurs de véhicules d'observation Warrior (WOPV) pour l'Armée de terre britannique, et ces simulateurs WOPV ont passé avec succès les essais de réception à la Royal School of Artillery (RSA) à Larkhill, au Royaume-Uni;
- Nous avons fait l'acquisition de Kestrel Technologies Pte Ltd. et établi CAE Singapour pour desservir le marché militaire à Singapour et dans toute l'Asie du Sud-Est.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)	2009	2008	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
Revenus	\$ 483,5	383,7	143,6	125,5	126,0	88,4	101,5
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 87,7	51,7	26,8	25,7	21,6	13,6	14,5
Marges d'exploitation	% 18,1	13,5	18,7	20,5	17,1	15,4	14,3
Amortissements	\$ 11,4	10,5	3,8	2,7	2,3	2,6	2,8
Dépenses en immobilisations	\$ 6,5	7,3	2,0	2,2	1,1	1,2	2,1
Capital utilisé	\$ 148,8	68,4	148,8	123,8	139,2	106,7	68,4
Carnet de commandes	\$ 893,0	765,1	893,0	714,0	705,6	752,6	765,1

Revenus en hausse de 14 % par rapport au dernier trimestre et de 41 % par rapport à ceux d'il y a un an

La hausse des revenus par rapport à ceux du dernier trimestre et à ceux d'il y a un an s'explique surtout par un niveau d'activité plus élevé découlant de plusieurs contrats obtenus au cours de l'exercice 2009 pour des simulateurs, particulièrement pour nos divers programmes NH90, ainsi que par l'effet positif de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Revenus de 483,5 millions \$ pour l'exercice, soit 26 % ou 99,8 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

L'augmentation des revenus par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable au niveau d'activité plus élevé découlant de divers contrats obtenus au cours de l'exercice 2009 pour des simulateurs d'hélicoptères (NH90 et Super Puma) et d'avions de transport (C-130 et KDC-10), ainsi qu'à l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 4 % par rapport au dernier trimestre et de 85 % par rapport à celui d'il y a un an

Le résultat d'exploitation du secteur PS/M a augmenté par rapport au trimestre précédent, hausse qui s'explique essentiellement par l'augmentation du niveau d'activité décrite précédemment, laquelle a conduit à l'atteinte de certains jalons importants pour plusieurs de nos programmes NH90 au cours du trimestre écoulé.

L'augmentation du résultat par rapport à celui d'il y a un an découle du niveau d'activité plus élevé, de l'utilisation accrue des fonds liés au Projet Phoenix, de notre programme de R-D dont les coûts sont partagés avec les gouvernements, de l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement et des jalons atteints au cours du trimestre pour certains de nos programmes NH90.

Résultat d'exploitation sectoriel de 87,7 millions \$ pour l'exercice, soit 70 % ou 36,0 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

La progression du résultat d'exploitation sectoriel est principalement attribuable au niveau d'activité plus élevé dont il est question ci-dessus, notamment à l'atteinte de certains jalons importants pour plusieurs de nos programmes NH90, à l'incidence positive de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, à l'utilisation accrue des fonds liés au Projet Phoenix, à notre programme de R-D dont les coûts sont partagés avec les gouvernements, et à l'augmentation des crédits d'impôt à l'investissement.

Capital utilisé en hausse de 25,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 80,4 millions \$ par rapport à il y a un an

L'augmentation pour le trimestre écoulé est principalement attribuable à la réduction des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que du nombre d'acomptes sur des contrats.

La hausse par rapport à il y a un an s'explique essentiellement par les comptes débiteurs et les stocks plus importants à la fin de l'exercice, facteurs annulés en partie par le niveau plus élevé des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que le nombre plus important d'acomptes sur des contrats.

Carnet de commandes en hausse de 17 % en un an

(en millions)

	2009		2008	
Carnet de commandes en début de période	765,1	\$	635,8	\$
+ commandes	599,4		530,0	
- revenus	(483,5)		(383,7)	
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	12,0		(17,0)	
Carnet de commandes en fin de période	893,0	\$	765,1	\$

Pour l'exercice, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 1,24.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a remporté des commandes de 226,6 millions \$ au cours du trimestre écoulé, incluant :

- Contrat de soutien en service d'une durée de 20 ans, comprenant les mises à niveau et la maintenance des dispositifs de formation de même que le soutien technique des logiciels et du matériel en vertu du programme appelé Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO);
- Contrat de trois ans pour la fourniture de formation au vol sur le NH90 aux Forces armées norvégiennes, octroyé à Rotorsim, consortium qui appartient à parts égales à CAE et à AgustaWestland;
- Nous continuerons de fournir des services de soutien à la formation dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System et du programme C-130E/H Aircrew Training System de l'U.S. Air Force, étant donné que Lockheed Martin a exercé une option sur son contrat annuel avec CAE USA;
- Nous poursuivrons le développement et les services de maintenance dans le cadre du programme Synthetic Environment Core (SE Core), étant donné que l'U.S. Army Program Executive Office for Simulation, Training, and Instrumentation (PEO STRI) a exercé une option sur un contrat. En vertu de ce programme, nous exploitons un centre de production rapide de bases de données à Orlando, en Floride pour l'U.S. Army.

Services et nouvelles initiatives

- Nous avons construit un simulateur de vol pour l'hélicoptère AW139 qui est entré en service pour Rotorsim, consortium qui appartient à parts égales à CAE et à AgustaWestland, aux États-Unis, à notre centre de formation du Nord-Est ;
- En collaboration avec nos partenaires de consortium, Eurocopter, Thales et Rheinmetall Defence Electronics, nous avons inauguré le premier simulateur de missions pour l'hélicoptère NH90 au monde et le premier centre de formation NH90 à l'école d'aviation German Army Aviation School à Bückeburg, en Allemagne;

- Nous nous préparons à introduire les exercices en réseau étendu à notre centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) au Royaume-Uni. Cela permettra aux équipages des hélicoptères Chinook, Merlin et Puma qui s'entraînent au centre MSHATF de participer à des exercices d'entraînement et de répétition de missions en réseau avec les forces de la défense britanniques de différentes bases au pays.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges d'exploitation)		2009	2008	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008
Revenus	\$	240,7	222,5	66,5	58,9	58,4	56,9	54,1
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	38,7	31,4	9,1	8,6	11,4	9,6	7,6
Marges d'exploitation	%	16,1	14,1	13,7	14,6	19,5	16,9	14,0
Amortissements	\$	8,7	8,1	2,6	2,2	1,9	2,0	1,8
Dépenses en immobilisations	\$	22,7	15,8	6,4	8,1	5,8	2,4	3,4
Capital utilisé	\$	164,5	136,5	164,5	160,9	146,6	150,5	136,5
Carnet de commandes	\$	994,2	789,7	994,2	833,3	785,2	789,4	789,7

Revenus en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 23 % par rapport à ceux d'il y a un an

La hausse des revenus par rapport à ceux du trimestre précédent et à ceux d'il y a un an est essentiellement attribuable au niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels, ainsi qu'aux revenus tirés de la phase de maintenance du programme Synthetic Environment Core (SE Core) qui a débuté récemment aux États-Unis. L'augmentation par rapport à il y a un an découle également de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, neutralisée en partie par la vigueur du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

Revenus de 240,7 millions \$ pour l'exercice, soit 8 % ou 18,2 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

L'augmentation est principalement attribuable au niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels, aux revenus tirés de la phase de maintenance récemment amorcée du programme SE Core dont il est question ci-dessus, à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, ainsi qu'à l'intensification des travaux liés à certains de nos contrats de services de maintenance en Allemagne. Cette hausse a été partiellement annulée par la vigueur du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport à celui d'il y a un an

L'augmentation du résultat d'exploitation sectoriel par rapport au trimestre précédent résulte surtout du volume plus élevé, ainsi que d'un recouvrement de coûts découlant de l'examen annuel des taux de salaire avec le gouvernement du Canada, facteurs neutralisés en partie par une utilisation moindre des fonds liés au Projet Phoenix, notre programme de R-D dont les coûts sont partagés avec les gouvernements.

La hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent découle essentiellement de la hausse du volume, des marges plus élevées sur certains contrats de services de maintenance et d'un dividende de 1,2 million \$ produit par un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. Ce placement n'avait généré aucun dividende au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Le dividende fait partie des activités récurrentes du secteur FS/M, même s'il n'est pas distribué également pendant l'exercice.

Résultat d'exploitation sectoriel de 38,7 millions \$ pour l'exercice, soit 23 % ou 7,3 millions \$ de plus qu'à l'exercice précédent

Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du volume, aux marges plus élevées sur certains contrats de services de maintenance et aux dividendes de 2,7 millions \$ de plus produits par un placement au Royaume-Uni.

Capital utilisé en hausse de 3,6 millions \$ par rapport au dernier trimestre et de 28,0 millions \$ par rapport à il y a un an

L'augmentation pour le trimestre écoulé provient essentiellement d'une hausse des comptes du fonds de roulement hors trésorerie attribuable surtout à l'augmentation des comptes débiteurs, compensée par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer.

La hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable aux soldes plus élevés des comptes débiteurs et des immobilisations corporelles à la fin de l'exercice.

Augmentation de 26 % du carnet de commandes par rapport à l'exercice précédent

(en millions)	2009	2008
Carnet de commandes en début de période	789,7 \$	834,4 \$
+ commandes	493,9	216,1
- revenus	(240,7)	(222,5)
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	(48,7)	(38,3)
Carnet de commandes en fin de période	994,2 \$	789,7 \$

Pour l'exercice, le ratio valeur comptable des commandes / ventes s'est établi à 2,05.

Rendement combiné des secteurs militaires en hausse par rapport à l'exercice précédent

Les revenus combinés des secteurs militaires ont atteint 210,1 millions \$, ce qui représente une hausse de 25,7 millions \$, soit 14 %, par rapport au dernier trimestre et de 54,5 millions \$, soit 35 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Pour l'exercice 2009, les revenus combinés de 724,2 millions \$ de nos secteurs militaires représentent une augmentation de 118,0 millions \$, soit 19 %, par rapport à ceux de l'exercice 2008. Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*, aux rubriques sur les secteurs PS/M et FS/M.

Les résultats ont été favorablement influencés par une série de facteurs incluant le Projet Phoenix, des crédits d'impôts à l'investissement supplémentaires et des dividendes plus élevés reçus de notre placement au Royaume-Uni. Nous prévoyons que la marge va se maintenir environ à 15 %. Ce résultat se compare avantageusement aux marges d'exploitation combinées normalisées des secteurs militaires pour l'exercice 2008, à savoir 13,1 %, et illustre la progression soutenue de la rentabilité de nos activités dans les secteurs militaires.

Le ratio valeur comptable des commandes / ventes combiné des secteurs militaires s'est établi à 1,51 pour l'exercice.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'influer sur elles, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché de la dette.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	2009	2008	2007	T4 2009	T3 2009	T4 2008
		Retraités	Retraités			Retraités
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	290,1 \$	276,6 \$	219,1 \$	75,8 \$	64,6 \$	57,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(94,6)	(15,7)	20,2	(4,6)	29,0	73,2
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	195,5 \$	260,9 \$	239,3 \$	71,2 \$	93,6 \$	130,9 \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance	(54,5)	(83,3)	(39,2)	(27,7)	(13,5)	(9,0)
Autres actifs	(5,0)	(5,5)	(2,9)	(2,0)	(1,0)	(1,2)
Dividendes versés	(29,6)	(9,8)	(9,8)	(7,6)	(7,4)	(2,4)
Flux de trésorerie disponibles ¹	106,4 \$	162,3 \$	187,4 \$	33,9 \$	71,7 \$	118,3 \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance	(149,2)	(106,2)	(118,9)	(35,1)	(38,4)	(39,3)
Frais de développement reportés	(10,5)	(16,5)	(3,0)	(3,1)	(3,3)	(2,6)
Frais de pré-exploitation reportés	(1,8)	(3,9)	(5,9)	0,5	(1,4)	(3,0)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(4,1)	8,0	7,9	(3,4)	(7,8)	0,1
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(41,5)	(41,8)	(4,4)	(2,4)	(0,4)	(1,1)
Produit de la cession d'activités abandonnées	–	–	(3,8)	–	–	–
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	17,7	(0,1)	4,4	0,9	19,6	12,8
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(83,0) \$	1,8 \$	63,7 \$	(8,7) \$	40,0 \$	85,2 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Le 1^{er} avril 2008, nous avons modifié notre définition des flux de trésorerie disponibles pour en exclure les dépenses en immobilisations liées à la croissance, les coûts capitalisés et le financement adossé à des actifs connexes (y compris la dette sans recours).

Flux de trésorerie disponibles de 33,9 millions \$ pour le trimestre écoulé

Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 53 % ou 37,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent et de 71 % ou 84,4 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et des dépenses en immobilisations liées à la maintenance, lesquelles comprennent le rachat d'un simulateur au cours du trimestre, alors qu'il n'y a eu aucun rachat au trimestre précédent ni au quatrième trimestre de l'exercice 2008.

Flux de trésorerie disponibles de 106,4 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles sont inférieurs de 34 % ou 55,9 millions \$ à ceux d'il y a un an. Cette baisse des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et des dividendes versés, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies et la réduction des dépenses en immobilisations liées à la maintenance, laquelle s'explique surtout par le rachat d'un simulateur au cours de l'exercice 2009 contre trois au cours de l'exercice 2008.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

Baisse de 28,8 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance, mais augmentation de 43,0 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la croissance pour l'exercice

Les dépenses totales en immobilisations de 203,7 millions \$ pour l'exercice comprennent ce qui suit :

- le rachat d'un simulateur qui faisait déjà partie de notre réseau et qui était donc inclus dans nos dépenses en immobilisations liées à la maintenance;
- l'investissement continu dans l'expansion de notre réseau de formation.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales désignées, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins généraux et les besoins d'exploitation, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaires était de 671,2 millions \$ au 31 mars 2009, dont 117,8 millions \$ (ou 18 %) ont servi à l'émission des lettres de crédit. Au 31 mars 2008, le montant total disponible était de 573,6 millions \$, dont 129,6 millions \$ (ou 23 %) avaient été utilisés. Étant donné que nos facilités de crédit renouvelables sont libellées en dollars américains (400,0 millions \$ US) et en euros (100,0 millions €), le montant total disponible a augmenté en raison de la dépréciation du dollar canadien et d'une légère diminution des fonds utilisés comparativement à l'exercice précédent. Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Aucun prélèvement n'avait été effectué sur ces facilités en date des 31 mars 2009 ou 2008.

Nous disposons aussi d'une marge de crédit bancaire non garantie en euros qui nous est consentie sans engagement. Cette marge totalise 5,0 millions \$ (3,0 millions €), contre 4,9 millions \$ (3,0 millions €) au 31 mars 2008, et porte intérêt à un taux de référence sur l'euro. Au 31 mars 2009, aucun montant n'avait été prélevé sur cette marge de crédit d'exploitation.

Au 31 mars 2009, la dette à long terme se chiffrait à 480,3 millions \$, comparativement à 379,8 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Au 31 mars 2009, la partie à court terme de la dette à long terme s'élevait à 125,6 millions \$, contre 27,3 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Les fluctuations des taux de change ont représenté plus de 50 % de la variation de la dette, et les autres sources de variation de la dette au cours de l'exercice (autres que l'amortissement normal des obligations contractuelles au titre de la dette existante) sont décrites ci-après.

À l'acquisition de Sabena, nous avons pris en charge des contrats de location-acquisition liés à la location d'équipement, de simulateurs et d'un immeuble. Les contrats de location portent intérêt à des taux effectifs variant entre 3,98 % et 6,09 %. Au 31 mars 2009, le solde impayé au titre de ces contrats s'élevait à 17,2 millions \$ (10,3 millions €).

Au cours de l'exercice 2009, CAE et son partenaire ont obtenu un financement sans recours garanti de premier rang de 53,1 millions \$ (42,1 millions \$US) pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited, un centre de formation pour l'aviation militaire situé à Bangalore, en Inde. L'amortissement semestriel de la dette commencera en septembre 2013, et celle-ci viendra à échéance en septembre 2025. Compte tenu de l'incidence du swap de devises dollar US – roupie indienne, le taux d'intérêt fixe annuel s'établit à 10,35 %. Au 31 mars 2009, notre quote-part (50 %) de la dette s'élevait à 7,6 millions \$ (6,0 millions \$US).

Nous avons emprunté un montant additionnel de 14,1 millions \$ (8,4 millions €) au titre de notre quote-part de 25 % de la facilité de crédit au titre du projet allemand du NH90, pour un total de 68,4 millions \$ (40,9 millions €). Cet emprunt porte intérêt au taux EURIBOR et fait actuellement l'objet d'un swap à un taux fixe de 4,8 %. Le projet bénéficie d'un financement sans recours de 175,5 millions € pour en financer la construction. Après la période de construction, l'emprunt sera sans recours contre nous et viendra à échéance en décembre 2019.

Nous avons aussi emprunté, en dollars US, en dollars de Hong Kong (\$HK) et en renminbis yuan chinois (RMB ou ¥), un montant additionnel de 24,2 millions \$ (49,0 millions \$HK, 5,8 millions \$US, 48,3 millions ¥) au titre de notre quote-part de 49 % des facilités de crédit en vue de financer l'acquisition de deux simulateurs de vol destinés au centre de formation de Zhuhai et l'agrandissement de l'immeuble, ainsi qu'aux fins du refinancement de notre dette existante dont l'encours s'élevait à 46,3 millions \$ (49,0 millions \$HK, 21,7 millions \$US et 59,5 millions ¥) au 31 mars 2009. Pour l'exercice 2009, nos remboursements totalisent 8,2 millions \$ (2,2 millions \$US, 29,5 millions ¥). Les emprunts en dollars américains portent intérêt à un taux variable en fonction du TIOL des États-Unis majoré d'une marge variant entre 0,45 % et 1 % et viennent à échéance entre août 2008 et août 2014. Les emprunts en ¥ portent intérêt au taux local et viennent à échéance entre septembre 2008 et septembre 2011. Les emprunts en \$HK portent intérêt au taux HIBOR \$HK majoré d'une marge de 1,5 % et viennent à échéance en avril 2009. Les dettes sont sans recours contre nous.

Nous avons en place une facilité non garantie de 35,0 millions \$ pour financer le coût de mise en œuvre du système de gestion intégré (ERP). Nous pouvons prélever des montants sur cette facilité chaque trimestre, avec remboursements mensuels sur une période de sept ans à compter de la fin du mois suivant chaque décaissement trimestriel. Les taux d'intérêt moyens sur ces emprunts s'établissent à environ 6,1 %. Nous avons prélevé 8,1 millions \$ pendant l'exercice et l'encours s'élevait à 17,1 millions \$ au 31 mars 2009.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 126,0 millions \$ (100,0 millions \$US) d'Exportation et Développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2009, nous en avons tiré 69,7 millions \$, comparativement à 54,9 millions \$ au 31 mars 2008. Étant donné que la plupart des garanties sont émises en dollars américains, la variation est surtout attribuable à l'appréciation du dollar canadien.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

6.3 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débentures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

<i>Au 31 mars 2009 (en millions)</i>	2010	2011	2012	2013	2014	Par la suite	Total
Dette à long terme	122,6 \$	32,9 \$	27,3 \$	89,8 \$	35,9 \$	147,1 \$	455,6 \$
Contrats de location-acquisition	4,0	10,3	1,9	1,9	2,0	7,3	27,4
Contrats de location-exploitation	60,6	59,4	61,3	47,1	41,1	140,4	409,9
Obligations d'achat	7,0	6,1	7,3	7,5	—	—	27,9
Total	194,2 \$	108,7 \$	97,8 \$	146,3 \$	79,0 \$	294,8 \$	920,8 \$

Nous disposons également de facilités de crédit consenties totalisant 553,4 millions \$ au 31 mars 2009, contre 444,0 millions \$ au 31 mars 2008. Étant donné que les facilités de crédit sont libellées en dollars américains et en euros, l'augmentation du crédit disponible découle de la dépréciation du dollar canadien et d'une utilisation moindre des facilités de crédit par rapport à l'exercice précédent.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2009, nous avons d'autres passifs à long terme qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des revenus reportés, des gains reportés sur des actifs et divers passifs à long terme. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les gains et pertes actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôts futurs, car ces paiements sont fonction du bénéfice imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	Au 31 mars 2009	Au 31 mars 2008
Utilisation du capital :		
Fonds de roulement hors trésorerie	(60,4) \$	(138,1) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 302,4	1 046,8
Autres actifs à long terme	473,8	380,0
Autres passifs à long terme	(225,6)	(216,1)
Total du capital utilisé	1 490,2 \$	1 072,6 \$
Provenance du capital :		
Dette nette	285,1 \$	124,1 \$
Capitaux propres	1 205,1	948,5
Provenance du capital	1 490,2 \$	1 072,6 \$

Capital utilisé¹ en hausse de 39 % par rapport à l'exercice précédent

La hausse provient surtout de l'augmentation des immobilisations corporelles, des autres actifs à long terme et du fonds de roulement hors trésorerie, ces facteurs ayant été partiellement contrebalancés par l'augmentation des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé¹ (RCU) s'est élevé à 15,8 % (14,4 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour l'exercice écoulé, comparativement à 16,8 % (14,5 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie¹ en hausse de 77,7 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par une augmentation des stocks et des comptes débiteurs. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par une hausse des comptes créditeurs et charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 255,6 millions \$

La hausse des immobilisations corporelles résulte surtout de dépenses en immobilisations de 203,7 millions \$ et d'une variation de change de 95,8 millions \$, contrebalancées en partie par un amortissement régulier de 71,3 millions \$.

¹ Mesure hors PCGR (voir point 3.7).

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse de la dette nette vient en grande partie de la diminution de 83,0 millions \$ de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme, de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la dette libellée en devises et de la prise en charge de la dette des entreprises acquises.

Variation de la dette nette <i>(en millions)</i>	Au 31 mars 2009		Au 31 mars 2008	
Dette nette en début de période	124,1	\$	133,0	\$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie)	83,0		(1,8)	
Acquisitions d'entreprises et autres	23,2		11,8	
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	54,8		(18,9)	
Augmentation (diminution) de la dette nette pour la période	161,0	\$	(8,9)	\$
Dette nette en fin de période	285,1	\$	124,1	\$

Financement de projets sans recours

En 1997, nous avons obtenu le financement d'un projet relativement au programme de formation des équipages d'hélicoptères d'appui moyens (MSH) du ministère britannique de la Défense. Ce contrat a été octroyé au consortium CAE Aircrew Training Services Plc (Aircrew).

Nous détenons une participation de 12 % dans CVS Leasing Ltd., l'entité qui détient les simulateurs exploités par le centre de formation. Nous avons construit et vendu les simulateurs de vol à CVS Leasing Ltd., qui les a loués à Aircrew pour la durée du contrat MSH. Nous devons encore 6,4 millions \$ (3,5 millions £) au 31 mars 2009 de financement sans recours. Comme nous détenons le contrôle de Aircrew, les résultats du consortium ont été intégrés au périmètre de consolidation de nos états financiers. Les paiements minimaux futurs liés aux simulateurs loués à Aircrew, qui se chiffraient à environ 74,5 millions \$ au 31 mars 2009, sont analysés plus loin, dans la section portant sur les contrats de location-exploitation présentés comme des obligations contractuelles. Le montant figure également dans les engagements présentés à la note 21 afférente aux états financiers consolidés.

En avril 2005, Helicopter Flight Training Services GmbH (HFTS), un consortium industriel dans lequel nous détenons une participation de 25 %, a obtenu une facilité de financement de projet de 175,5 millions € pour financer l'acquisition des actifs nécessaires à l'exécution du contrat de services de formation à long terme sur l'hélicoptère NH90 pendant une période de 14,5 ans conclu avec les Forces armées allemandes. Nous employons la méthode de consolidation proportionnelle pour comptabiliser 25 % de l'encours du financement de ce projet, soit un montant de 68,4 millions \$ (40,9 millions €) au 31 mars 2009, qui est compris dans le montant présenté à la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

Nous avons accru notre financement pour le centre de formation Zhuhai Flight Training Centre au cours de l'exercice. Le montant constaté au titre de la dette représente notre quote-part de 49 % en coentreprise de la dette à terme pour l'acquisition de simulateurs et le remboursement des emprunts venus à échéance, sans possibilité de recours pour la coentreprise. La dette à terme a été conclue auprès de plusieurs institutions financières. Les emprunts portent intérêt à un taux variable en fonction du TIOL des États-Unis majoré d'une marge, au taux HIBOR \$HK majoré d'une marge, et au taux d'intérêt local en RMB, et viennent à échéance jusqu'en août 2014. L'encours se chiffrait à 46,3 millions \$ (49,0 millions \$HK, 21,7 millions \$US et 59,5 millions ¥) au 31 mars 2009. Ces emprunts sont pris en compte dans le montant présenté à la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

En juin 2007, nous avons obtenu un financement sans recours pour deux nouveaux centres de formation pour l'aviation civile. L'emprunt est sans recours contre nous, il est garanti par les actifs des centres de formation et il est contre-garanti par les flux de trésorerie dégagés par les deux centres de formation. L'encours de cet emprunt au 31 mars 2009 s'élevait à 118,2 millions \$ (68,0 millions \$US et 18,1 millions £). Il est inclus dans le montant présenté à la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

Au cours de l'exercice 2009, CAE et son partenaire ont obtenu un financement sans recours garanti de premier rang de 53,1 millions \$ (42,1 millions \$US) pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited, un centre de formation pour l'aviation militaire situé à Bangalore, en Inde. La dette vient à échéance en septembre 2025. Au 31 mars 2009, notre quote-part (50 %) de la dette s'élevait à 7,6 millions \$ (6,0 millions \$US). Ce solde est inclus dans le montant présenté à la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

Capitaux propres

L'augmentation de 256,6 millions \$ des capitaux propres découle en grande partie de l'accroissement du bénéfice net (199,4 millions \$) et du cumul des autres éléments du résultat étendu (74,7 millions \$), facteurs partiellement contrebalancés par les dividendes (29,6 millions \$).

Information sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en série d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2009, nous avions au total 255 146 443 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 430,2 millions \$. Nous avons aussi au total 4 211 150 options en cours, dont 1 959 690 pouvaient être exercées. Nous n'avons émis aucune action privilégiée à cette date.

Au 30 avril 2009, nous avions au total 255 374 612 actions ordinaires émises et en circulation.

Politique en matière de dividendes

Nous avons versé un dividende de 0,03 \$ par action chaque trimestre de l'exercice 2009. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités d'exploitation, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique révisée en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation qui totalisait 255 millions d'actions au 31 mars 2009, nous prévoyons verser des dividendes annuels d'environ 31 millions \$.

Garanties

Dans le cours normal des activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution qui se sont établies à 115,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 108,9 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est due à l'augmentation des garanties de restitution d'acompte contrebalancé par une diminution des obligations au titre du déploiement de simulateurs.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. Nous prévoyons cotiser environ 2,3 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations déterminées. Nous continuerons d'y cotiser jusqu'à ce que nous ayons satisfait à nos obligations de capitalisation du régime de retraite.

7.2 Entités à détenteurs de droits variables

La note 24 afférente aux états financiers consolidés récapitule, pour chaque secteur, le total de l'actif et du passif des principales entités dans lesquelles nous détenons des droits variables (les entités à détenteurs de droits variables ou EDDV). Ils sont présentés par secteur et tiennent compte des structures de cession-bail et des accords de partenariat.

Contrats de cession-bail

Nous avons conclu des contrats de cession-bail avec des structures d'accueil. Ces contrats concernent des simulateurs de vol utilisés dans nos centres de formation pour l'aviation militaire et civile. Un de ces contrats vient à échéance en 2037, tandis que les autres viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2023. Nous avons normalement l'option d'acheter le matériel à une période précise pendant la durée du contrat de location à un prix d'achat déterminé. Certains contrats prévoient des options de renouvellement à l'échéance. Dans certains cas, nous avons fourni des garanties pour la valeur résiduelle du matériel à l'échéance du contrat ou à la date à laquelle nous exerçons notre option d'achat.

Ces structures d'accueil sont financées au moyen d'une dette à long terme garantie et de tiers investisseurs de fonds qui bénéficient dans certains cas d'encouragements fiscaux. Le matériel sert de garantie pour la dette à long terme de la structure d'accueil.

Les droits variables que nous détenons à l'égard de ces structures d'accueil ne sont que des options d'achat à prix fixe et des garanties sur la valeur résiduelle, exception faite d'un cas, où il s'agit de capitaux propres et d'un prêt subordonné. Nous fournissons également des services administratifs à une autre structure d'accueil, moyennant des honoraires établis au prix du marché.

Certaines structures d'accueil sont elles-mêmes des EDDV. Nous étions le principal bénéficiaire de l'une d'elles à la fin des exercices 2009 et 2008. Les actifs et passifs de cette EDDV ont été pleinement intégrés dans nos états financiers consolidés aux 31 mars 2009 et 2008, avant même que la structure d'accueil ne soit classée comme EDDV et que CAE n'en soit désignée le principal bénéficiaire.

Nous ne sommes le principal bénéficiaire d'aucune des autres structures d'accueil qui sont des EDDV; par conséquent, la consolidation n'est pas appropriée aux termes de la NOC-15 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. À la fin de l'exercice 2009, le risque de perte maximale auquel nous étions exposés au titre de ces structures d'accueil non consolidées se chiffrait à 48,1 millions \$ (42,0 millions \$ en 2008).

Accords de partenariat

Nous avons conclu des accords de partenariat portant sur la fourniture de produits de simulation pour le secteur militaire et la prestation de services de formation et de services associés pour les secteurs militaire et civil.

Notre participation à ces accords de partenariat consiste principalement en des placements dans les titres de participation de ces entités ou en prêts subordonnés, ainsi qu'en contrats de fabrication et contrats de services de formation à long terme. Bien que certaines de ces entités soient des EDDV, nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire ni n'avons consolidé ces entités. Nous continuons de comptabiliser ces placements à la valeur de consolidation et de comptabiliser notre quote-part du bénéfice net ou de la perte selon les modalités de l'accord de partenariat. Aux 31 mars 2009 et 2008, le risque maximal hors bilan auquel nous étions exposés au titre des pertes liées à ces EDDV non consolidées, autre que le risque découlant de leurs obligations contractuelles, était négligeable.

7.3 Arrangements hors bilan

La plupart de nos obligations hors bilan nous viennent de contrats de location-exploitation liés à deux secteurs :

- Le secteur FS/C, qui exploite plus de 140 simulateurs dans nos centres de formation et ailleurs. Nous avons conclu des opérations de cession-bail avec plusieurs institutions financières que nous traitons comme des contrats de location-exploitation;
- Le secteur FS/M, qui exploite un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

Opérations de cession-bail

L'un des éléments clés de notre stratégie de financement pour soutenir l'investissement dans les activités de formation et de services dans les secteurs civil et militaire est la cession-bail de certains simulateurs de vol installés dans notre réseau mondial de centres de formation, qui nous fournit une source durable et rentable de financement à coût fixe. Une opération de cession-bail peut être réalisée uniquement après que le simulateur de vol a été agréé par les autorités réglementaires et installé et mis à la disposition des clients pour les activités de formation.

Les structures de cession-bail sont habituellement montées comme des contrats de location avec un propriétaire participant. Avant la clôture d'une opération de cession-bail, nous inscrivons le coût de fabrication du simulateur dans nos dépenses en immobilisations et le présentons dans les immobilisations corporelles inscrites au bilan consolidé. À la conclusion de l'opération, nous l'enregistrons comme une cession d'immobilisation corporelle. Le produit de disposition alors touché équivaut approximativement à la juste valeur marchande du simulateur.

L'écart entre le produit touché et notre coût (soit la marge que nous dégagerions si le simulateur était vendu à un tiers) est inscrit dans les gains reportés et autres passifs à long terme, et est ensuite amorti sur la durée de l'opération de cession-bail en diminution de la charge locative, déduction faite de la valeur résiduelle garantie, le cas échéant. Au terme de l'opération, la valeur résiduelle garantie est portée aux résultats dans la mesure où le simulateur n'a pas perdu de valeur.

Nous n'avons pas conclu de nouvelle opération de cession-bail au cours de l'exercice écoulé. En conséquence, le produit tiré de la cession-bail d'actifs est nul tant pour l'exercice écoulé que pour l'exercice précédent.

En 2009, nous avons racheté un simulateur de vol qui avait été initialement financé au moyen d'une opération de cession-bail pour une contrepartie totale de 16,7 millions \$ (14,0 millions \$US) pour lequel nous avons un gain reporté non amorti de 7,8 millions \$. Ceci a eu comme conséquence d'augmenter les immobilisations corporelles de 8,9 millions \$.

Le tableau ci-dessous résume les opérations de cession-bail portant sur des simulateurs de vol qui étaient en service au 31 mars 2009 dans les centres de formation du secteur FS/C. Ces opérations sont comptabilisées comme des contrats de location-exploitation dans nos états financiers consolidés.

Simulateurs de vol faisant l'objet d'un contrat de cession-bail

(en millions, sauf indication contraire)	Exercice	Nombre de simulateurs	Obligations locatives	Durée initiale (en années)	Taux d'intérêt théorique	Gain reporté non amorti	Valeur résiduelle garantie
SimuFlite	2002 à 2005	14	145,0 \$	10 à 20	5,5 à 6,7 %	9,7 \$	— \$
CAE inc.	2000 à 2002	3	40,2	20 à 21	6,4 à 7,6 %	19,1	13,1
Centres de formation de Denver	2003	5	69,1	20	5,0 %	24,0	—
Coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited ⁽¹⁾	2003	5	19,9	15	3,0 %	—	—
Autres	—	2	10,4	8	6,55 à 7,0 %	—	—
Total		29	284,6 \$			52,8 \$	13,1 \$
Loyers annuels (12 prochains mois)			31,9 \$				

⁽¹⁾ Nous détenons une participation de 49 % dans cette coentreprise.

La charge de location des simulateurs faisant l'objet d'un contrat de cession-bail a été de 28,9 millions \$ pour l'exercice 2009, comparativement à 27,6 millions \$ pour l'exercice précédent.

Vous trouverez un complément d'information sur les obligations découlant des contrats de location-exploitation aux notes 21 et 26 afférentes aux états financiers consolidés.

7.4 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur notre charge de rémunération à base d'actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une opération réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date du bilan. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Des hypothèses ou des facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables sont utilisés en l'absence de données externes. Les calculs de la juste valeur représentent les meilleures estimations de la Société concernant les conditions du marché à une date donnée. Étant donné la variabilité des facteurs utilisés pour déterminer la valeur des instruments financiers et le volume de ceux-ci, la juste valeur présentée dans les états financiers consolidés pourrait ne pas être représentative des montants que nous pourrions réaliser dans le contexte de marché actuel ou si nous réglions immédiatement l'instrument.

Nous utilisons les méthodes et hypothèses ci-après pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et les charges à payer sont évalués à leur valeur comptable au bilan consolidé, ce qui représente une estimation appropriée de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée;
- Les contrats de location-acquisition sont évalués selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations à long terme et des comptes débiteurs à long terme (y compris ceux de CVS) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur de nos instruments dérivés (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques économiques ne sont pas clairement et étroitement liées à celles du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe des taux d'intérêt appropriée et ajustée pour tenir compte du risque de crédit lié à la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de bilan. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour les liquider à chaque date de bilan;
- La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, particulièrement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Notre politique est de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner les instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer tous les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des opérations prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir nos expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes relatives à des instruments financiers qu'il a conclues avec nous. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement aux comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs d'instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré et surveillé indépendamment par les quatre secteurs, plus particulièrement en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. Les comptes clients sont initialement constatés à la juste valeur, puis au coût après amortissement, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 6 afférente aux états financiers consolidés). La valeur comptable du compte client est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision et le montant de toute augmentation de la provision est porté en résultat. Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Nos clients sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes sur contrats, acomptes qui ne sont pas remboursables. Nous surveillons de près le risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos comptes clients ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais plutôt d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs à un tiers, sans possibilité de recours. Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès de divers syndicats composés d'importantes institutions financières japonaises, américaines et européennes.

Nous sommes aussi exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés et prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables (la plupart ayant une notation d'au moins A). Nous avons des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des opérations sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation des montants bruts des évaluations au prix du marché, lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des opérations visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nous ou nos contreparties (ou les deux, au besoin) pouvons demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des gains et des pertes sur chaque opération excède le seuil défini dans la convention cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions répondre à une demande de liquidité ou honorer nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi constant des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision détaillée de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation appropriée et efficace de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les dettes hors bilan. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer le risque de liquidité, nous avons accès à des facilités de crédit renouvelables non garanties de 400,0 millions \$US et de 100,0 millions €. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$. Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à un gain ou à une perte de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, nos établissements étrangers sont essentiellement autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). Notre exposition au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres éléments du fonds de roulement de nos établissements étrangers.

Les secteurs gèrent également le risque de change en concluant des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise de certains postes du bilan. Nous appliquons la comptabilité de couverture à un grand nombre d'opérations prévues et d'engagements fermes libellés en devises qui sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie.

Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Nous avons pour ligne de conduite de couvrir tout nouveau contrat de fabrication libellé en devises dès sa passation. Nous ne couvrons le risque lié aux revenus à venir que lorsque le contrat a été signé. Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons commencé à constituer un portefeuille de positions de couverture de devises visant à atténuer le risque que présente, pour une partie des revenus futurs, la grande volatilité actuelle du taux de change entre le dollar canadien et le dollar US. Pour ce qui est du solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport aux devises.

Nous éliminons le risque lié aux contrats signés en concluant des contrats de change à terme (voir la note 18 afférente aux états financiers consolidés pour un complément d'information). À la clôture de l'exercice 2009, approximativement 11 % de la valeur totale des contrats en cours n'avait pas été couvert. La partie non couverte s'explique par des délais très courts entre la signature du contrat et les opérations de couverture, et par le fait qu'un nombre de petits contrats demeurent non couverts. En outre, au cours de l'exercice précédent, nous avons eu recours à des couvertures pour gérer le risque associé aux paiements d'intérêts et aux remboursements du capital de notre dette libellée en dollars américains qui arrive à échéance en juin 2009.

Nous avons recours à des contrats de change à terme pour gérer le risque auquel nous exposent les ventes conclues en monnaies étrangères. Le montant et l'échéance de ces contrats dépendent d'un certain nombre d'éléments liés aux projets, tels la facturation par étapes, l'utilisation de matières acquises à l'étranger ou le recours à des sous-traitants étrangers. À la clôture de l'exercice 2009, nos contrats à terme représentaient l'équivalent en dollars canadiens de 708,9 millions \$ (95,6 millions \$ en contrats d'achat et 613,3 millions \$ en contrats de vente), comparativement à 650,0 millions \$ (157,7 millions \$ en contrats d'achat et 492,3 millions \$ en contrats de vente) à la fin de l'exercice précédent. L'augmentation des contrats de vente s'explique essentiellement par l'établissement d'un portefeuille de positions de couverture de devises pour une partie des revenus futurs et par la conclusion d'un plus grand nombre de contrats commerciaux libellés en devises ayant fait l'objet d'une couverture. La diminution des contrats d'achat est surtout attribuable aux couvertures du risque associé aux coûts relatifs aux procédés de fabrication libellés en devises qui ont expiré à la fin du deuxième trimestre.

Analyse de sensibilité aux taux de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en devises. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, l'incidence avant impôts sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu aurait été un ajustement net négatif de 2,5 millions \$ et de 24,6 millions \$, respectivement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation et à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation du flux de trésorerie. Nous avons également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice écoulé, les intérêts de notre dette s'établissaient pour 72 % à taux fixe et pour 28 % à taux variable, soit les mêmes proportions qu'à la fin de l'exercice précédent.

Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture économique, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion adéquate des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence significative sur le bénéfice net consolidé et sur les autres éléments du résultat étendu.

Charge de rémunération à base d'actions

Depuis mars 2004, nous avons conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions canadiennes afin de réduire l'effet, sur l'encaisse et les résultats nets, des fluctuations du cours de nos actions visées par le RDDVA et le RDLT. Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net du swap sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et le swap est redéfini tous les mois. Au 31 mars 2009, les contrats de swap sur actions visaient 2 155 000 actions ordinaires.

Couverture d'investissement net dans des établissements étrangers autonomes

Nous avons désigné une partie de nos effets de premier rang, dont la valeur totalisait 33,0 millions \$US au 31 mars 2009 (33,0 millions \$US en 2008), comme couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes; ce montant étant utilisé pour gérer notre exposition au risque de change lié à ces placements. Les gains et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu afin de compenser tout gain ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes. Au troisième trimestre de l'exercice 2008, nous avons révoqué la désignation d'effets de premier rang d'une valeur de 60,0 millions \$US, échéant en juin 2009, comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Par conséquent, depuis la date de la révocation, la variation de la valeur comptable de ces effets découlant des fluctuations des taux de change est comptabilisée en résultat. Une couverture de flux de trésorerie très efficace a cependant été obtenue pour gérer le risque lié aux paiements d'intérêts et à l'échéance finale de cette partie de la dette.

Se reporter à l'état consolidé du résultat étendu pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des gains et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. De plus, se reporter à la note 18 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers et à la note 19 afférente aux états financiers consolidés pour les montants des gains et des pertes liés aux instruments financiers, notamment les dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

8. ACQUISITIONS, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET CESSIIONS

8.1 Acquisitions

Acquisitions au cours de l'exercice 2009

Nous avons fait l'acquisition de trois entreprises pour une contrepartie de 64,3 millions \$, frais d'acquisitions compris, versée principalement sous forme de trésorerie totalisant 43,9 millions \$ et de la prise en charge de titre d'emprunt de 20,4 millions \$. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 6,3 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

Sabena Flight Academy

Au premier trimestre de l'exercice 2009, nous avons fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena). Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons porté notre participation dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A. (AAE) à 90 % pour une contrepartie autre qu'en trésorerie.

Kestrel Technologies Pte Ltd.

Au troisième trimestre de l'exercice 2009, nous avons acquis Kestrel Technologies Pte Ltd. (Kestrel), qui fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs.

Acquisitions au cours de l'exercice 2008

Nous avons fait l'acquisition de quatre entreprises pour une contrepartie de 52,4 millions \$, frais d'acquisition compris, versée principalement sous forme de trésorerie. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 12 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

Engenuity Technologies Inc.

Au premier trimestre de l'exercice 2008, nous avons fait l'acquisition d'Engenuity Technologies Inc. (Engenuity), entreprise qui développe des logiciels de simulation et de visualisation prêts à l'emploi (COTS) destinés aux marchés de l'aérospatiale et de la défense.

MultiGen-Paradigm Inc.

Au premier trimestre de l'exercice 2008, nous avons fait l'acquisition de MultiGen-Paradigm Inc. (MultiGen), fournisseur de logiciels en temps réel prêts à l'emploi (COTS) pour la création et la visualisation de solutions de simulation. MultiGen est aussi le créateur de formats pour les fichiers de simulation visuelle qui sont des références dans l'industrie.

Macmet Technologies Limited

Au deuxième trimestre de l'exercice 2008, nous avons acquis 76 % des actions en circulation de Macmet Technologies Limited (Macmet). Macmet construit, répare et modernise des simulateurs de vol et des entraîneurs pour les équipages de blindés et d'artillerie. Elle développe aussi des logiciels requis pour la simulation.

En vertu de cette entente, nous détenons une option d'achat sur les 24 % d'actions qui demeurent en circulation. L'option d'achat arrive à échéance six ans après la date d'acquisition. À l'expiration de l'option d'achat, les actionnaires restants de Macmet pourront exercer une option de vente et nous demander le rachat des actions encore en circulation. Par conséquent, nous considérons que la totalité des actions en circulation a été achetée, et nous consolidons 100 % des résultats de Macmet depuis la date de l'acquisition.

Flightscape Inc.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2008, nous avons acquis Flightscape Inc. (Flightscape), dont les spécialités sont l'analyse des données de vol et les sciences aéronautiques. Flightscape développe des solutions logicielles pour l'étude et l'interprétation des données de vol enregistrées, en vue d'améliorer la sécurité et la maintenance des avions et les opérations de vol.

Au troisième trimestre de l'exercice 2009, nous avons comptabilisé un prix d'achat additionnel de 3,0 millions \$. Ce montant a été réglé en trésorerie et a ramené de 12,0 millions \$ à 1,0 million \$ la contrepartie supplémentaire éventuelle liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. Ce prix d'achat supplémentaire est considéré comme un écart d'acquisition.

L'actif net de Sabena, d'AAE et de Flightscape est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil. L'actif net de Kestrel, de MultiGen et de Macmet est inclus dans le secteur Produits de simulation – Militaire. L'actif net d'Engenuity a été partagé entre les secteurs Produits de simulation – Militaire et Formation et services associés – Militaire.

Les acquisitions susmentionnées ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte à partir de la date d'acquisition.

8.2 Activités abandonnées

Service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH

Au cours de l'exercice 2008, nous avons décidé de nous départir de notre service de télécommunications en Allemagne. Ce service développe des logiciels de messagerie unifiée et d'autres solutions logicielles pour le bureau qu'il vend à divers clients. Il fournit également des services liés aux solutions logicielles standards ou adaptées aux clients en matière de systèmes de communication par VoIP et sur réseau RNIS. CAE Elektronik GmbH a cédé son service de télécommunications au moyen d'un contrat de vente conclu avec un acheteur exclusif. L'opération s'est soldée par la constatation d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 2,2 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 1,0 million \$, pour le quatrième trimestre de 2008.

Systèmes forestiers

Le 2 mai 2003, nous avons conclu la vente d'un de nos systèmes forestiers à Carmanah Design and Manufacturing Inc. Il nous restait à recevoir une contrepartie supplémentaire dont le montant dépendait des résultats d'exploitation de l'entreprise vendue. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, un règlement est intervenu et nous avons reçu un montant de 0,2 million \$ (déduction faite de la charge d'impôts de 0,1 million \$).

Le 16 août 2002, nous avons vendu la quasi-totalité de l'actif de la division Matériel pour scieries de notre secteur Systèmes forestiers. Nous avons droit de recevoir une contrepartie supplémentaire payable en trésorerie qui dépendait des résultats d'exploitation que l'activité cédée obtiendrait sur une période de trois ans, d'août 2002 à août 2005. En novembre 2005, nous avons été avisés par les acheteurs que, selon eux, le résultat fixé comme niveau à partir duquel découlerait le paiement n'avait pas été atteint. Nous avons examiné les comptes des acheteurs et, en janvier 2006, nous avons entamé une poursuite en recouvrement du montant que nous estimions nous être dû. Avant la fin des procédures d'arbitrage, pour les exercices 2008 et 2007, nous avons engagé des frais rattachés à l'évaluation et au litige totalisant 1,2 million \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 0,2 million \$) et 0,9 million \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 0,2 million \$), respectivement.

Le litige a fait l'objet d'un arbitrage entre la Société et l'acheteur jusqu'en avril 2008. L'arbitrage s'est terminé à mi-chemin en avril 2008 lorsque l'acheteur a fait l'objet d'une mise sous séquestre et a été jugé insolvable. Une radiation de 8,5 millions \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 1,5 million \$) a été constatée durant l'exercice 2008 car, conformément aux prises de position comptables pertinentes, nous avons estimé que les conditions de dépréciation existaient à la date des états financiers consolidés de l'exercice 2008.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun des éléments de risque et d'incertitude divers. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à notre activité, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à la Société et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels la Société est exposée; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous écoupons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises font leur apparition et d'autres participants au marché se positionnent de manière à profiter de la demande prévue du marché. Certains de nos concurrents ont une plus grande envergure que nous et disposent de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons également concurrence à Alteon Training L.L.C., une filiale de Boeing, qui pourrait jouir d'un avantage concurrentiel sur CAE en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs en raison de son statut au sein des sociétés du groupe Boeing.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

La baisse de la demande découlant de la récession et des contraintes de crédit pour les produits destinés au marché civil pourrait se traduire par une concurrence accrue pour chaque vente possible, ce qui pourrait réduire les profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période.

Budgets de la défense

Nous tirons une très grande partie de nos revenus des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Au cours de l'exercice 2009, les ventes dans les secteurs PS/M et FS/M ont ainsi représenté 44 % de nos revenus. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre bénéfice.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos revenus de la vente de matériels et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

La plupart des compagnies aériennes ont connu des difficultés financières en 2009 du fait de la flambée du prix du carburant (pression qui s'est atténuée à la fin de l'année pour certaines, quoique les positions de couverture aient prolongé les désagréments pour d'autres), de la crise mondiale du crédit ainsi que de la récession économique qui en a résulté, laquelle a entraîné un recul du fret et du trafic aériens.

Si le prix du carburant devait remonter à des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit qui font augmenter le coût du crédit et réduisent sa disponibilité pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait également à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits. Airbus et Boeing ont toutefois annoncé qu'elles mettent du crédit à la disposition de leurs clients.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de nos clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposées par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en place. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner. La non-conformité à ces règlements dans les pays où nous exerçons des activités pourrait nous valoir également des amendes ou d'autres sanctions importantes.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des titulaires de marchés publics, nous pouvons faire l'objet de vérifications et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les vérifications et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats d'exploitation. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. En outre, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire à nos activités.

L'incapacité de nous conformer aux règlements ou exigences des pouvoirs publics pourrait nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos revenus d'exploitation ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres marchés publics par la suite.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos revenus. L'évolution de la technologie pourrait également influencer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de recherche et de développement sont menées grâce à l'appui financier de gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec, et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) et du programme Partenariat Technologique Canada. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts engagés pour la réalisation de ces contrats et la difficulté de prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

Approvisionnement et empiètement des constructeurs

Nous devons obtenir des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre d'avionneurs et de sous-traitants. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous construisons des simulateurs d'un grand niveau de technicité et de complexité qui peuvent receler des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à nos résultats et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux caractéristiques des fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même que nous pourrions les obtenir.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant la qualification, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos sites actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à engager des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière.

Nous avons constitué des provisions à l'égard des réclamations dont nous connaissons l'existence et des réparations qui pourraient être attendues de nous, mais ces provisions pourraient se révéler insuffisantes.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions va dépendre de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Planification des ressources de l'entreprise

Nous investissons temps et argent dans un système de gestion intégrée (ERP). Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le résultat de ces dépenses, pour lesquelles il n'y a aucun revenu d'exploitation correspondant dans un trimestre, pourrait accentuer les fluctuations de nos résultats d'exploitation trimestriels et la volatilité du cours de nos actions. Nous pourrions fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

9.3 Risques liés au marché

Variation de change

Environ 95 % de nos revenus sont réalisés en monnaies autres que le dollar canadien et continueront de l'être à l'avenir. En revanche, une plus grande proportion de nos charges d'exploitation sont libellées en dollars canadiens. Par conséquent, toute fluctuation importante du taux de change du dollar canadien pourrait faire fluctuer nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière d'une période à l'autre. L'appréciation du dollar canadien aurait un effet défavorable sur nos revenus libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien aurait quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériels dans des pays où les charges d'exploitation sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, il se pourrait que nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'atténuer le risque de change.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit devra être renouvelée au cours de l'exercice 2011. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour une autre période de cinq ans et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes il y a quatre ans.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations pour les financer. Étant donné que les actifs des régimes se composent d'obligations et d'actions, la récente conjoncture a réduit leur valeur marchande. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ses cotisations en trésorerie, ce qui l'empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 20 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2009, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada et des États-Unis ont compté pour environ 60 % de nos revenus, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

10. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

10.1 Importants changements de conventions comptables survenus entre les exercices 2007 et 2009

Nous dressons nos états financiers selon les PCGR du Canada, tels qu'ils sont promulgués par le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) dans les chapitres de son *Manuel*, dans les notes d'orientation concernant la comptabilité (NOC) et dans les abrégés des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN).

Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits

Au troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons adopté le CPN-162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits*. Ce changement s'applique, au titre des PCGR du Canada, aux états financiers de toutes les entreprises pour les périodes intermédiaires terminées le 31 décembre 2006 ou par la suite.

Cet abrégé stipule que la charge de rémunération à base d'actions d'un salarié ayant le droit de prendre sa retraite au cours du délai d'acquisition des droits doit être constatée sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où le salarié a le droit de prendre sa retraite. Il stipule en outre que, si le salarié a le droit de prendre sa retraite à la date d'attribution, la charge de rémunération associée à une telle attribution doit être constatée à cette date. Le traitement comptable préconisé doit être appliqué rétroactivement avec retraitement des chiffres des périodes antérieures.

L'adoption du CPN-162 a eu, sur nos états financiers consolidés, les effets suivants :

- Une augmentation de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2005 et une diminution de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2006;
- Une charge cumulée de 1,9 million \$ aux bénéfices non répartis au 1^{er} avril 2004, de 1,6 million \$ au 1^{er} avril 2005 et de 2,9 millions \$ au 1^{er} avril 2006;
- Une augmentation de 2,2 millions \$ de la charge de rémunération à base d'actions pour l'exercice 2006 et aucune incidence pour l'exercice 2005;
- Une incidence de 0,01 \$ sur le bénéfice de base et sur le bénéfice dilué par action pour l'exercice 2006, et aucune incidence pour les exercices 2007 et 2005.

Modifications comptables

Le 1^{er} avril 2007, nous avons adopté le chapitre 1506 du Manuel de l'ICCA intitulé *Modifications comptables*. Ce chapitre établit les critères de changement de méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. L'application de cette norme révisée n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Instruments financiers et relations de couverture

Le 1^{er} avril 2007, nous avons adopté le chapitre 1530, *Résultat étendu*, le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, *Couvertures*, du Manuel de l'ICCA. Ces chapitres fournissent des recommandations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers, et décrivent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

L'adoption de ces nouvelles normes sur les instruments financiers a entraîné des modifications dans la comptabilisation des instruments financiers et des couvertures. L'effet de l'application de ces nouvelles normes est présenté, selon le cas, comme un ajustement transitoire du montant d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le tableau suivant résume l'ajustement transitoire requis à la date d'adoption des normes pertinentes, le 1^{er} avril 2007 :

<i>(chiffres en millions)</i>	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction	(0,3)	\$ – \$
Effet de la cessation des relations de couverture	(2,6)	–
Différence de valeur comptable des actifs financiers classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances, ou comme autres passifs financiers comptabilisés au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif	(0,1)	–
Juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(0,1)	(6.0)
Effet de la constatation initiale des dérivés incorporés	(9,4)	–
Autres	0,3	0.9
Ajustement d'impôts	3,9	1.6
	(8,3) \$	(3.5) \$

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} avril 2008, nous avons adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, publiés en remplacement du chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Le chapitre 3862 impose aux entités de fournir des informations qui permettent aux lecteurs d'évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à leur performance et à leur situation financière, d'évaluer la nature et l'étendue des risques tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché découlant des instruments financiers auxquels l'entité était exposée au cours de la période et en date du bilan, et d'évaluer de quelle façon l'entité gère ces risques.

Le chapitre 3863 du Manuel de l'ICCA établit des normes de présentation des instruments financiers et des instruments dérivés non financiers et fournit des directives additionnelles sur le classement des instruments financiers, du point de vue de l'émetteur, dans les passifs ou dans les capitaux propres, sur le classement des intérêts, des dividendes, des gains et des pertes connexes, et sur les circonstances dans lesquelles les actifs et les passifs financiers sont compensés.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur le classement et la mesure des instruments financiers dans nos états financiers consolidés. Les nouvelles informations à fournir selon ces nouveaux chapitres du Manuel figurent à la note 18 afférente à nos états financiers consolidés. La présentation d'informations comparatives concernant la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers n'est pas exigée pour l'année d'adoption du chapitre 3862.

Reclassement des actifs financiers

En octobre 2008, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 3855 du Manuel, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et au chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*. Ces modifications permettent, dans certaines circonstances, le reclassement d'actifs financiers antérieurement classés comme détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente. Pour nous, les modifications s'appliquent pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2008. Aucun ajustement n'a été apporté aux états financiers consolidés du fait de l'adoption de cette nouvelle norme.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, nous avons adopté le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Selon cet abrégé, le risque de crédit des contreparties et le risque de crédit propre à l'entité doivent être pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés. L'abrégé peut être appliqué rétrospectivement avec ou sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Nous avons choisi d'appliquer l'abrégé de manière rétroactive sans retraitement des périodes antérieures, le CPN-173 a été appliqué à compter du 1^{er} avril 2008.

Par conséquent, nous avons réévalué nos instruments financiers constatés à la juste valeur au 1^{er} avril 2008 de manière à tenir compte de ces risques. L'application du CPN-173 n'a pas eu une incidence nette importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} avril 2008, nous avons adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, *Informations à fournir concernant le capital*, qui établit des lignes directrices sur l'information qu'une entité doit fournir concernant la composition et la gestion de son capital. Cette norme impose de divulguer les objectifs, les politiques et les procédés de gestion du capital, de fournir des données quantitatives sur ce que l'entité considère comme du capital, de dire si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et de divulguer les conséquences de toute non-conformité. Les nouvelles informations à fournir sont présentées à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés.

Stocks

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même titre. Ce nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et prévoit la reprise des dépréciations antérieures dans certains cas. Il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, et réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût passé en charges. Il élargit également les obligations d'information. Aucun ajustement n'a été apporté aux états financiers consolidés à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme. Les nouvelles informations à fournir sont présentées à la note 7 afférente à nos états financiers consolidés.

Normes générales de présentation des états financiers

Le 1^{er} avril 2008, nous avons adopté la version révisée du chapitre 1400 du Manuel de l'ICCA, *Normes générales de présentation des états financiers*. Le chapitre révisé fournit des indications supplémentaires concernant l'évaluation par la direction de la capacité à poursuivre notre exploitation. Aucun ajustement n'a été apporté à nos états financiers consolidés à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme.

10.2 Modifications futures de normes comptables

Actifs incorporels

En février 2008, le CNC a publié le nouveau chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 est partiellement tiré de la norme comptable internationale (IAS) 38, *Immobilisations incorporelles*, et explique quand un actif incorporel développé à l'interne satisfait aux critères de comptabilisation en tant qu'actif. Les dispositions du CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliqueront plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Pour nous, ces modifications entreront en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels des exercices commençant le 1^{er} avril 2009 et seront adoptées rétrospectivement.

Les frais de pré-exploitation sont actuellement reportés et amortis selon la méthode linéaire sur cinq ans, mais ce traitement cessera à l'adoption du chapitre 3064. L'incidence estimative de l'adoption rétrospective de cette norme comptable sur nos états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 mars s'établit comme suit :

(chiffres en millions)	2009	2008
Frais de pré-exploitation reportés déduction faite d'éléments hors trésorerie	2,2 \$	(0,9) \$
Ajustement d'impôts	(0,5)	(0,5)
Ajustement du bénéfice net	1,7 \$	(1,4) \$

Au 31 mars 2009, l'adoption de cette modification future sur les *autres actifs* du bilan consolidé se traduira par une baisse de 10,4 millions \$. Les capitaux propres au 1^{er} avril 2007 diminueront de 8,6 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 3,6 millions \$.

Cette modification future des normes comptables n'aura pas une incidence importante sur le traitement que nous appliquons aux frais de R-D.

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, en remplacement du chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, et du chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (janvier 2008), et les chapitres 1601 et 1602, l'équivalent de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur, la comptabilisation d'actifs et de passifs additionnels ainsi que la fourniture d'informations supplémentaires à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602. Le chapitre 1601 établit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, variation qui devra être présentée dans les capitaux propres au bilan. De plus, l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle intégrera en totalité les résultats de la filiale et présentera la répartition entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Leur adoption anticipée est permise. Ces trois normes entreront en vigueur à la même date que les IFRS pour les sociétés ouvertes canadiennes, soit pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

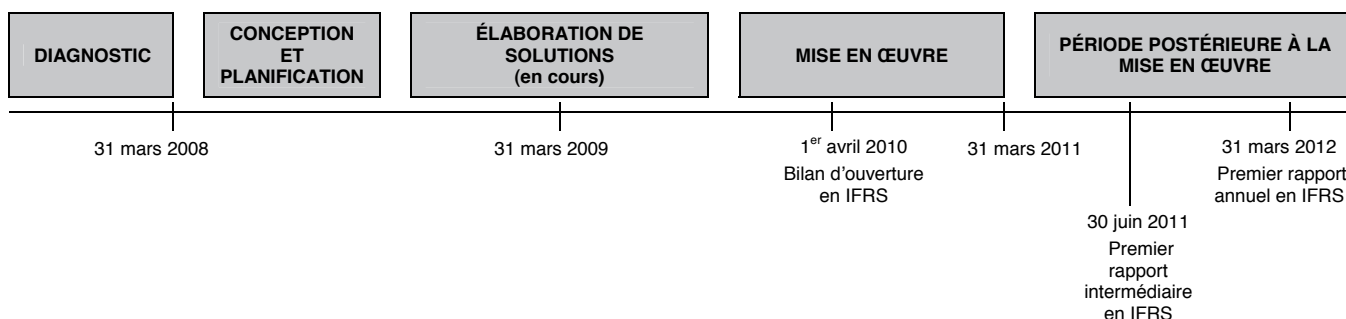
Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir. D'ici à la transition, on s'attend à ce que le CNC publie des normes comptables harmonisées avec les IFRS, ce qui atténuera les répercussions internationales de l'adoption des IFRS à la date de transition.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011 conformément aux IFRS.

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé en cinq étapes, dont le calendrier de réalisation est présenté ci-dessous :



Étape	Principales activités	État d'avancement
Diagnostic	Détermination des différences importantes entre les PCGR canadiens et les IFRS applicables à nous.	Terminée
Conception et planification	Élaboration de la stratégie et du calendrier; mise en place de l'infrastructure;	Terminée
	Recensement des intervenants internes qui peuvent être touchés par la transition;	Terminé
	Formation de l'équipe de projet;	Terminée
	Sensibilisation de l'effectif à l'échelle de la Société.	Terminée
Élaboration de solutions	Examen détaillé de toutes les normes IFRS pertinentes afin d'établir les différences avec nos conventions comptables existantes;	Certaines incidences de l'adoption des IFRS sont présentées ci-après.
	Choix de nouvelles conventions comptables, le cas échéant, y compris celles visées par les exemptions pour premiers adoptants à la date de transition selon l'IFRS 1;	Terminé; en attente de l'approbation de la direction.
	Élaboration d'états financiers modèles en IFRS;	En cours
	Recensement des informations manquantes et des changements nécessaires en matière de communication de l'information, de procédés et de systèmes;	En cours
	Détermination de l'incidence pour les autres intervenants internes et externes;	En cours. Une équipe a été créée en vue d'élaborer des solutions aux enjeux qui touchent les fonctions respectives des membres de l'équipe.
	Conception d'un procédé de préparation de l'information comparative en IFRS;	Début de l'exercice 2010
	Élaboration d'un plan de mise en œuvre détaillé;	Début de l'exercice 2010
	Formation de certains employés.	Début de l'exercice 2010

Principales conclusions préliminaires quant aux conventions comptables

L'IFRS 1 exige que les entreprises qui adoptent les IFRS pour la première fois choisissent des conventions comptables cohérentes avec chaque IFRS en vigueur à la fin de leur première période annuelle de présentation de l'information en IFRS (soit le 31 mars 2012 pour CAE), et qu'elles appliquent ces conventions à toutes les périodes présentées dans leurs premiers états financiers en IFRS. Aux termes de l'IFRS 1, toutes les normes comptables doivent être adoptées rétrospectivement dans leur intégralité à la date de clôture. Cependant, certaines exemptions facultatives peuvent être utilisées, en tout ou en partie.

Le tableau suivant présente nos conclusions préliminaires quant à certaines exemptions facultatives selon l'IFRS 1 :

Exemption	Conclusion préliminaire
Écart de conversion	Le solde de l'écart de conversion à la date de transition sera éliminé par ajustement des bénéfices non répartis.
Avantages sociaux futurs	Le cumul des gains et pertes actuariels nets non constatés dans notre bilan d'ouverture sera constaté par ajustement des bénéfices non répartis à la date de transition.
Regroupements d'entreprises	Nous avons choisi de n'appliquer la norme IFRS qu'aux regroupements d'entreprises survenant après la date de transition, sans retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs.
Coûts d'emprunt	En plus des intérêts que nous capitalisons déjà au titre de nos simulateurs, nous avons choisi de capitaliser les coûts d'emprunt liés aux actifs admissibles pour lesquels la date de début de capitalisation correspond à la date de transition ou est postérieure à celle-ci.

Le tableau suivant reflète certaines de nos décisions préliminaires en matière de conventions comptables. Bien que nous ayons tenté de tenir compte des changements prévus aux normes IFRS dans notre processus de prise de décisions, les normes évoluent continuellement et nos décisions peuvent changer si de nouvelles normes ou des modifications aux normes existantes entrent en vigueur.

Convention comptable	Principales activités	Incidence potentielle
Comptabilisation des coentreprises ⁽¹⁾	Nos coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation au lieu de la méthode de la consolidation proportionnelle.	Il n'y aura aucune incidence sur le résultat net, mais il y aura des répercussions importantes sur la présentation des commandes et du carnet de commandes, sur le bilan consolidé et sur l'état consolidé des résultats, étant donné que les revenus des coentreprises ne seront pas inclus au poste « Revenus consolidés ».
Contrats de location ⁽¹⁾	Les contrats de location-exploitation importants seront dorénavant considérés comme des contrats de location-financement (location-acquisition) et seront donc inscrits au bilan.	Les actifs et la dette connexe des arrangements de location-financement (location-acquisition) seront comptabilisés au bilan consolidé. Les loyers payés au titre des contrats de location-exploitation seront plutôt comptabilisés à titre d'amortissement, d'intérêts débiteurs liés aux contrats de location-financement et de remboursement de capital.
Avantages sociaux futurs	Les gains et pertes actuariels survenant après la transition aux IFRS seront constatés dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Ils ne seront pas comptabilisés en résultat net, mais dans un nouvel état des produits et des charges comptabilisés et des autres éléments du résultat étendu. Un rapprochement sera présenté.	Les gains ou pertes actuariels n'auront aucune incidence sur l'état consolidé des résultats; cependant, cette constatation pourra donner lieu à une certaine volatilité dans les comptes connexes du bilan consolidé.
Participations minoritaires	La part des actionnaires sans contrôle sera incluse dans les capitaux propres (elle est actuellement présentée séparément des autres passifs à long terme et des capitaux propres), alors que les produits et les pertes liés à la part des actionnaires sans contrôle seront portés en résultat net.	Il ne devrait y avoir aucune incidence importante.
Instruments financiers ⁽¹⁾	Notre comptabilisation des instruments financiers, y compris les conditions d'admissibilité à la comptabilité de couverture, est essentiellement cohérente avec les IFRS.	On ne s'attend pas à ce que l'incidence de la constatation et de l'évaluation des instruments financiers soit importante, sauf en ce qui concerne la comptabilisation des instruments financiers disponibles à la vente n'ayant aucune valeur à la cote. Selon les PCGR canadiens en vigueur, ces instruments sont évalués au coût, alors que selon les IFRS, ils seront comptabilisés à la juste valeur à chaque date de clôture.

⁽¹⁾ L'International Accounting Standards Board (IASB) a établi un plan de travail estimant l'achèvement de plusieurs projets qui modifieront ou remplaceront des normes actuelles en 2010 et en 2011. Cet échéancier comprend d'importants projets liés à la comptabilisation des coentreprises, des contrats de location et des instruments financiers.

Tous les trimestres, nous vous présenterons une mise à jour du calendrier et de l'état d'avancement de ces questions et d'autres éléments clés de notre plan de transition.

10.3 Estimations comptables critiques

Pour dresser les états financiers consolidés conformément aux PCGR, nous devons établir des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs ainsi que sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, et sur les revenus et les charges présentés pour la période visée. Nous révisons régulièrement nos estimations, en particulier celles qui concernent :

- La constatation des revenus;
- Les impôts sur les bénéfices et crédits d'impôts à l'investissement;
- L'évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels;
- Les frais de recherche et de développement (R-D);
- Les frais de pré-exploitation;
- Les coûts de transaction;
- Les avantages sociaux futurs.

La direction formule ces estimations à la lumière de l'information dont elle dispose sur les événements courants et les actions que nous pourrions prendre à l'avenir. D'importantes modifications des estimations et/ou des hypothèses pourraient entraîner une dépréciation de certains actifs, et les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Nos conventions comptables critiques sont celles que nous jugeons être les plus importantes dans la détermination de notre situation financière et de nos résultats, et elles nécessitent dans une large mesure l'exercice de jugement de la part de la direction. Nous considérons une estimation comptable comme critique si celle-ci nécessite des hypothèses de la part de la direction qui portent sur des éléments fort incertains au moment où l'estimation est faite, si différentes estimations possibles sont aussi valables les unes que les autres, ou si des changements d'estimation susceptibles d'avoir un effet important sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation risquent de se produire d'une période à l'autre.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés contiennent un résumé de nos principales conventions comptables, notamment des conventions comptables exposées ci-après.

Constatation des revenus

Contrats à long terme

Les revenus tirés des contrats à long terme visant la conception, l'ingénierie et la construction de simulateurs de vol sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux, lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'une entente, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain. Selon cette méthode, les revenus et le bénéfice sont inscrits à mesure que les coûts correspondants sont engagés, en fonction des coûts réellement engagés jusqu'alors par rapport au total estimatif des coûts d'achèvement du contrat. La direction examine mensuellement, pour chaque contrat, les coûts d'achèvement estimatifs, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les revenus et les marges constatés. L'incidence cumulative des changements apportés aux estimations des coûts et du bénéfice sur la durée du contrat est prise en compte dans l'exercice au cours duquel il devient manifeste que ces changements sont requis. Les provisions pour pertes contractuelles estimatives, le cas échéant, sont constatées au cours de la période où elles sont prévues.

Nous mesurons les pertes au titre de contrats d'après le montant dont les charges totales estimatives dépassent les revenus totaux estimatifs que les contrats sont censés générer. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les revenus sont constatés, d'après l'expérience acquise. En général, les clients n'ont pas le droit de retourner les marchandises ni de recevoir de mises à niveau gratuites. L'assistance après la livraison est généralement facturée séparément, et les revenus correspondants sont constatés proportionnellement à la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Accords de prestations multiples

Nous concluons parfois des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent par exemple inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vols ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance.

Un accord à prestations multiples se divise en plus d'une unité de comptabilisation auquel les revenus sont appliqués lorsque les critères suivants sont remplis :

- L'élément livré a une valeur en soi pour le client;
- Il existe une preuve objective et fiable de la juste valeur de l'article ou des articles non livré(s);
- Si l'accord englobe un droit de retour général lié à l'élément livré, la livraison ou le rendement de l'élément non livré est considéré comme probable et est essentiellement contrôlé par le vendeur.

La répartition des revenus d'un accord de prestations multiples est fondée sur la juste valeur d'un élément non livré comme en fait foi le prix normalement imputé par nous à cet élément ou selon une autre méthode englobée dans le concept de la preuve objective émanant du fournisseur décrite dans le Statement of Position (SOP) No. 97-2, *Software Revenue Recognition*, émis par l'American Institute of Certified Public Accountants. Nous concluons régulièrement des opérations autonomes relativement à la vente de pièces de rechange et de contrats de maintenance. Par conséquent, le prix imputé aux éléments vendus séparément peut facilement être vérifié. Le procédé employé pour établir la juste valeur des éléments non livrés visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de simulateurs de vol comporte l'évaluation de chaque opération et la prise en compte des caractéristiques propres à chaque opération.

Les critères applicables à la constatation des revenus tirés des unités de comptabilisation distinctes relativement aux éléments conception, ingénierie et fabrication de simulateurs de vol et aux éléments pièces de rechange et maintenance sont décrits ci-après.

Maintenance du produit

Les revenus tirés des contrats de maintenance sont reportés et comptabilisés aux revenus selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée du contrat. Lorsqu'il est évident que des coûts seront engagés selon une autre méthode et que la méthode de l'amortissement linéaire ne s'applique pas, en fonction de l'expérience acquise, nous constatons les revenus sur la durée du contrat, au prorata des coûts que nous prévoyons engager pour fournir les services en vertu du contrat.

Pièces de rechange

Les revenus tirés de la vente de pièces de rechange sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Accords concernant des logiciels

Nous concluons également des accords concernant des logiciels, qui visent la vente sur une base indépendante ou dans le cadre de prestations multiples, de logiciels ayant une valeur en soi, de services de consultation, de services de maintenance ou de services de personnalisation de logiciels. Les revenus tirés des accords concernant des logiciels sont constatés conformément aux lignes directrices du SOP 97-2, pour lesquelles de plus amples détails sont fournis ci-après :

- *Produits ayant une valeur en soi*
Les revenus tirés des accords visant les licences d'utilisation du logiciel qui ne nécessitent pas d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.
- *Services de consultation*
Les revenus tirés de services de consultation ou de formation directs fournis au client sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis.
- *Maintenance*
Les revenus tirés des services de maintenance et de soutien sont constatés de façon proportionnelle sur la durée des accords connexes.
- *Accords de prestations multiples*
Nous concluons à l'occasion des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent comporter la prestation d'une combinaison de logiciels, de services de consultation ou de formation, de services de personnalisation et de services de maintenance. Le cas échéant, le prix est attribué aux divers éléments de la façon décrite plus haut.
- *Accords à long terme concernant des logiciels*
Les revenus tirés des contrats de logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation sont également constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Services de formation

Les services de formation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, lorsque le recouvrement est raisonnablement certain et lorsque les services ont été fournis.

Dans le cas des écoles de vol, les programmes de formation des stagiaires sont offerts principalement sous forme de cours en salle et de vols sur des appareils. À l'étape des cours en salle, nous portons les revenus en résultat selon la méthode linéaire, tandis qu'à l'étape des vols sur des appareils, nous constatons les revenus en fonction des heures de vol réelles.

Impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à l'investissement

Nous suivons la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés selon les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

Cette méthode exige également la constatation des avantages fiscaux futurs tels que les reports prospectifs de pertes d'exploitation nettes dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que ces avantages se réaliseront. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où, selon la direction, il est plus probable qu'improbable que les avantages fiscaux futurs ne se réalisent pas.

Les actifs et passifs d'impôts futurs sont mesurés en application des taux et des lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers consolidés des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

Nous n'avons pas constitué de charge d'impôts sur les bénéfices non répartis de filiales étrangères que nous ne prévoyons pas rapatrier dans un avenir prévisible.

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de recherche et développement (R-D) sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination des bénéfices nets lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement reportés sont déduits du coût de ces actifs, et l'amortissement est calculé sur le montant net.

Nous sommes assujettis à une vérification fiscale dans divers territoires. Comme la détermination des impôts à payer et des CII à recevoir comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes, nous déterminons les impôts éventuels à payer et CII à recevoir d'après les estimations les plus probables de la direction. Les différences entre les estimations et les montants définitifs des impôts et des CII sont inscrites dans le résultat au moment où il est possible de les déterminer.

Évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels

L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation tous les ans ou plus souvent si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur de nos unités d'exploitation et de leur valeur comptable. Quand la valeur comptable de l'unité d'exploitation dépasse sa juste valeur, nous comparons, dans un deuxième temps, la juste valeur de l'écart d'acquisition lié à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable et constatons une perte de valeur égale à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée à partir d'une ou de plusieurs méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Nous procédons à l'évaluation annuelle de l'écart d'acquisition en date du 31 décembre de chaque année. Selon les tests effectués aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008, aucune réduction de ce genre ne s'était imposée.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût total d'une acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents, en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments. À cet égard, nous sommes appelés à identifier les actifs incorporels acquis, à leur attribuer une valeur et à estimer leur durée de vie utile. Cet exercice fait appel à une large part de jugement et implique souvent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses importantes, notamment celles qui ont trait aux flux de trésorerie futurs, au taux d'actualisation et à la durée de vie des actifs. Ces calculs influent sur le montant de l'amortissement à constater sur la durée de vie estimative des actifs incorporels au cours des exercices à venir.

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche sont passés en charges aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement sont également passés en charges dans le résultat consolidé de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent à tous les critères de report au sens du chapitre 3450 du Manuel de l'ICCA, *Frais de recherche et de développement*, et que leur recouvrement ne soit raisonnablement assuré. L'aide gouvernementale découlant des activités de recherche et de développement est déduite des frais connexes ou des actifs connexes si elle est reportée. L'amortissement des frais de développement reportés sur des périodes futures commence lors de la production commerciale du produit et est porté aux résultats consolidés en fonction des ventes prévues du produit, dans la mesure du possible, pendant une période ne dépassant pas cinq ans, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Frais de pré-exploitation

Nous reportons les frais engagés pendant la période antérieure à l'exploitation de toutes les nouvelles activités liées à des centres de formation. Les frais de pré-exploitation sont cumulés par nature, et la direction estime qu'ils sont recouvrables grâce aux activités futures du nouveau centre de formation. La capitalisation cesse lors de l'ouverture du centre de formation. L'amortissement des frais de démarrage reportés est étalé sur cinq ans, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement rattachés à l'émission ou à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant détenus à des fins de transaction) sont inclus dans la juste valeur comptabilisée initialement au titre de ces instruments financiers et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous amortissons les frais liés aux contrats de cession-bail et aux facilités de crédit à terme non garanties renouvelables selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de financement connexe.

Avantages sociaux futurs

Nous avons des régimes de retraite à prestations déterminées offrant des prestations fondées sur les années de service et les salaires moyens en fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de services des salariés et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la juste valeur. L'excédent du montant net des gains ou des pertes actuariels sur 10 % des obligations au titre des prestations ou 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, si ce montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

Lorsqu'il y a compression d'un régime de retraite, tous les coûts des services passés non amortis associés à la réduction des services futurs sont constatés immédiatement. L'augmentation ou la baisse des obligations au titre des prestations est également constatée à titre de perte ou de gain, déduction faite des gains ou des pertes actuariels non constatés. Enfin, lorsqu'un événement entraîne simultanément une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

xwave

Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, nous avons signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par sa division xwave. Au 31 mars 2009, l'opération n'était pas encore finalisée et nous n'avions pas consolidé xwave. L'acquisition a été finalisée le 1^{er} mai 2009.

Restructuration

Le 14 mai 2009, nous prenons de nouvelles mesures requises pour adapter l'entreprise aux conditions actuelles et prévues du marché. Nos mesures seront concentrées en deux phases – la première est déjà en cours. Au total, nous mettrons à pied 700 employés : 380 au cours des prochaines semaines et le reste à l'automne. Tous les employés concernés seront avisés dans les prochains jours. Près de 600 employés sur les 700 concernés sont établis à Montréal où nous produisons nos simulateurs civils; le reste de ces personnes se situe dans d'autres endroits du monde. Nous estimons qu'une dépense de restructuration d'environ 34 millions \$ pour les deux phases sera inscrite au premier trimestre de l'exercice 2010.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le vérificateur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'ils trouvent dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du Comité de vérification.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ainsi que la conception et l'efficacité de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2009, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *U.S. Securities Exchange Act of 1934*. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communications de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2009 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *U.S. Securities Exchange Act of 1934*. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2009 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission*, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2009 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité de vérification examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les vérificateurs externes, et il recommande leur approbation au Conseil d'administration. De plus, la direction et nos vérificateurs internes font périodiquement rapport au comité de vérification sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. Les vérificateurs externes présentent périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses qu'ils ont relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité de vérification.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com ou sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Rétrospective financière sur cinq ans

Chiffres non vérifiés, en millions,
sauf les montants par action)

	2009		2008		2007		2006		2005
Revenus	1 662,2	\$	1 423,6	\$	1 250,7	\$	1 107,2	\$	986,2
Bénéfice (perte) tiré des activités poursuivies	200,5		164,8		129,1		69,6		(304,4)
Bénéfice net (perte)	199,4		152,7		127,4		63,6		(199,6)
Situation financière :									
Total de l'actif	2 676,1	\$	2 253,2	\$	1 956,2	\$	1 716,1	\$	1 699,7
Total de la dette, montant net	285,1		124,1		133,0		190,2		285,8
Par action :									
Bénéfice (perte) de base tiré des activités poursuivies	0,79	\$	0,65	\$	0,51	\$	0,28	\$	(1,23)
Bénéfice (perte) dilué tiré des activités poursuivies	0,79		0,65		0,51		0,28		(1,23)
Bénéfice (perte) net de base	0,78		0,60		0,51		0,25		(0,81)
Bénéfice (perte) net dilué	0,78		0,60		0,50		0,25		(0,81)
Dividendes de base	0,12		0,04		0,04		0,04		0,10
Capitaux propres	4,73		3,74		3,30		2,69		2,63

Principales informations financières trimestrielles

(chiffres non vérifiés, en millions,
sauf les montants par action et les taux de change)

		T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2009						
Revenus	\$	392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$	47,0	48,9	53,3	51,3	200,5
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	\$	0,18	0,19	0,21	0,20	0,79
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	\$	0,18	0,19	0,21	0,20	0,79
Bénéfice net	\$	46,1	48,7	53,3	51,3	199,4
Bénéfice de base par action	\$	0,18	0,19	0,21	0,20	0,78
Bénéfice dilué par action	\$	0,18	0,19	0,21	0,20	0,78
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)		254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)		255,1	255,4	254,9 ⁽¹⁾	254,9 ⁽¹⁾	255,0
Taux de change moyen du dollar US au dollar CA	\$	1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
Exercice 2008						
Revenus	\$	358,3	353,9	344,8	366,6	1 423,6
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$	38,7	39,0	40,1	47,0	164,8
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	\$	0,15	0,15	0,16	0,19	0,65
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	\$	0,15	0,15	0,16	0,18	0,65
Bénéfice net	\$	38,7	38,9	39,5	35,6	152,7
Bénéfice de base par action	\$	0,15	0,15	0,16	0,14	0,60
Bénéfice dilué par action	\$	0,15	0,15	0,16	0,14	0,60
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)		252,4	253,5	253,8	253,9	253,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)		253,8	254,9	254,8	254,9	254,6
Taux de change moyen du dollar US au dollar CA	\$	1,10	1,04	0,98	1,00	1,03
Exercice 2007						
Revenus	\$	301,8	280,4	331,2	337,3	1 250,7
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$	33,0	31,3	29,7	35,1	129,1
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice net	\$	32,4	31,0	29,7	34,3	127,4
Bénéfice de base par action	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,51
Bénéfice dilué par action	\$	0,13	0,12	0,12	0,14	0,50
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)		250,8	251,0	251,2	251,4	251,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)		253,5	252,9	253,3	253,7	253,0
Taux de change moyen du dollar US au dollar CA	\$	1,12	1,12	1,14	1,17	1,14

⁽¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les trimestres terminés le 31 décembre 2008 et le 31 mars 2009, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Principales informations sectorielles (annuelles)

(Chiffres non vérifiés,
en millions, sauf les marges
d'exploitation)

	Produits de simulation			Formation et services associés			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Civil									
Revenus	477,5	\$ 435,3	\$ 348,1	\$ 460,5	\$ 382,1	\$ 336,9	\$ 938,0	\$ 817,4	\$ 685,0
Résultat d'exploitation sectoriel	92,1	94,9	60,4	85,1	73,5	64,3	177,2	168,4	124,7
Marge d'exploitation (%)	19,3	21,8	17,4	18,5	19,2	19,1	18,9	20,6	18,2
Militaire									
Revenus	483,5	\$ 383,7	\$ 357,5	\$ 240,7	\$ 222,5	\$ 208,2	\$ 724,2	\$ 606,2	\$ 565,7
Résultat d'exploitation sectoriel	87,7	51,7	39,1	38,7	31,4	33,7	126,4	83,1	72,8
Marge d'exploitation (%)	18,1	13,5	10,9	16,1	14,1	16,2	17,5	13,7	12,9
Total									
Revenus	961,0	\$ 819,0	\$ 705,6	\$ 701,2	\$ 604,6	\$ 545,1	\$ 1 662,2	\$ 1 423,6	\$ 1 250,7
Résultat d'exploitation sectoriel	179,8	146,6	99,5	123,8	104,9	98,0	303,6	251,5	197,5
Marge d'exploitation (%)	18,7	17,9	14,1	17,7	17,4	18,0	18,3	17,7	15,8
				Autres			–	\$ –	\$ (8,1)
				BAIL			303,6	\$ 251,5	\$ 189,4

Principales informations sectorielles (quatrièmes trimestres terminés les 31 mars)

(Chiffres non vérifiés,
en millions, sauf les marges d'exploitation)

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Civil						
Revenus	107,3	\$ 106,5	\$ 121,4	\$ 104,5	\$ 228,7	\$ 211,0
Résultat d'exploitation sectoriel	18,5	23,8	23,7	23,8	42,2	47,6
Marge d'exploitation (%)	17,2	22,3	19,5	22,8	18,5	22,6
Militaire						
Revenus	143,6	\$ 101,5	\$ 66,5	\$ 54,1	\$ 210,1	\$ 155,6
Résultat d'exploitation sectoriel	26,8	14,5	9,1	7,6	35,9	22,1
Marge d'exploitation (%)	18,7	14,3	13,7	14,0	17,1	14,2
Total						
Revenus	250,9	\$ 208,0	\$ 187,9	\$ 158,6	\$ 438,8	\$ 366,6
Résultat d'exploitation sectoriel	45,3	38,3	32,8	31,4	78,1	69,7
Marge d'exploitation (%)	18,1	18,4	17,5	19,8	17,8	19,0
			BAIL		78,1	\$ 69,7

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	75
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS	75
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	77
Bilans consolidés	77
États consolidés des résultats	78
États consolidés des variations en capitaux propres	78
États consolidés du résultat étendu	80
État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu	80
États consolidés des flux de trésorerie	81
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	82
Note 1 Nature des activités et principales conventions comptables	82
Note 2 Changements de conventions comptables	90
Note 3 Acquisitions et regroupements d'entreprises	93
Note 4 Participations dans des coentreprises	94
Note 5 Activités abandonnées	95
Note 6 Comptes débiteurs	96
Note 7 Stocks	96
Note 8 Immobilisations corporelles	97
Note 9 Actifs incorporels	97
Note 10 Écart d'acquisition	97
Note 11 Autres actifs	98
Note 12 Facilités d'emprunt	99
Note 13 Gains reportés et autres passifs à long terme	101
Note 14 Impôts sur les bénéfices	102
Note 15 Capital-actions	103
Note 16 Régimes de rémunération à base d'actions	104
Note 17 Gestion du capital	106
Note 18 Instruments financiers et gestion des risques financiers	107
Note 19 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats	115
Note 20 Éventualités	116
Note 21 Engagements	116
Note 22 Partage des coûts avec le gouvernement	116
Note 23 Avantages sociaux futurs	117
Note 24 Entités à détenteurs de droits variables	121
Note 25 Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques	122
Note 26 Différences entre les principes comptables généralement reconnus du Canada et les principes comptables généralement reconnus des États-Unis	125
Note 27 Chiffres correspondants	133
Note 28 Événements postérieurs à la date du bilan	133



Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities and Exchange Act of 1934*). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2009, la direction avait fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organization de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2009, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



R. E. Brown
Président et chef de la direction



A. Raquepas
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 14 mai 2009

Rapport des vérificateurs indépendants

Aux actionnaires de CAE inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Société ci-joints aux 31 mars 2009 et 2008, ainsi que les états consolidés des résultats, des variations en capitaux propres, du résultat étendu, du cumul des autres éléments du résultat étendu et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 mars 2009. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications des états financiers de la Société ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification des états financiers comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos vérifications constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 mars 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également vérifié le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 mars 2009 en nous fondant sur les critères établis dans le rapport « Internal Control — Integrated Framework » publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (COSO). La direction de la Société est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée conformément aux normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu, à tous les égards importants. Une vérification du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse importante, la mise en œuvre de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédés que nous jugeons nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre vérification constitue une base raisonnable pour l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est le processus visant à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société s'entend des politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

À notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2009 selon les critères établis dans le rapport « Internal Control — Integrated Framework » publié par le COSO.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Le 14 mai 2009
Montréal (Québec) Canada

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 12300

Bilans consolidés

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2009		2008	
Actif				
<i>Actif à court terme</i>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	195,2	\$	255,7	\$
Comptes débiteurs (note 6)	322,4		255,0	
Stocks (note 7)	334,2		229,9	
Charges payées d'avance	31,3		32,7	
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	11,5		39,0	
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	5,3		14,1	
	899,9	\$	826,4	\$
Immobilisations corporelles, montant net (note 8)	1 302,4		1 046,8	
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	86,0		64,3	
Actifs incorporels (note 9)	77,1		62,0	
Écart d'acquisition (note 10)	159,1		115,5	
Autres actifs (note 11)	151,6		138,2	
	2 676,1	\$	2 253,2	\$
Passif et capitaux propres				
<i>Passif à court terme</i>				
Comptes créditeurs et charges à payer	540,4	\$	482,7	\$
Acomptes sur contrats	203,8		209,3	
Partie à court terme de la dette à long terme (note 12)	125,6		27,3	
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	20,9		16,8	
	890,7	\$	736,1	\$
Dette à long terme (note 12)	354,7		352,5	
Gains reportés et autres passifs à long terme (note 13)	185,6		184,9	
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	40,0		31,2	
	1 471,0	\$	1 304,7	\$
Capitaux propres				
Capital-actions (note 15)	430,2	\$	418,9	\$
Surplus d'apport	10,1		8,3	
Bénéfices non répartis	813,3		644,5	
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(48,5)		(123,2)	
	1 205,1	\$	948,5	\$
	2 676,1	\$	2 253,2	\$

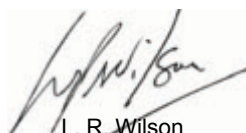
Éventualités et engagements (notes 20 et 21)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,



Robert E. Brown
Administrateur



L. R. Wilson
Administrateur

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2009		2008		2007
Revenus	1 662,2	\$	1 423,6	\$	1 250,7
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 25)	303,6	\$	251,5	\$	189,4
Intérêts débiteurs, montant net (note 12)	20,2		17,5		10,6
Bénéfice avant impôts	283,4	\$	234,0	\$	178,8
Charge d'impôts (note 14)	82,9		69,2		49,7
Bénéfice des activités poursuivies	200,5	\$	164,8	\$	129,1
Résultat des activités abandonnées (note 5)	(1,1)		(12,1)		(1,7)
Bénéfice net	199,4	\$	152,7	\$	127,4
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	0,79	\$	0,65	\$	0,51
Bénéfice de base par action	0,78	\$	0,60	\$	0,51
Bénéfice dilué par action	0,78	\$	0,60	\$	0,50
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base) (note 15)	254,8		253,4		251,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (note 15)	255,0		254,6		253,0

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

Exercice terminé le 31 mars 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires			Bénéfices	Cumul des		Total
	Nombre	Valeur	Surplus	non	autres		des
	d'actions	à l'action	d'apport	répartis	éléments		capitaux
					du résultat		propres
					étendu		
Solde au début de l'exercice	253 969 836	418,9	\$ 8,3	\$ 644,5	\$ (123,2)	\$	948,5
Options sur actions exercées	1 077 200	9,3	—	—	—		9,3
Transfert sur exercice d'options							
sur actions	—	1,0	(1,0)	—	—		—
Dividendes en actions	99 407	1,0	—	(1,0)	—		—
Rémunération à base							
d'actions (note 16)	—	—	2,8	—	—		2,8
Bénéfice net	—	—	—	199,4	—		199,4
Dividendes	—	—	—	(29,6)	—		(29,6)
Autres éléments du résultat							
étendu	—	—	—	—	74,7		74,7
Solde à la fin de l'exercice	255 146 443	430,2	\$ 10,1	\$ 813,3	\$ (48,5)	\$	1 205,1

Le total des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 s'élevait à 764,8 millions \$ (521,3 millions \$ en 2008; 422,5 millions \$ en 2007).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exercice terminé le 31 mars 2008
(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de l'exercice	251 960 449	401,7	\$ 5,7	\$ 510,2	\$ (87,7)	\$ 829,9
Émission d'actions	169 851	0,8	—	—	—	0,8
Options sur actions exercées	1 814 095	13,9	—	—	—	13,9
Transfert sur exercice d'options sur actions	—	2,2	(2,2)	—	—	—
Dividendes en actions	25 441	0,3	—	(0,3)	—	—
Rémunération à base d'actions (note 16)	—	—	4,8	—	—	4,8
Incidence cumulative des nouvelles normes comptables (note 2)	—	—	—	(8,3)	(3,5)	(11,8)
Bénéfice net	—	—	—	152,7	—	152,7
Dividendes	—	—	—	(9,8)	—	(9,8)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	—	(32,0)	(32,0)
Solde à la fin de l'exercice	253 969 836	418,9	\$ 8,3	\$ 644,5	\$ (123,2)	\$ 948,5

Exercice terminé le 31 mars 2007
(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de l'exercice	250 702 430	389,0	\$ 5,6	\$ 392,8	\$ (115,2)	\$ 672,2
Options sur actions exercées	1 236 895	10,0	—	—	—	10,0
Transfert sur exercice d'options sur actions	—	2,5	(2,5)	—	—	—
Dividendes en actions	21 124	0,2	—	(0,2)	—	—
Rémunération à base d'actions (note 16)	—	—	2,6	—	—	2,6
Bénéfice net	—	—	—	127,4	—	127,4
Dividendes	—	—	—	(9,8)	—	(9,8)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	—	27,5	27,5
Solde à la fin de l'exercice	251 960 449	401,7	\$ 5,7	\$ 510,2	\$ (87,7)	\$ 829,9

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2009		2008		2007	
Bénéfice net	199,4	\$	152,7	\$	127,4	\$
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :						
Écart de conversion						
Gains (pertes) de change net(te)s sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	113,3	\$	(50,2)	\$	26,1	\$
Variation nette des (pertes) gains sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures de l'investissement net des établissements étrangers autonomes	(7,7)		15,7		1,5	
Reclassement aux résultats	(1,9)		–		–	
Ajustement d'impôts	(1,3)		(0,6)		(0,1)	
	102,4	\$	(35,1)	\$	27,5	\$
Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie						
Variation nette des (pertes) gains sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(48,8)	\$	29,7	\$	–	\$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	10,4		(25,2)		–	
Ajustement d'impôts	10,7		(1,4)		–	
	(27,7)	\$	3,1	\$	–	\$
Total des autres éléments du résultat étendu	74,7	\$	(32,0)	\$	27,5	\$
Résultat étendu	274,1	\$	120,7	\$	154,9	\$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

	Écart de conversion		Couverture des flux de trésorerie		Cumul des autres éléments du résultat étendu
<i>Au 31 mars 2009 et pour l'exercice terminé à cette date</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>					
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	(122,8)	\$	(0,4)	\$	(123,2) \$
Détail des autres éléments du résultat étendu :					
Variation nette des gains (pertes)	105,6		(48,8)		56,8
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(1,9)		10,4		8,5
Ajustement d'impôts	(1,3)		10,7		9,4
Total des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	102,4	\$	(27,7)	\$	74,7 \$
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(20,4)	\$	(28,1)	\$	(48,5) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mars
(montants en millions de dollars canadiens)

	2009	2008	2007
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	199,4 \$	152,7 \$	127,4 \$
Résultats des activités abandonnées (note 5)	1,1	12,1	1,7
Bénéfice des activités poursuivies	200,5 \$	164,8 \$	129,1 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Amortissement	71,3	60,6	55,0
Amortissement des frais de financement	0,8	0,8	0,8
Amortissement et perte de valeur des actifs incorporels et d'autres actifs	19,7	16,9	15,8
Impôts sur les bénéfices futurs (note 14)	8,0	26,4	(14,2)
Crédits d'impôts à l'investissement	19,9	15,4	19,3
Régimes de rémunération à base d'actions (note 16)	(11,5)	(0,8)	24,6
Avantages sociaux futurs, montant net (note 23)	0,4	0,1	(0,9)
Amortissement des autres passifs à long terme	(9,6)	(6,8)	(7,8)
Autres	(9,4)	(0,8)	(2,6)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 19)	(94,6)	(15,7)	20,2
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	195,5 \$	260,9 \$	239,3 \$
Activités d'investissement			
Acquisition d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis) (note 3)	(41,5) \$	(41,8) \$	(4,4) \$
Produit de la cession d'activités abandonnées (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés) (note 5)	—	—	(3,8)
Dépenses en immobilisations	(203,7)	(189,5)	(158,1)
Frais de développement reportés	(10,5)	(16,5)	(3,0)
Frais de pré-exploitation reportés	(1,8)	(3,9)	(5,9)
Autres	(5,0)	(5,5)	(2,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(262,5) \$	(257,2) \$	(178,1) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes de facilités de crédit non garanties renouvelables (note 12)	— \$	— \$	(0,6) \$
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement de base de calcul de la dette (note 12)	50,3	141,1	45,8
Remboursement de la dette à long terme (note 12)	(27,8)	(37,4)	(39,8)
Dividendes versés	(29,6)	(9,8)	(9,8)
Émissions d'actions ordinaires (note 15)	9,3	13,9	10,0
Autres	(13,4)	(5,9)	(2,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(11,2) \$	101,9 \$	3,5 \$
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	17,7 \$	(0,1) \$	4,4 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(60,5) \$	105,5 \$	69,1 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	255,7	150,2	81,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	195,2 \$	255,7 \$	150,2 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 19).
Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 mars 2009, 2008 et 2007 (montants en millions de dollars canadiens)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires et les aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaires évolués et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les conventions comptables de la Société et de ses filiales sont conformes, à tous les égards importants, aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, tels qu'ils sont définis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). À certains égards, ces principes comptables diffèrent des principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des É.-U.). Les principales différences sont expliquées à la note 26.

Sauf indication contraire, tous les montants des présents états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et d'importantes modifications des estimations ou des hypothèses pourraient entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 4). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. La participation sur laquelle la Société exerce une influence notable est comptabilisée à la valeur de consolidation. Le placement de portefeuille est comptabilisé à sa juste valeur sauf si le cours du marché n'est pas facile à déterminer.

La Société souscrit au principe de la note d'orientation concernant la comptabilité n°15 (NOC-15), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, pour déterminer si des entités à détenteurs de droits variables doivent être consolidées dans les comptes de CAE inc. La NOC-15 exige la consolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) (partie ayant des droits de propriété, des droits contractuels ou d'autres intérêts financiers) lorsqu'un détenteur de droits variables est exposé à la majorité du risque de perte découlant des activités de l'EDDV, peut recevoir la majorité des rendements résiduels de l'EDDV (si aucune partie n'est exposée à la majorité des pertes de l'EDDV), ou les deux (le principal bénéficiaire). Lors de la consolidation, le principal bénéficiaire doit initialement comptabiliser l'ensemble des actifs et des passifs de l'EDDV ainsi que la part des actionnaires sans contrôle à la juste valeur à la date au moment où l'entreprise devient le principal bénéficiaire. Cependant, dans le cas des EDDV créées avant l'adoption de la NOC-15 le 1^{er} janvier 2005, les actifs, les passifs et la part des actionnaires sans contrôle doivent être initialement consolidés comme si les entités avaient toujours été consolidées en fonction du détenteur de la majorité des droits de vote. La Société révisé le mode de comptabilisation des EDDV lorsque certains événements se produisent, par exemple si des documents constitutifs ou des ententes contractuelles sont modifiés. De plus amples informations sont fournies à la note 24.

Constatacion des revenus

Contrats à long terme

Les revenus tirés des contrats à long terme visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de simulateurs de vol sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Selon cette méthode, les revenus et le bénéfice sont inscrits au fur et à mesure que les coûts connexes sont engagés, d'après le pourcentage des coûts réellement engagés jusqu'ici par rapport au total estimatif des coûts nécessaires à l'achèvement du contrat. Les revenus et les marges constatés peuvent être révisés au fil de l'avancement du contrat. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les revenus et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du bénéfice sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis. Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives, le cas échéant, sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des revenus estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les revenus sont constatés, d'après l'expérience acquise. En général, aucun droit de retour ni aucune mise à niveau gratuite n'est offert au client. L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les revenus correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Un accord de prestations multiples est divisé en plus d'une unité de comptabilisation et les critères de constatation des revenus applicables sont considérés de façon distincte pour les différentes unités de comptabilisation si tous les critères suivants sont réunis :

- (i) L'élément livré a une valeur en soi pour le client;
- (ii) Il existe une preuve objective et fiable de la juste valeur de l'article ou des articles non livré(s);
- (iii) Si l'accord englobe un droit de retour général lié à l'élément livré, la livraison ou le rendement de l'élément non livré est considéré comme probable et est essentiellement contrôlé par le vendeur.

La répartition des revenus d'un accord de prestations multiples se fait selon la juste valeur d'un article non livré, déterminée sur la base du prix vérifiable couramment pratiqué par la Société pour cet article lorsqu'elle le vend seul, ou sur telle autre base entrant sous le principe de la preuve objective à fournir par le vendeur, qui est énoncé dans le Statement of Position (SOP) 97-2, *Software Revenue Recognition* publié par l'American Institute of Certified Public Accountants. La Société conclut régulièrement des opérations portant uniquement sur la vente de pièces de rechange et de prestations de maintenance, de sorte que le prix de vente individuel des éléments est connu. En ce qui concerne la conception, l'ingénierie et la fabrication des simulateurs de vol, la détermination de la juste valeur des éléments non livrés passe par une évaluation au cas par cas prenant en compte les particularités de chaque opération.

Pour les différentes catégories d'opérations (conception, ingénierie et fabrication de simulateurs de vol, vente de pièces de rechange et services de maintenance), les critères applicables à la constatation des revenus dans chacune des unités comptables sont décrits ci-après.

Maintenance des produits

Les revenus tirés des contrats de maintenance sont constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsqu'il est évident que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat.

Pièces de rechange

Les revenus tirés de la vente des pièces de rechange sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.

Accords concernant des logiciels

La Société conclut également des accords concernant des logiciels qui visent la vente, sur une base indépendante ou dans le cadre de prestations multiples, de logiciels ayant une valeur en soi, de services, de services de maintenance ou de services de personnalisation de logiciels. Les revenus tirés des accords concernant des logiciels sont constatés conformément aux lignes directrices du SOP 97-2, pour lesquelles de plus amples détails sont fournis ci-après :

- (i) *Produits ayant une valeur en soi*
Les revenus tirés des accords visant les licences d'utilisation du logiciel qui ne nécessitent pas d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque la livraison a eu lieu, lorsque le prix est déterminé ou déterminable, et lorsque le recouvrement est raisonnablement certain.
- (ii) *Services de consultation*
Les revenus tirés de services de consultation ou de formation directs qui sont fournis au client sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis.

(iii) *Maintenance*

Les revenus tirés des services de maintenance et de soutien sont constatés de façon proportionnelle sur la durée des accords connexes.

(iv) *Accords de prestations multiples*

À l'occasion, la Société conclut des accords de prestations multiples générateurs de revenus, qui peuvent prévoir la prestation d'une combinaison de logiciels, de services, de services de formation, de services de personnalisation et de services de maintenance. Le prix est alors attribué aux divers éléments de la façon précédemment décrite.

(v) *Accords à long terme concernant des logiciels*

Les revenus tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont également constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Services de formation

Les services de formation sont constatés lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, lorsque le prix est établi ou peut être déterminé, lorsque le recouvrement est raisonnablement certain et lorsque les services ont été rendus.

Pour les écoles de vol, les programmes de formation des stagiaires sont offerts principalement par voie de cours en salle et de vols sur des appareils. Les revenus sont constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours en salle, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Conversion des devises

Établissements étrangers autonomes

Les actifs et passifs des établissements étrangers autonomes sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan et les revenus et charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change découlant de la conversion en dollars canadiens sont inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu*, un poste distinct des capitaux propres.

Les montants liés à la conversion de devises inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu* sont reclassés dans l'état consolidé des résultats lorsque la Société réduit sa participation nette globale dans les établissements étrangers en réduisant le capital ou en réglant les soldes intersociétés à long terme qui font partie de la participation nette globale de CAE.

Opérations conclues en monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle ainsi que les revenus et les charges sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des opérations respectives. Les gains et les pertes résultant de la conversion sont inclus dans la détermination du résultat, sauf ceux qui sont liés aux soldes intersociétés à long terme qui font partie de la participation nette globale dans des établissements étrangers et ceux provenant de la conversion de la dette en devises désignée comme une couverture du montant total net de la participation dans des établissements étrangers autonomes, qui sont inclus dans le poste *Cumul des autres éléments du résultat étendu*.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à l'émission est de 90 jours ou moins.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont inscrits au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend certaines de ses créances à un tiers pour une contrepartie en trésorerie sans recours contre la Société. Ces opérations sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des comptes débiteurs cédés. Les pertes et les gains sur ces opérations sont constatés dans le bénéfice net.

Stocks

La portion des contrats à long terme (non encore facturée) découlant de l'application de la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser les revenus tirés de la plupart des contrats à long terme de la Société est incluse dans les stocks et est constituée de matériel, de main-d'œuvre directe, de frais généraux de fabrication pertinents ainsi que de marges contractuelles estimatives.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production, en fonction de la capacité d'exploitation normale, mais exception faite des coûts d'emprunt capitalisés.

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon la méthode d'identification spécifique du coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue généralement la meilleure mesure de la valeur nette de réalisation.

Actifs à long terme

Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût, moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. L'amortissement est déterminé selon la méthode de l'amortissement dégressif et de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile prévue des actifs comme suit :

	Méthode	Taux/Années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	2,5 à 10 %/10 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	20 à 35 %/3 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la Société contracte une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation. L'obligation est d'abord mesurée à sa juste valeur, réduite à sa valeur d'actualisation au moyen d'un taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, et les coûts qui en résultent sont capitalisés à la valeur comptable des actifs connexes. Le passif connexe est porté à la juste valeur estimative de l'obligation à la date de règlement par l'imputation de charges de désactualisation périodiques aux résultats. Les coûts rattachés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont amortis sur la durée de vie utile restante des actifs sous-jacents.

Une obligation conditionnelle connue liée à la mise hors service d'immobilisations, à savoir les activités futures d'enlèvement de l'amiante, ne peut être estimée de façon raisonnable, car la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations quant au moment et à la méthode du règlement de l'obligation. Par conséquent, cette obligation n'a pas été inscrite dans les états financiers consolidés, puisque sa juste valeur ne peut être raisonnablement estimée. Un passif au titre de cette obligation sera constaté dans la période au cours de laquelle des informations suffisantes concernant le moment et la méthode du règlement permettront de faire une estimation raisonnable de la juste valeur du passif en question.

Contrats de location

Les contrats de location conclus par la Société qui transfèrent pratiquement tous les avantages et les risques de propriété à la Société sont inscrits à titre de contrats de location-acquisition et classés à titre d'immobilisations corporelles et d'emprunts à long terme. Tous les autres contrats sont classés à titre de contrats de location-exploitation en vertu desquels les coûts de location sont passés en charges selon la méthode linéaire au cours de la période pendant laquelle ils ont été engagés sur toute la durée du contrat. Les gains, déduction faite des coûts d'opération, liés à la cession-bail de simulateurs sont reportés et les gains nets supérieurs à la valeur résiduelle garantie sont amortis sur la durée du contrat. Lorsque, au moment des opérations de cession-bail, la juste valeur des actifs est inférieure à la valeur comptable, la différence est immédiatement inscrite à titre de perte dans le bénéfice net de la Société. La valeur résiduelle garantie sera par la suite constatée dans le bénéfice net de la Société à l'expiration de l'accord de cession-bail correspondant, sauf si la Société décide d'exercer ses options de rachat anticipé, s'il y a lieu, à la juste valeur. Le gain reporté lié à la valeur résiduelle garantie est ensuite porté en diminution du coût de l'actif.

Capitalisation des intérêts

Les intérêts débiteurs relatifs à la construction de simulateurs, d'immeubles abritant les centres de formation et d'autres actifs développés à l'interne sont capitalisés dans le coût des immobilisations corporelles. La capitalisation des intérêts cesse lorsque l'actif est achevé et prêt à être utilisé.

Actifs incorporels ayant une durée de vie définie et amortissement

Les actifs incorporels ayant une durée de vie définie sont inscrits à leur juste valeur à la date de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour tous les actifs incorporels sur la durée de vie estimative, comme suit :

	Période d'amortissement	Période d'amortissement moyenne pondérée
Appellations commerciales	De 2 à 20 ans	18
Relations avec la clientèle	De 3 à 10 ans	9
Ententes contractuelles avec la clientèle	De 5 à 12 ans	11
Technologies	De 5 à 10 ans	10
Système de gestion intégré et autres logiciels	De 3 à 10 ans	7
Autres actifs incorporels	De 2 à 20 ans	14

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme ou les groupes d'actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, d'après la comparaison de la valeur comptable aux flux de trésorerie non actualisés estimatifs futurs tirés de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. La perte de valeur, le cas échéant, correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs ou du groupe d'actifs sur leur juste valeur.

Autres actifs

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement sont également portés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent à tous les critères de report au sens du chapitre 3450 du *Manuel de l'ICCA, Frais de recherche et de développement*, et que leur recouvrement ne soit raisonnablement assuré. L'aide gouvernementale découlant des activités de recherche et de développement est déduite des frais connexes ou des actifs connexes si elle est reportée. L'amortissement des frais de développement reportés sur des périodes futures commence lors de la production commerciale du produit et est porté aux résultats consolidés en fonction des ventes prévues du produit, dans la mesure du possible, sur une période ne dépassant pas cinq ans en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire.

Frais de pré-exploitation

La Société reporte les frais engagés pendant la période antérieure à l'exploitation pour toutes les nouvelles activités relatives aux centres de formation. Les frais de pré-exploitation sont de nature différentielle et la direction estime qu'ils sont recouvrables grâce aux activités futures du nouveau centre de formation. La capitalisation cesse au moment de l'ouverture du centre de formation. Les frais de pré-exploitation reportés sont amortis sur une période de cinq ans en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire.

Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties et aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs et amortis selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Encaisse affectée

En vertu d'ententes avec certaines filiales, des contrats de financement bancaire externes, de certains contrats de vente gouvernementaux et des ententes d'acquisition d'entreprise, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisition

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise sont inclus dans les états consolidés des résultats à partir de la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût des entreprises acquises sur le solde des montants attribués aux actifs identifiables acquis et aux passifs pris en charge. L'écart d'acquisition est assujéti à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent une dépréciation possible.

Le test de dépréciation consiste à comparer la juste valeur des unités d'exploitation de la Société à leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, la Société procède, dans un deuxième temps, à la comparaison de la juste valeur de l'écart d'acquisition lié à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable, et constate, s'il y a lieu, une perte de valeur égale à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction d'une ou de plusieurs mesures de juste valeur, y compris des techniques d'actualisation des flux de trésorerie estimatifs futurs, et des montants estimatifs auxquels l'unité dans son ensemble pourrait être achetée ou vendue au cours d'une opération courante entre des parties intéressées non apparentées. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, cette dernière doit, selon la deuxième étape, être attribuée aux actifs et aux passifs sous-jacents de l'entité, donnant lieu à la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur égale à l'excédent est alors inscrite dans les résultats nets consolidés.

Impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à l'investissement

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser l'impôt sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés selon les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

Cette méthode exige également la constatation des avantages fiscaux futurs tels que les reports prospectifs de pertes d'exploitation nettes dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que ces avantages se réaliseront. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où, selon la direction, il est plus probable qu'improbable que les avantages fiscaux futurs ne seront pas réalisés.

Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés en appliquant les taux et les lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers consolidés des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

La Société n'a pas constitué de provision pour impôts sur les bénéfices non répartis d'établissements étrangers qui ne devaient pas être rapatriés dans un avenir prévisible.

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de recherche et de développement sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du bénéfice net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement reportés sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

La Société est assujétiée à une vérification fiscale dans divers territoires. La détermination des impôts à payer et des CII à recevoir comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. En conséquence, la Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer et CII à recevoir d'après les estimations les plus probables de la direction. Les différences entre les estimations et les montants définitifs des impôts et des CII sont inscrites dans les résultats nets au moment où il est possible de les déterminer.

Régimes de rémunération à base d'actions

La Société offre cinq catégories de régimes de rémunération à base d'actions : un régime d'options d'achat d'actions (ROA), un régime d'actionnariat (RA), un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) pour les dirigeants, un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et un régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR). Tous les régimes sont décrits à la note 16.

Selon la méthode de la juste valeur, la charge de rémunération est mesurée à la date d'attribution et constatée sur la durée du service, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport dans les capitaux propres. La Société estime la juste valeur des options à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Le modèle de Black et Scholes a été élaboré pour évaluer la juste valeur des options négociées n'ayant aucune restriction en matière d'acquisition et étant entièrement transférables. De plus, les modèles d'évaluation exigent généralement la formulation d'hypothèses très subjectives, y compris la volatilité prévue du cours des actions.

Une charge de rémunération est également constatée pour la partie des contributions au RA versée par la Société et pour le nombre d'unités acquises à la date d'attribution à leur évaluation respective pour le RDDVA, le RDLT et le RDNR. Pour le RDDVA et le RDLT, la Société comptabilise un passif en fonction du cours de ses actions ordinaires. La juste valeur du passif au titre du RDNR est calculée à l'aide d'un modèle binomial. Tout changement ultérieur du cours des actions de la Société influera sur la charge de rémunération. La Société a conclu des swaps sur actions avec d'importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel sont exposés ses liquidités et son bénéfice en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

CAE a l'habitude d'émettre des options au mois de mai de chaque exercice ou au moment de l'embauche de nouveaux employés ou de nouvelles nominations. Dans les deux cas, ces options sont acquises de façon égale sur quatre ans. Toute contrepartie payée par les participants aux régimes à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions en plus de toute charge de rémunération à base d'actions connexe.

Depuis l'adoption de l'abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux n° 162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition* (CPN-162), à l'exercice 2007, la Société constate une charge de rémunération à base d'actions pour les salariés qui auront le droit de prendre leur retraite au cours du délai d'acquisition des droits sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où le salarié a le droit de prendre sa retraite. De plus, si le salarié a le droit de prendre sa retraite à la date d'attribution, la charge de rémunération est constatée à cette date, sauf si le salarié est sous contrat, auquel cas, la charge de rémunération est comptabilisée sur la durée du contrat.

Avantages sociaux futurs

La Société a des régimes de retraite à prestations déterminées offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service des salariés et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à la juste valeur. L'excédent des gains actuariels nets (pertes) sur 10 % des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs des régimes, si ce montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs. Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

Lorsqu'il y a compression d'un régime de retraite, tous les coûts au titre des services passés non amortis associés à la réduction des services futurs sont constatés immédiatement. L'augmentation ou la baisse des obligations au titre des prestations est également constatée à titre de perte ou de gain, déduction faite des gains ou des pertes actuariels non constatés. Enfin, lorsqu'un événement entraîne simultanément une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen dilué d'actions ordinaires en circulation est calculé en tenant compte de la dilution possible si les titres ou d'autres ententes d'émission d'actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de la période ou à la date d'émission, si elle est plus lointaine, à moins qu'ils aient un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options sur actions. La méthode du rachat d'actions est une méthode permettant de constater l'utilisation du produit pouvant être obtenu à la suite de l'exercice d'options et de bons de souscription dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que tout produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché durant la période.

Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

Les actifs à long terme destinés à la vente sont mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente, si cette dernière est inférieure, et ils ne sont pas amortis tant qu'ils sont classés comme étant disponibles à la vente. Les résultats d'exploitation des éléments de la Société qui ont été sortis par vente ou classés comme étant disponibles à la vente sont présentés comme activités abandonnées si les résultats et les flux de trésorerie de ces éléments ont été ou seront éliminés des activités poursuivies par suite de la vente et si la Société ne continuera pas à participer de façon importante à l'exploitation de l'élément après la vente. Un élément d'une entreprise s'entend d'un élément dont les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie peuvent être clairement distingués du reste des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'entreprise, sur le plan de l'exploitation et aux fins de la présentation de l'information financière.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés au bilan consolidé lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs et les passifs financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, autres passifs financiers ou instruments disponibles à la vente. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet dans lequel il a été acquis. Sauf dans de rares cas, le classement ne change plus une fois la constatation initiale faite.

Instruments détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de bilan, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les résultats de la période au cours de laquelle elles surviennent. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le bénéfice net de la période.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de bilan. Les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés aux résultats lorsque les actifs sont décomptabilisés. Les titres qui sont classés comme disponibles à la vente et qui n'ont pas de prix de coté sur un marché actif sont comptabilisés au coût.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- (i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse affectée et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments détenus à des fins de transaction;
- (ii) Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs à long terme sont classés comme prêts et créances;
- (iii) La participation minoritaire de la Société est classée comme étant disponible à la vente, tandis que sa participation dans une entité sur laquelle elle exerce une influence notable et dans des coentreprises est exclue du champ d'application des instruments financiers;
- (iv) Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-acquisition sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- (v) Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant détenus à des fins de transaction) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis aux résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté au bilan consolidé lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Instruments dérivés

Dérivés autonomes

La Société utilise des instruments dérivés autonomes pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. Les instruments dérivés auxquels la Société a le plus souvent recours sont les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt, les swaps de devises et les swaps sur actions. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à chaque date de bilan. Les actifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans cet ordre, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les gains reportés et autres passifs à long terme respectivement.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés sont une composante d'un instrument hybride qui comprend également un contrat hôte non dérivé. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte ou lorsque les caractéristiques des dérivés incorporés sont les mêmes que celles d'un dérivé autonome et que l'instrument hybride n'est pas classé comme étant détenu à des fins de transaction ou désigné à la juste valeur. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change du swap de taux de change incorporé. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date d'établissement du bilan avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le bénéfice net consolidé de la période où elles surviennent.

Comptabilité de couverture

Politique

La Société utilise des instruments dérivés autonomes pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer tous les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des opérations prévues.

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation formalisée concernant la désignation de la couverture, les objectifs de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les opérations de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Méthode de comptabilisation

Tous les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de bilan. La méthode de comptabilisation des gains et pertes de juste valeur varie selon que les dérivés sont détenus à des fins de transaction ou sont désignés comme éléments de couverture, et, dans ce dernier cas, selon la nature des risques couverts. Tous les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme éléments de couverture sont comptabilisés aux états consolidés des résultats. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme : a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une opération prévue (couvertures de flux de trésorerie).

Couverture de juste valeur

La Société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt, dont certains sont en cours et d'autres ont été abandonnés, qu'elle désigne comme couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur de sa dette à long terme dues aux fluctuations du TIOL. Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les gains ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés et qui sont attribuables aux risques couverts sont comptabilisés comme un ajustement à la valeur comptable des éléments couverts et sont enregistrés dans les résultats. Toutefois, dans le cas des couvertures de juste valeur abandonnées avant l'adoption des normes sur les instruments financiers, la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des soldes résiduels de tout gain ou perte différé sur les éléments de couverture. L'ajustement est amorti progressivement en résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La Société a des contrats de change à terme et des swaps de devises et de taux d'intérêt qu'elle désigne comme des couvertures de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs constatés, d'engagements fermes ou d'opérations prévues. Si toutes les conditions essentielles (comme les dates, les quantités et le lieu de livraison) des éléments de couverture coïncident avec celles de l'élément couvert, la Société tient pour acquis que la couverture offre une protection parfaite contre les variations de la juste valeur globale de l'élément couvert. Autrement, les montants et le moment des flux de trésorerie futurs font l'objet de projections basées sur leurs modalités contractuelles et sur l'avancement prévu des projets. Avec le temps, les flux de trésorerie en agrégat constituent la base qui permet d'identifier la portion efficace des gains et des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie. La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée au résultat étendu. Tout gain ou perte de juste valeur lié à la portion inefficace est immédiatement comptabilisé dans les résultats consolidés. Les montants cumulés aux autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats de la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur les résultats nets. Cependant, lorsque les opérations prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et les pertes antérieurement reportés dans les autres éléments du résultat étendu sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers pris en charge. En fin de compte, les montants reportés sont comptabilisés dans le bénéfice net consolidé à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout gain ou perte cumulé dans les autres éléments du résultat étendu à ce moment demeure dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé aux résultats. Lorsqu'il est probable qu'une opération couverte ne surviendra pas, le gain ou la perte qui était cumulé dans les autres éléments du résultat étendu est immédiatement transféré aux résultats.

Couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

La Société a désigné certains passifs à long terme comme couvertures de sa participation totale nette dans des établissements étrangers autonomes dont les activités sont libellées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du gain ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, nette d'impôts, et se limite à l'écart de conversion sur la participation nette, alors que la partie inefficace est comptabilisée aux résultats.

Résultat étendu

Le résultat étendu correspond à la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires. Il est composé du bénéfice net consolidé de la Société et des autres éléments du résultat étendu.

Les autres éléments du résultat étendu comprennent les revenus, charges, gains et pertes qui sont constatés dans le résultat étendu, mais qui sont exclus du bénéfice net consolidé. Ils correspondent aux variations nettes des gains et pertes de change non réalisés sur la conversion des états financiers d'établissements étrangers autonomes, aux variations nettes des gains ou pertes sur les éléments désignés comme couvertures d'investissements nets et comme couvertures de flux de trésorerie, aux reclassements au bénéfice ou aux actifs ou passifs non financiers connexes, et aux variations nettes des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente, ainsi qu'aux ajustements d'impôts.

Partage des coûts avec le gouvernement

Les contributions d'Industrie Canada aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et d'Investissement Québec pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des coûts capitalisés.

L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés dans les états consolidés des résultats lorsque les redevances sont exigibles.

Indemnités de départ, prestations de cessation d'emploi et coûts rattachés aux activités de retrait ou de sortie

Conformément au CPN-134, *Comptabilisation des indemnités de départ et des prestations de cessation d'emploi*, et au CPN-135, *Comptabilisation des coûts rattachés aux activités de retrait ou de sortie (y compris les coûts engagés dans le cadre d'une restructuration)*, la Société comptabilise les indemnités de départ qui ne sont pas acquises lorsqu'une décision de licenciement est prise. Les prestations spéciales de cessation d'emploi sont comptabilisées lorsque la direction s'engage envers un plan stipulant toutes les mesures importantes qui devront être prises et approuvent le fait à l'origine de son obligation en vertu du contrat conclu avec ses salariés visant le versement de ces prestations. L'information concernant ces prestations de cessation d'emploi et les ententes de prestations est communiquée aux salariés avec suffisamment de détails pour leur permettre de déterminer le type et le montant des prestations qu'ils recevront lorsque leur emploi aura pris fin. Tous les autres coûts associés aux activités de restructuration, de retrait et de sortie sont constatés dans la période pendant laquelle ils ont été engagés.

Information à fournir sur les garanties

La Société fournit toute l'information concernant certains types de garanties pouvant exiger des paiements en cas de réalisation de certains événements futurs stipulés. Dans le cours normal de ses activités, CAE émet des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution.

NOTE 2 – CHANGEMENTS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Changements survenus au cours de l'exercice 2009

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, publiés en remplacement du chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Selon le chapitre 3862, une entité est tenue de fournir l'information qui permettra aux lecteurs d'évaluer l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et du rendement de l'entité, d'évaluer la nature et la portée des risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché, découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée durant la période et en date du bilan, et d'évaluer la manière dont l'entité surveille et gère ces risques.

Le chapitre 3863 reprend les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers et fournit des indications supplémentaires concernant le classement des instruments financiers, par leur émetteur, dans les passifs ou dans les capitaux propres, le classement des intérêts, dividendes, gains et pertes correspondants, et les circonstances dans lesquelles on opère compensation entre des actifs financiers et des passifs financiers.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur le classement et la mesure des instruments financiers de la Société. Les nouveaux renseignements à fournir conformément aux nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA sont inclus dans la note 18. Il n'est pas nécessaire de présenter, pour l'exercice au cours duquel le chapitre 3862 est adopté, des informations comparatives concernant la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers.

Reclassement des actifs financiers

En octobre 2008, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et au chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, de son *Manuel*. Ces modifications permettent, dans certaines circonstances, le reclassement d'actifs financiers antérieurement classés comme détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente. Pour la Société, les modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2008. Aucun ajustement n'a été apporté aux états financiers consolidés de la Société du fait de l'adoption de cette nouvelle norme.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, la Société a adopté le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Cet abrégé précise qu'il faut tenir compte du risque de crédit des contreparties et du risque de crédit propre à l'entité pour estimer la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés. L'abrégé peut être appliqué rétrospectivement avec ou sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. La Société a choisi d'adopter rétrospectivement cet abrégé, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Le CPN-173 a donc été appliqué le 1^{er} avril 2008.

Par conséquent, la Société a réévalué les instruments financiers qu'elle comptabilise à la juste valeur au 1^{er} avril 2008 afin de tenir compte de ces risques. L'adoption du CPN-173 n'a pas eu une incidence nette importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, *Informations à fournir concernant le capital*, qui établit des lignes directrices sur l'information qu'une entité doit fournir concernant la composition et la gestion de son capital. Cette norme impose de divulguer les objectifs, les politiques et les procédés de gestion du capital, de fournir des données quantitatives sur ce que l'entité considère comme du capital, de dire si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et de divulguer les conséquences de toute non-conformité. Les nouvelles divulgations sont incluses dans la note 17.

Stocks

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même titre. Ce nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et prévoit la reprise des dépréciations antérieures dans certains cas. Il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, et réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût passé en charges. Il élargit également les obligations d'information. Aucun ajustement aux états financiers consolidés n'a été nécessaire à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme. Les informations prescrites sont présentées dans la note 7.

Normes générales de présentation des états financiers

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté la version révisée du chapitre 1400 du Manuel de l'ICCA, *Normes générales de présentation des états financiers*. Le chapitre révisé donne des indications supplémentaires concernant l'évaluation par la direction de la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Aucun ajustement aux états financiers consolidés de la Société n'a été nécessaire à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme.

Changements survenus au cours de l'exercice 2008

Instruments financiers et relations de couverture

Le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1530, *Résultat étendu*, le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, *Couvertures*, du Manuel de l'ICCA. Ces normes fournissent des recommandations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers, et décrivent quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

L'adoption par la Société de ces nouvelles normes sur les instruments financiers a entraîné des modifications dans la comptabilisation des instruments financiers et des couvertures, dont l'effet est présenté selon le cas comme un ajustement transitoire du montant d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le tableau suivant résume l'ajustement transitoire requis du fait de l'adoption des normes pertinentes le 1^{er} avril 2007 :

(en millions)	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction	(0,3) \$	– \$
Effet de la cessation des relations de couverture	(2,6)	–
Différence de valeur comptable des actifs financiers classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances, ou comme autres passifs financiers comptabilisés au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif	(0,1)	–
Juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(0,1)	(6,0)
Effet de la constatation initiale des dérivés incorporés	(9,4)	–
Autres	0,3	0,9
Ajustement d'impôts	3,9	1,6
	(8,3) \$	(3,5) \$

Modifications comptables

Le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1506 du Manuel de l'ICCA, *Modifications comptables*. Ce chapitre établit les critères de changement de méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. L'application de cette norme révisée n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Changements futurs apportés aux normes comptables

Actifs incorporels

En février 2008, le CNC a publié le nouveau chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3540, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 est partiellement tiré de la norme comptable internationale (IAS) 38, *Immobilisations incorporelles*, et explique quand un actif incorporel développé à l'interne satisfait aux critères de comptabilisation en tant qu'actif. Les dispositions du CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliqueront plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Pour la Société, ces modifications entreront en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2009 et seront adoptées rétrospectivement.

La Société reporte et amortit actuellement les frais de pré-exploitation selon la méthode linéaire sur cinq ans, mais elle cessera ce traitement à l'adoption du chapitre 3064. Les conséquences estimatives de l'adoption rétrospective de cette norme comptable sur les états consolidés des résultats de la Société pour les exercices terminés les 31 mars s'établissent comme suit :

(en millions)	2009	2008
Frais de pré-exploitation reportés, déduction faite d'éléments hors trésorerie	2,2 \$	(0,9) \$
Ajustement d'impôts	(0,5)	(0,5)
Ajustement du bénéfice net	1,7 \$	(1,4) \$

Au 31 mars 2009, l'adoption de ce changement futur sur le poste *autres actifs* du bilan consolidé de la Société se traduirait par une baisse de 10,4 millions \$. Les capitaux propres au 1^{er} avril 2007 diminueront de 8,6 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 3,6 millions \$.

Cette modification future des normes comptables n'aura pas d'incidence sur le traitement qu'applique la Société aux frais de recherche et de développement.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront remplacer les PCGR du Canada par les IFRS le 1^{er} janvier 2011. En conséquence, la Société sera tenue d'utiliser les IFRS pour dresser ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses états financiers.

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son *Manuel*, soit les chapitres 1582, *Regroupements d'entreprises*, 1601, *États financiers consolidés*, et 1602, *Participations sans contrôle*, en remplacement du chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, et du chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (janvier 2008) et les chapitres 1601 et 1602, ceux d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels, et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, et la variation devra être présentée au bilan dans les capitaux propres. De plus, les résultats de la filiale seront intégrés en totalité dans l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle, lequel présentera aussi la répartition des participations avec et sans contrôle. Les nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et leur adoption anticipée est permise. Les trois normes entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACQUISITIONS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2009

La Société a acquis trois entreprises pour une contrepartie de 64,3 millions \$, frais d'acquisition compris, versée principalement sous forme de trésorerie totalisant 43,9 millions \$ et de la prise en charge de titres d'emprunt de 20,4 millions \$. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 6,3 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

Sabena Flight Academy

Au premier trimestre de l'exercice 2009, la Société a fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena). Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a porté sa participation dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A. (AAE) à 90 % pour une contrepartie autre qu'en trésorerie.

Kestrel Technologies Pte Ltd

Au troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a fait l'acquisition de Kestrel Technologies Pte Ltd (Kestrel), qui fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs.

Acquisitions au cours de l'exercice 2008

La Société a acquis quatre entreprises pour une contrepartie de 52,4 millions \$, frais d'acquisition compris, versée principalement sous forme de trésorerie. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 12 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

Engenuity Technologies Inc.

Au premier trimestre de l'exercice 2008, la Société a acquis Engenuity Technologies Inc. (Engenuity), entreprise qui développe des logiciels de simulation et de visualisation prêts à l'emploi (COTS) destinés aux marchés de l'aérospatiale et de la défense.

MultiGen-Paradigm Inc.

Au premier trimestre de l'exercice 2008, la Société a acquis MultiGen-Paradigm Inc. (MultiGen), un fournisseur de logiciels en temps réel prêts à l'emploi (COTS) pour la création et la visualisation de solutions de simulation. MultiGen est aussi le créateur de formats pour les fichiers de simulation visuelle qui sont des références dans l'industrie.

Macmet Technologies Limited

Au deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a acquis 76 % des actions en circulation de Macmet Technologies Limited (Macmet). Macmet construit, répare et modernise des simulateurs de vol et des entraîneurs pour les équipages de blindés et d'artillerie. Elle développe aussi des logiciels requis pour la simulation.

En vertu de cette entente, la Société détient une option d'achat sur les 24 % d'actions qui demeurent en circulation. L'option d'achat arrive à échéance six ans après la date d'acquisition. À l'expiration de l'option d'achat, les actionnaires restants de Macmet pourront exercer une option de vente et demander le rachat par la Société des actions encore en circulation. Par conséquent, la Société considère que la totalité des actions en circulation ont été achetées, et elle consolide 100 % des résultats de Macmet depuis la date de l'acquisition.

Flightscape Inc.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a acquis Flightscape Inc. (Flightscape), dont les spécialités sont l'analyse des données de vol et les sciences aéronautiques. Flightscape développe des solutions logicielles pour l'étude et l'interprétation des données de vol enregistrées, en vue d'améliorer la sécurité et la maintenance des avions et les opérations de vol.

Au troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a constaté un prix d'achat additionnel de 3,0 millions \$ pour Flightscape. Ce montant a été réglé en trésorerie et a ramené de 12,0 millions \$ à 1,0 million \$ la contrepartie supplémentaire éventuelle liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. Le prix d'achat additionnel a été constaté à titre d'écart d'acquisition.

Acquisition au cours de l'exercice 2007

Kesem International Pty Ltd

Au troisième trimestre de l'exercice 2007, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Kesem International Pty Ltd (Kesem), société fournissant une gamme de services en conception, analyse et expérimentation aux marchés de la défense et de la sécurité intérieure. Excluant les frais d'acquisition de 0,3 million \$, la contrepartie totale de cette acquisition se monte à 5,0 millions \$AU (4,6 millions \$).

Sommaire du total de l'actif net acquis

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Actif à court terme ⁽¹⁾	12,9 \$	13,7 \$	0,9 \$
Passif à court terme	(25,4)	(23,4)	(1,1)
Immobilisations corporelles	40,2	2,3	0,1
Autres actifs	–	2,8	–
Actifs incorporels			
Appellations commerciales	0,1	1,5	0,1
Technologie	–	20,8	0,1
Relations avec la clientèle	10,9	5,9	0,6
Écart d'acquisition ⁽²⁾	21,7	28,8	4,1
Impôts sur les bénéfices futurs	6,4	(5,6)	(0,2)
Dette à long terme	(19,6)	(1,8)	–
Passifs à long terme	(4,0)	(2,1)	(0,2)
Juste valeur de l'actif net acquis, abstraction faite de la position de trésorerie à l'acquisition	43,2 \$	42,9 \$	4,4 \$
Position de trésorerie à l'acquisition	5,4	9,5	0,5
Juste valeur de l'actif net acquis	48,6 \$	52,4 \$	4,9 \$
Moins : Option d'achat/de vente à payer	–	(1,1)	–
Valeur comptable d'un investissement à la date d'acquisition	(4,5)	–	–
Part des actionnaires sans contrôle	(0,2)	–	–
Contrepartie totale en trésorerie pour les acquisitions au cours de l'exercice	43,9 \$	51,3 \$	4,9 \$
Plus : Contrepartie supplémentaire liée à une acquisition de l'exercice antérieur	3,0	–	–
Contrepartie totale en trésorerie ⁽³⁾	46,9 \$	51,3 \$	4,9 \$

(1) Abstraction faite de la position de trésorerie.

(2) Cet écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins fiscales.

(3) La contrepartie totale en trésorerie pour les acquisitions effectuées en 2009, en 2008 et en 2007 inclut les frais d'acquisition de 2,7 millions \$, de 4,0 millions \$ et 0,3 million \$, respectivement.

L'actif net de Sabena, d'AAE et de Flightscope est inclus dans le secteur Formation et services associé – Civil. L'actif net de Kestrel, de MultiGen et de Macmet est inclus dans le secteur Produits de simulation – Militaire. L'actif net d'Engenuity est séparé entre les secteurs Produits de simulation – Militaire, et Formation et services associés – Militaire. L'actif net de Kesem est inclus dans le secteur Formation et services associés – Militaire.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple, en prenant les résultats d'exploitation en compte à partir de la date de l'acquisition.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC (depuis l'exercice 2008), de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited (depuis l'exercice 2008), de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited (depuis l'exercice 2009), et de 50 % dans le centre de formation CAE de Bangalore (depuis l'exercice 2009).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Actif			
Actif à court terme	58,4 \$	33,8 \$	24,5 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	242,3	163,1	159,4
Passif			
Passif à court terme	44,9	22,9	12,0
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	120,4	75,9	59,2
Gains reportés et passifs à long terme	4,5	–	–
Résultats			
Revenus	78,9 \$	60,6 \$	50,0 \$
Bénéfice net	17,7	11,8	6,8
Résultat d'exploitation sectoriel			
Produits de simulation – Militaire	6,0	0,6	1,4
Formation et services associés – Civil	14,4	14,0	7,5
Formation et services associés – Militaire	(0,8)	(0,5)	(0,2)
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités d'exploitation	41,3 \$	22,1 \$	4,6 \$
Activités d'investissement	(40,1)	(20,1)	(39,2)
Activités de financement	34,6	17,3	29,9

NOTE 5 – ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH

Au cours de l'exercice 2008, la Société a décidé de se départir de son service de télécommunications en Allemagne. Ce service développe des logiciels de messagerie unifiée et d'autres solutions logicielles pour le bureau qu'il vend à divers clients. Il fournit également des services liés aux solutions logicielles standards ou adaptées aux clients en matière de systèmes de communications par VoIP et sur réseau RNIS. CAE Elektronik GmbH a cédé son service de télécommunications au moyen d'un contrat de vente conclu avec un acheteur exclusif. L'opération s'est soldée par la constatation d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 2,2 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 1,0 million \$ pour le quatrième trimestre de 2008.

Systèmes forestiers

Le 2 mai 2003, CAE a conclu la vente d'un de ses systèmes forestiers à Carmanah Design and Manufacturing Inc. Il lui restait à recevoir une contrepartie supplémentaire dont le montant dépendait des résultats d'exploitation de l'entreprise vendue. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, un règlement est intervenu et la Société a reçu un montant de 0,2 million \$ (déduction faite de la charge d'impôts de 0,1 million \$).

Le 16 août 2002, la Société a vendu la quasi-totalité de l'actif de la division Matériel pour scieries de son secteur Systèmes forestiers. La Société avait le droit de recevoir une contrepartie supplémentaire payable en trésorerie, qui dépendait des résultats d'exploitation que l'activité cédée obtiendrait sur une période de trois ans, d'août 2002 à août 2005. En novembre 2005, la Société a été avisée par les acheteurs que, selon eux, le résultat fixé comme niveau à partir duquel découlerait le paiement n'avait pas été atteint. La Société a examiné les comptes des acheteurs et en janvier 2006, elle a entamé une poursuite en recouvrement du montant qu'elle estimait lui être dû. Avant la fin des procédures d'arbitrage, pour les exercices 2008 et 2007, la Société a engagé des frais rattachés à l'évaluation et au litige totalisant 1,2 million \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 0,2 million \$) et 0,9 million \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 0,2 million \$), respectivement.

Le litige a fait l'objet d'un arbitrage entre la Société et l'acheteur jusqu'en avril 2008. L'arbitrage s'est terminé à mi-chemin en avril 2008 lorsque l'acheteur a fait l'objet d'une mise sous séquestre et a été jugé insolvable. Une radiation de 8,5 millions \$ (déduction faite d'une économie d'impôts de 1,5 million \$) a été constatée en 2008 car, conformément aux prises de position comptables pertinentes, la Société a estimé que les conditions de dépréciation existaient à la date des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2008.

Sommaire des activités abandonnées

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2009	2008	2007
Perte nette du service de télécommunications de CAE Elektronik GmbH, déduction faite d'une économie d'impôts de 0,1\$ en 2009 et de 1,0\$ en 2008	(0,3) \$	(2,2) \$	– \$
Perte nette des Systèmes forestiers, déduction faite d'une économie d'impôts de 0,1\$ en 2009, de 1,7\$ en 2008 et de 0,1\$ en 2007	(0,7)	(9,7)	(0,7)
Résultat net des autres activités abandonnées, déduction faite d'une économie d'impôts de néant en 2009, de 0,1\$ en 2008 et de 0,3\$ en 2007	(0,1)	(0,2)	(1,0)
Résultat des activités abandonnées	(1,1) \$	(12,1) \$	(1,7) \$
Résultat net de base et dilué par action des activités abandonnées	(0,01) \$	(0,05) \$	(0,01) \$

NOTE 6 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés au bilan consolidé déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs, comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	35,1 \$	38,0 \$
31-60 jours	12,0	10,7
61-90 jours	13,1	6,3
Plus de 90 jours	28,0	20,6
Total	88,2 \$	75,6 \$
Provision pour créances douteuses	(8,2) \$	(7,4) \$
Comptes clients courants	122,9	81,2
Comptes débiteurs non facturés	55,4	48,5
Actifs d'instruments dérivés	32,2	17,2
Autres débiteurs	31,9	39,9
Total des comptes débiteurs	322,4 \$	255,0 \$

La Société a conclu une entente lui permettant de vendre les comptes débiteurs de tiers à une institution financière pour un montant pouvant atteindre 50 millions \$. Aux termes des conditions de cette entente, la Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Les comptes débiteurs choisis sont vendus à un tiers pour une contrepartie en trésorerie, qui est sans recours contre la Société. Au 31 mars 2009, des comptes débiteurs déterminés de 45,6 millions \$ (43,7 millions \$ en 2008) avaient été vendus à l'institution financière dans le cadre de cette entente. Le produit de la vente (déduction faite de frais de 0,8 million \$; 0,5 million \$ en 2008) a servi à régler les frais généraux de l'entreprise et à rembourser des emprunts aux termes des facilités de crédit de la Société.

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	(7,4) \$	(4,4) \$
Ajouts	(10,0)	(6,4)
Radiations	10,3	3,2
Écart de change	(1,1)	0,2
Provision pour créances douteuses à la fin de l'exercice	(8,2) \$	(7,4) \$

NOTE 7 – STOCKS

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Contrats à long terme (non encore facturés)	215,3 \$	138,9 \$
Travaux en cours	79,1	56,0
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	39,8	35,0
Total	334,2 \$	229,9 \$

Le montant des stocks, compte non tenu des contrats à long terme, comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Travaux en cours	78,9 \$	81,4 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	64,9	36,7
Total	143,8 \$	118,1 \$

Le montant comptabilisé en charges au titre de la dépréciation des stocks s'élevait à 2,8 millions \$ pour l'exercice 2009 (2,4 millions \$ en 2008; 1,9 million \$ en 2007) et a été inclus dans le coût des ventes. Les reprises de dépréciation de valeur des stocks qui ont été comptabilisées en charges dans les périodes antérieures du fait de l'augmentation de la valeur nette de réalisation se chiffraient à 1,1 million \$ pour l'exercice 2009 (1,4 million \$ en 2008; 2,1 millions \$ en 2007). La valeur comptable des stocks donnés en garantie d'emprunts s'élevait à 2,8 millions \$ au 31 mars 2009 (2,0 millions \$ en 2008).

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions)

	2009						2008					
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	24,3	\$ –	\$ 24,3	\$ 23,2	\$ –	\$ 23,2	\$ 23,2	\$ –	\$ 23,2	\$ 23,2	\$ –	\$ 23,2
Immeubles et améliorations	273,5	91,3	182,2	244,4	80,2	164,2	244,4	80,2	164,2	244,4	80,2	164,2
Simulateurs	1 020,6	189,1	831,5	756,5	111,5	645,0	756,5	111,5	645,0	756,5	111,5	645,0
Matériel et outillage	198,2	134,3	63,9	193,6	125,4	68,2	193,6	125,4	68,2	193,6	125,4	68,2
Avions et moteurs	15,0	2,0	13,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actifs visés par des contrats de location-acquisition ⁽¹⁾	44,3	25,5	18,8	33,3	23,6	9,7	33,3	23,6	9,7	33,3	23,6	9,7
Actifs en construction	168,7	–	168,7	136,5	–	136,5	136,5	–	136,5	136,5	–	136,5
	1 744,6	\$ 442,2	\$ 1 302,4	\$ 1 387,5	\$ 340,7	\$ 1 046,8	\$ 1 387,5	\$ 340,7	\$ 1 046,8	\$ 1 387,5	\$ 340,7	\$ 1 046,8

⁽¹⁾ Comprend des simulateurs, du matériel et de l'outillage ainsi qu'un immeuble.

La période moyenne restante d'amortissement pour les simulateurs est de 15 ans.

NOTE 9 – ACTIFS INCORPORELS

(en millions)

	2009						2008					
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Appellations commerciales	14,8	\$ 4,2	\$ 10,6	\$ 12,2	\$ 2,5	\$ 9,7	\$ 12,2	\$ 2,5	\$ 9,7	\$ 12,2	\$ 2,5	\$ 9,7
Relations avec la clientèle	22,7	3,4	19,3	8,4	1,0	7,4	8,4	1,0	7,4	8,4	1,0	7,4
Ententes contractuelles avec des clients	8,8	4,7	4,1	6,8	3,2	3,6	6,8	3,2	3,6	6,8	3,2	3,6
Technologies	24,0	5,3	18,7	21,9	2,5	19,4	21,9	2,5	19,4	21,9	2,5	19,4
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	33,5	10,8	22,7	27,6	7,6	20,0	27,6	7,6	20,0	27,6	7,6	20,0
Autres actifs incorporels	4,4	2,7	1,7	4,0	2,1	1,9	4,0	2,1	1,9	4,0	2,1	1,9
	108,2	\$ 31,1	\$ 77,1	\$ 80,9	\$ 18,9	\$ 62,0	\$ 80,9	\$ 18,9	\$ 62,0	\$ 80,9	\$ 18,9	\$ 62,0

L'historique des actifs incorporels s'établit comme suit :

(en millions)

	2009	2008
Solde d'ouverture	62,0 \$	36,0 \$
Acquisitions (note 3)	11,0	28,2
ERP et autres acquisitions de logiciels	5,4	7,2
Autres ajouts	2,5	1,1
Amortissement	(9,7)	(7,8)
Écart de change	5,9	(2,7)
Solde de clôture	77,1 \$	62,0 \$

L'amortissement annuel pour les cinq prochains exercices s'élèvera à environ 9,1 millions \$.

NOTE 10 – ÉCART D'ACQUISITION

(en millions)

	2009					
	Produits de simulation – Civil	Formation et services associés – Civil	Produits de simulation – Militaire	Formation et services associés – Militaire	Total	
Solde d'ouverture	– \$	0,8 \$	76,3 \$	38,4 \$	115,5 \$	
Acquisitions (note 3)	–	24,4	0,3	–	24,7	
Écart de change	–	2,4	11,3	5,2	18,9	
Solde de clôture	– \$	27,6 \$	87,9 \$	43,6 \$	159,1 \$	

(en millions)

	2008					
	Produits de simulation – Civil	Formation et services associés – Civil	Produits de simulation – Militaire	Formation et services associés – Militaire	Total	
Solde d'ouverture	– \$	– \$	54,6 \$	42,3 \$	96,9 \$	
Acquisitions (note 3)	–	0,8	28,0	–	28,8	
Écart de change	–	–	(6,3)	(3,9)	(10,2)	
Solde de clôture	– \$	0,8 \$	76,3 \$	38,4 \$	115,5 \$	

NOTE 11 – AUTRES ACTIFS

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Encaisse affectée	15,7	\$	8,6	\$
Participation dans CVS Leasing Ltd. et avances consenties à celle-ci ⁽ⁱ⁾	46,0		41,7	
Frais de développement reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé de 30,0\$ (26,7\$ en 2008) ⁽ⁱⁱ⁾	22,4		20,0	
Frais de pré-exploitation reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé de 25,7\$ (23,6\$ en 2008) ⁽ⁱⁱⁱ⁾	10,4		12,7	
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé de 17,9\$ (17,0\$ en 2008)	2,6		3,5	
Comptes débiteurs à long terme	1,3		2,0	
Actifs au titre des prestations constituées (note 23)	28,4		25,9	
Autres, déduction faite de l'amortissement cumulé de 7,8\$ (6,7\$ en 2008)	5,7		10,1	
Actifs d'instruments dérivés à long terme	19,1		13,7	
	151,6	\$	138,2	\$

⁽ⁱ⁾ La Société mène un consortium qui a été retenu par le ministère de la Défense (MoD) du Royaume-Uni pour concevoir, construire, gérer, financer et exploiter un centre de formation intégrée sur simulateurs pour les équipages d'hélicoptères moyens de soutien de la Royal Air Force. Le contrat a une durée de 40 ans et peut être résilié par le MoD après 20 ans, soit en 2018.

En ce qui a trait à ce contrat, la Société a créé CAE Aircrew Training Plc (Aircrew). La Société détient une participation de 77 % dans la filiale, le reste des participations étant comptabilisées comme les participations minoritaires des autres partenaires du consortium. Cette filiale a loué les terrains du MoD, a construit l'installation et exploite le centre de formation. La consolidation d'Aircrew avec les comptes de la Société s'est faite depuis son établissement.

Par ailleurs, la Société est actionnaire minoritaire à 12 % de CVS Leasing Ltd. (CVS) et lui a avancé des fonds. CVS est l'entité qui possède les simulateurs et autres équipements loués à Aircrew.

⁽ⁱⁱ⁾ Les frais de R-D ont totalisé 125,6 millions \$ pour l'exercice (113,7 millions \$ en 2008; 99,8 millions \$ en 2007) incluant une charge d'amortissement de 3,3 millions \$ (2,9 millions \$ en 2008; 4,8 millions \$ en 2007). De ce montant, 91,7 millions \$ représente le montant passé en charge au cours de l'exercice (78,1 millions \$ en 2008; 80,3 millions \$ en 2007). L'excédent est reporté à différentes rubriques au bilan dont un montant de 10,5 millions \$ déduit des contributions gouvernementales est enregistré à titre de frais de développement reportés (16,5 millions \$ en 2008; 3,0 millions en 2007) (voir la note 22 pour les contributions gouvernementales enregistrées en déduction de ces charges).

⁽ⁱⁱⁱ⁾ La Société reporte les frais de pré-exploitation engagés durant la période antérieure à l'exploitation pour toute nouvelle activité. La capitalisation cesse et l'amortissement commence en même temps que les activités. Durant l'exercice 2009, 1,8 millions \$ ont été capitalisés (3,9 millions \$ en 2008) et un amortissement de 2,1 millions \$ a été inscrit (2,0 millions \$ en 2008; 3,0 millions \$ en 2007).

NOTE 12 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Dette à long terme

(en millions)	2009				2008			
	Montant brut	Coûts de transaction	Rajustement de base de calcul de la dette	Dette nette	Montant brut	Coûts de transaction	Rajustement de base de calcul de la dette	Dette nette
Dette avec recours								
(i) Billets de premier rang (60,0\$US échéant en juin 2009 et 33,0\$US échéant en juin 2012)	117,2 \$	(0,1) \$	5,3 \$	122,4 \$	95,6 \$	(0,2) \$	4,3 \$	99,7 \$
(ii) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables d'une durée de cinq ans échéant en juillet 2010 (400,0\$US et 100,0€)	—	—	—	—	—	—	—	—
(iii) Emprunts à terme échéant en mai et en juin 2011 (encours de 12,6€ et de 2,6€ au 31 mars 2009; et encours de 18,3€ et de 3,6€ au 31 mars 2008)	25,5	—	—	25,5	35,6	—	—	35,6
(iv) Obligations garanties de Grapevine Industrial Development Corporation, échéant en janvier 2010 et 2013 (27,0\$US)	34,0	—	—	34,0	27,7	—	—	27,7
(v) Obligations garanties de Miami Dade County, échéant en mars 2024 (11,0\$US)	13,9	—	—	13,9	11,3	—	—	11,3
(vi) Autres dettes, échéant à diverses dates entre avril 2010 et mars 2016	18,1	—	—	18,1	11,3	—	—	11,3
(vii) Obligations découlant de contrats de location-acquisition	26,2	—	—	26,2	8,1	—	—	8,1
Dette sans recours ⁽¹⁾								
(viii) Emprunt à terme garanti de 12,7£, échéant en octobre 2016 (encours de 3,5£ au 31 mars 2009 et de 4,0£ au 31 mars 2008)	6,4	—	—	6,4	8,2	—	—	8,2
(ix) Emprunt à terme échéant en décembre 2019 (encours de 40,9€ au 31 mars 2009, et de 32,5€ au 31 mars 2008)	68,4	(1,2)	—	67,2	52,8	(1,3)	—	51,5
(x) Emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en août 2014 (encours de 21,7\$US, de 59,5¥ et de 49,0\$HK au 31 mars 2009; et de 18,1\$US, 40,7¥, néant \$HK au 31 mars 2008)	46,3	—	—	46,3	24,4	—	—	24,4
(xi) Emprunt à terme échéant en 2014 (encours de 24,8\$US et de 9,6£ au 31 mars 2009; et de 25,2\$US, 9,9£ au 31 mars 2008)	48,6	(1,8)	—	46,8	46,0	(2,3)	—	43,7
Emprunt à terme échéant en 2018 (encours de 43,2\$US et de 8,5£ au 31 mars 2009; et de 43,2\$US et de 8,5£ au 31 mars 2008)	69,6	(3,0)	—	66,6	61,5	(3,2)	—	58,3
(xii) Emprunt à terme garanti échéant en 2025 (encours de 6,0\$US au 31 mars 2009; et de néant au 31 mars 2008)	7,6	(0,7)	—	6,9	—	—	—	—
Total de la dette à long terme	481,8 \$	(6,8) \$	5,3 \$	480,3 \$	382,5 \$	(7,0) \$	4,3 \$	379,8 \$
Moins :								
Partie à court terme de la dette à long terme	122,6	(1,0)	—	121,6	27,6	(1,0)	—	26,6
Partie à court terme des contrats de location-acquisition	4,0	—	—	4,0	0,7	—	—	0,7
	355,2 \$	(5,8) \$	5,3 \$	354,7 \$	354,2 \$	(6,0) \$	4,3 \$	352,5 \$

(1) La dette sans recours, est classée ainsi lorsque le recours contre la dette d'une filiale est limité à l'actif, à la participation et à l'engagement de cette filiale.

- (i) Dans le cadre d'un placement privé, la Société a emprunté 93,0 millions \$US (93,0 millions \$US en 2008). Ces billets de premier rang non garantis ont égalité de rang avec les financements bancaires à terme et doivent être remboursés en montants fixes de 60,0 millions \$US en 2009 et de 33,0 millions \$US en 2012. Des versements d'intérêt au taux fixe moyen de 7,6 % sont exigibles semestriellement, en juin et en décembre. La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt aux termes desquels le taux d'intérêt fixe sur une tranche de 33,0 millions \$US des billets de premier rang a été échangé contre l'équivalent du TIOL à trois mois majoré de 3,6 %. La Société détient un contrat de swap de taux d'intérêt qui remplace le contrat de swap qui avait été conclu au moment où la dette avait été contractée. Le contrat de swap actuel est désigné comme couverture de juste valeur du placement privé en raison des fluctuations du TIOL. En ce qui a trait à la couverture de juste valeur, les gains ou pertes sur les éléments couverts attribuables aux risques couverts sont comptabilisés comme un ajustement à la valeur comptable de ces éléments. Dans le cas de la couverture de juste valeur qui a été abandonnée avant la date de l'opération, la valeur comptable de l'élément couvert est rajustée du solde de tout gain ou perte sur l'élément de couverture. Ainsi, le rajustement de base de calcul de la dette a été constaté avec le placement privé à titre d'augmentation du montant brut de la dette à long terme.
- (ii) Le 7 juillet 2005, la Société a conclu une facilité de crédit renouvelable. Cette facilité de crédit à terme non garantie renouvelable (400,0 millions \$US et 100,0 millions €) avait une durée de cinq ans, échéant en juillet 2010. La facilité est assortie de clauses portant sur le montant minimal des capitaux propres, ainsi que sur les ratios de couverture des intérêts et de la dette. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par les services de notation de Standard & Poor's.
- (iii) La Société et Iberia Lineas de España ont fusionné leurs activités de formation aéronautique en Espagne. Les exploitants ont financé l'acquisition des simulateurs de CAE et d'Iberia au moyen d'un financement adossé à des actifs et échéant en mai et en juin 2011. Conformément aux contrats de location, si l'entente d'octobre 2003 était résiliée, CAE et Iberia seraient tenues de racheter les simulateurs qu'elles ont donnés, en proportion de la juste valeur de ces simulateurs, pour un montant total égal à l'encours de l'accord de financement. Le capital doit être remboursé trimestriellement sur la durée du financement. Le taux d'intérêt implicite est de 4,60 %. Au 31 mars 2009, la valeur comptable nette des simulateurs faisant l'objet du financement était d'environ 89,4 millions \$ (53,5 millions €) [85,0 millions \$ en 2008 (52,3 millions €)].
- (iv) Il s'agit d'obligations appelées « Airport Improvement Revenue Bonds » qu'a émises Grapevine Industrial Development Corporation, de Grapevine (Texas). Ces émissions, qui totalisent 8,0 millions \$US et 19,0 millions \$US arrivent à échéance en 2010 et en 2013, respectivement. Les taux sont établis périodiquement par un négociateur, d'après la conjoncture du marché. Pour ce qui est des obligations échéant en 2010, le taux est établi chaque semaine. Dans le cas des obligations échéant en 2013, le taux est fixé annuellement et est assujéti à un plafond de 10 % permis par les lois applicables actuelles. Au 31 mars 2009, le taux combiné des deux séries était d'environ 3,06 % (4,69 % en 2008). Une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours des emprunts.
- (v) Les obligations de Miami Dade County, échéant en mars 2024 (11,0 millions \$US), sont garanties par un simulateur. Au 31 mars 2009, le taux variable applicable, qui est redéfini toutes les semaines, s'établissait à 3,10 %. De plus, une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours des emprunts.
- (vi) Les autres dettes comprennent une facilité non garantie de 35,0 millions \$ visant à garantir le financement des coûts d'établissement du système de gestion intégré (ERP), laquelle vient à échéance en mars 2016. Un prélèvement aux termes de la facilité peut être effectué uniquement lorsque les frais sont engagés, tous les trimestres, avec des remboursements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel. Les autres dettes comprennent également un emprunt de 0,9 million \$ (0,5 million €) au titre d'une école de pilotage de la Société, lequel vient à échéance en avril 2010. Le taux d'intérêt moyen sur ces emprunts est d'environ 6,1 %.
- (vii) Ces contrats de location-acquisition se rapportent à la location de diverses pièces de matériel, de simulateurs et d'un immeuble pris en charge à la suite des acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2009. Ces contrats de location sont assortis d'échéances allant de septembre 2009 à mars 2018 et portent intérêt à un taux réel variant de 3,98 % à 6,09 %. Le taux de location implicite du contrat de location-acquisition lié à l'immeuble était inférieur au taux du marché lors de sa constatation initiale, à la date de l'acquisition. Par conséquent, ce contrat a initialement été comptabilisé à une juste valeur de marché inférieure à sa valeur nominale. La dette s'accroîtra au fil du temps, et sa valeur nominale sera remboursée en totalité à l'échéance.
- (viii) La Société a obtenu un financement de projet, qui a été refinancé en décembre 2004, pour l'une de ses filiales afin de financer le programme MSH du MoD du Royaume-Uni. La facilité de crédit comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. Le financement est sans recours contre CAE. L'intérêt sur ces emprunts est calculé à un taux qui se rapproche du TIOL, majoré de 0,85 %. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 3,5 millions £, au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. Au 31 mars 2009, la valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 35,8 millions £ (31,2 millions £ en 2008).
- (ix) Emprunt à terme, échéant en décembre 2019, représentant la quote-part de CAE du projet NH90 en Allemagne. Le montant total disponible pour la société responsable du projet aux termes de la facilité est de 175,5 millions €. La dette est sans recours contre CAE. Les emprunts portent intérêt au TIBEUR et, en vertu d'un swap, font l'objet d'un taux fixe de 4,8 %.
- (x) Emprunts à terme, représentant la quote-part de CAE de la dette liée à l'acquisition de simulateurs et à l'agrandissement de l'immeuble, sans recours contre la Société, dans le cadre de sa participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited. Les emprunts à terme, contractés auprès de plusieurs institutions financières, sont libellés en dollars US, en renminbis chinois (¥) et en dollars de Hong Kong (\$HK). Les emprunts libellés en dollars US portent intérêt à un taux variable correspondant au TIOL majoré d'une marge de 0,45 % à 1 % et échoient entre août 2008 et août 2014. Les emprunts libellés en ¥ portent intérêt à un taux local d'intérêt et échoient entre septembre 2008 et septembre 2011. Les emprunts libellés en \$HK portent intérêt aux taux \$HK HIBOR majoré d'une marge de 1,5 % et échoient en avril 2009.

- (xi) Au cours de l'exercice 2008, la Société a obtenu un financement sans recours pour deux nouveaux centres de formation pour l'aviation civile. Au 31 mars 2009, le montant de l'emprunt se chiffrait à environ 118,2 millions \$ (68,0 millions \$US et 18,1 millions £). Les retraits se divisent en deux tranches. Pour la tranche A, l'amortissement du capital et des intérêts est trimestriel et débutera en décembre 2008 avec une échéance en juin 2014. Pour la tranche B, l'amortissement du capital et des intérêts est trimestriel et débutera en juillet 2014 avec une échéance en juin 2018. L'emprunt est sans recours contre la Société, il est garanti sur les actifs des centres de formation et il est contre-garanti par les flux de trésorerie dégagés par les deux centres de formation. Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 8,28 %.
- (xii) Au cours de l'exercice 2009, la Société et ses associés ont obtenu un financement garanti sans recours de 42,1 millions \$US pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited, un centre de formation d'aviation militaire au Bangalore, en Inde. L'amortissement semi-annuel de la dette commence en septembre 2013 avec une échéance en septembre 2025. Après prise en compte de l'effet du swap de taux d'intérêt, le taux fixe d'intérêt est de 10,35 % par année. Au 31 mars 2009, la quote-part de l'encours de CAE est de 6,0 millions \$US.

Les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme et de la valeur nominale des contrats de location-acquisition s'établissent comme suit :

(en millions)	Dette à long terme	Contrat de location-acquisition	Total
2010	122,6 \$	4,0 \$	126,6 \$
2011	32,9	10,3	43,2
2012	27,3	1,9	29,2
2013	89,8	1,9	91,7
2014	35,9	2,0	37,9
Par la suite	147,1	7,3	154,4
	455,6 \$	27,4 \$	483,0 \$

Au 31 mars 2009, CAE respectait ses engagements financiers.

Dette à court terme

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire non garantie et non engagée qui est libellée en euros et qui totalise 5,0 millions \$ (4,9 millions \$ en 2008; 4,6 millions \$ en 2007), sur laquelle aucun montant n'avait été prélevé au 31 mars 2009 (néant en 2008). La marge de crédit porte intérêt à un taux de référence en euros.

Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

(en millions)	2009	2008	2007
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	26,9 \$	23,9 \$	18,5 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	3,2	2,7	2,3
Intérêts capitalisés	(5,9)	(4,7)	(4,1)
Intérêts sur la dette à long terme	24,2 \$	21,9 \$	16,7 \$
Intérêts créditeurs	(2,6) \$	(3,0) \$	(4,8) \$
Autres intérêts créditeurs, montant net	(1,4)	(1,4)	(1,3)
Intérêts créditeurs, montant net	(4,0) \$	(4,4) \$	(6,1) \$
Intérêts débiteurs, montant net	20,2 \$	17,5 \$	10,6 \$

Les intérêts créditeurs enregistrés par la Société comprennent essentiellement les intérêts perçus sur l'encaisse et les avances de fonds consenties à CVS. CVS est une société qui détient des simulateurs et autres pièces de matériel qui servent à la formation des pilotes des Forces armées britanniques au centre de formation de la Société de la base aérienne de Benson, en Angleterre. La Société détient une participation minoritaire de 12 % dans CVS.

NOTE 13 – GAINS REPORTÉS ET AUTRES PASSIFS À LONG TERME

(en millions)	2009	2008
Gains reportés découlant des cessions-bails ⁽ⁱ⁾	52,8 \$	63,3 \$
Revenus constatés d'avance	31,6	21,3
Gains reportés	5,8	8,1
Obligation découlant des avantages sociaux (note 23)	32,5	29,2
Part des actionnaires sans contrôle ⁽ⁱⁱ⁾	20,8	20,2
Dette à long terme payable à Investissement Québec	—	0,7
Passifs à long terme d'instruments dérivés	20,4	9,1
Obligation au titre de la rémunération en vertu du RDLT et du RDNR	17,1	22,0
Autres	4,6	11,0
	185,6 \$	184,9 \$

⁽ⁱ⁾ L'amortissement qui se rapporte à ces éléments se chiffre à 4,4 millions \$ pour l'exercice (3,8 millions \$ en 2008; 4,0 millions \$ en 2007).

⁽ⁱⁱ⁾ Part des actionnaires sans contrôle de 23 % dans le centre de formation Aircrew du secteur Militaire de CAE, de 20 % dans les centres de formation du secteur Civil à Madrid et de 10 % dans AAE.

NOTE 14 – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le rapprochement des impôts sur les bénéfices aux taux canadiens prévus par la loi et des impôts sur les bénéfices présentés s'établit comme suit :

<i>(en millions sauf les taux d'imposition)</i>	2009		2008		2007	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et activités abandonnées	283,4	\$	234,0	\$	178,8	\$
Taux d'imposition canadiens prévus par la loi	30,92	%	31,80	%	32,08	%
Impôts sur les bénéfices aux taux canadiens prévus par la loi	87,6	\$	74,4	\$	57,4	\$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales étrangères	(7,3)		(5,5)		(2,8)	
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	5,0		4,1		0,3	
Économies d'impôts découlant de pertes d'exploitation non constatées antérieurement	(0,3)		(1,8)		(2,3)	
Gain en capital non imposable	(0,8)		(0,2)		(0,6)	
Éléments non déductibles	2,0		5,0		2,4	
Ajustements et cotisations d'impôts d'exercices antérieurs	1,5		(2,0)		(1,0)	
Incidence du changement de taux d'imposition sur les impôts futurs	(0,6)		(2,4)		(1,2)	
Crédit d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposable	(1,0)		(0,9)		(0,8)	
Autres économies d'impôts non constatées antérieurement	(3,0)		(2,5)		(3,2)	
Autres	(0,2)		1,0		1,5	
Total de la charge d'impôts	82,9	\$	69,2	\$	49,7	\$

Les principaux éléments de la charge d'impôts attribuable aux activités poursuivies s'établissent ainsi :

<i>(en millions)</i>	2009		2008		2007	
Charge d'impôts exigibles	74,9	\$	42,8	\$	63,9	\$
Charge (économie) d'impôts futurs						
Économies d'impôts découlant de pertes d'exploitation non constatées antérieurement	(0,3)		(1,8)		(2,3)	
Incidence du changement de taux d'imposition sur les impôts futurs	(0,6)		(2,4)		(1,2)	
Autres économies d'impôts non constatées antérieurement	(3,0)		(2,5)		(3,2)	
Variation liée aux écarts temporaires	11,9		33,1		(7,5)	
Total de la charge d'impôts	82,9	\$	69,2	\$	49,7	\$

L'incidence fiscale des écarts temporaires qui ont donné lieu aux actifs et aux passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Actifs d'impôts futurs				
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	42,8	\$	39,0	\$
Reports prospectifs des pertes en capital	2,0		2,4	
Actifs incorporels	9,4		11,7	
Montants non déductibles pour l'exercice	21,3		20,0	
Revenus reportés	9,9		10,7	
Report d'économie d'impôts	6,0		4,6	
Frais de recherche et de développement non réclamés	4,5		3,9	
Autres	3,4		—	
	99,3	\$	92,3	\$
Provision pour moins-value	(21,4)		(20,6)	
	77,9	\$	71,7	\$
Passifs d'impôts futurs				
Crédits d'impôt à l'investissement	(15,5)	\$	(18,3)	\$
Immobilisations corporelles	(29,2)		(13,9)	
Différence entre la méthode de l'avancement des travaux et celle de l'achèvement des travaux	(2,1)		(8,8)	
Frais de recherche et de développement reportés	(0,7)		(0,2)	
Autres	—		(0,1)	
	(47,5)	\$	(41,3)	\$
Actifs d'impôts futurs, montant net	30,4	\$	30,4	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme, montant net	5,3	\$	14,1	\$
Actifs d'impôts futurs à long terme, montant net	86,0		64,3	
Passifs d'impôts futurs à court terme, montant net	(20,9)		(16,8)	
Passifs d'impôts futurs à long terme, montant net	(40,0)		(31,2)	
	30,4	\$	30,4	\$

Au 31 mars 2009, relativement à des activités exercées au Canada, la Société avait cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 17,3 millions \$. Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 5,1 millions \$ a été constaté à l'égard de ces reports de pertes.

Au 31 mars 2009, relativement à des activités exercées aux États-Unis, la Société avait cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 11,7 millions \$ (9,3 millions \$US). Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 2,6 millions \$ (2,1 millions \$US) a été constaté à l'égard de ces reports de pertes.

Relativement à des activités menées dans d'autres pays, la Société a cumulé des pertes autres qu'en capital reportées d'environ 107,4 millions \$. Aux fins de la présentation de l'information financière, un actif d'impôts futurs net de 22,9 millions \$ a été constaté.

Relativement à des activités exercées aux États-Unis, la Société a également cumulé des pertes en capital reportées d'environ 5,8 millions \$ (4,6 millions \$US). Aucun actif d'impôts futurs n'a été constaté dans les états financiers, la provision pour moins-value ayant été constituée pour la totalité du montant.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

(en millions)

Année d'expiration	États-Unis (\$US)	Autres pays (\$CA)
2010	– \$US	3,7 \$
2013	5,4	–
2015	–	0,6
2020-2029	3,9	18,8
Sans expiration	–	101,6
	9,3 \$US	124,7 \$

La provision pour moins-value concerne principalement les avantages fiscaux découlant de pertes prospectivement dont la réalisation n'est pas probable en raison des antécédents en matière de report de pertes, de l'incertitude quant à la réalisation de bénéfices futurs imposables suffisants et des échéances prescrites par les lois fiscales donnant lieu aux avantages fiscaux éventuels. En 2009, la provision pour moins-value a été réduite de 3,3 millions \$ (4,3 millions \$ en 2008) lorsque l'évaluation de la Société a fait apparaître comme plus probable qu'improbable que des économies d'impôt seraient réalisées.

NOTE 15 – CAPITAL-ACTIONS

Capital-actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Émis

Le tableau qui suit présente le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société :

(en millions, sauf le nombre d'actions)

	2009		2008		2007	
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Nombre d'actions	Valeur attribuée
Solde au début de l'exercice	253 969 836	418,9 \$	251 960 449	401,7 \$	250 702 430	389,0 \$
Émissions d'actions ^(a)	–	–	169 851	0,8	–	–
Options sur actions exercées	1 077 200	9,3	1 814 095	13,9	1 236 895	10,0
Transfert du surplus d'apport à l'exercice d'options	–	1,0	–	2,2	–	2,5
Dividendes en actions	99 407	1,0	25 441	0,3	21 124	0,2
Solde à la fin de l'exercice	255 146 443	430,2 \$	253 969 836	418,9 \$	251 960 449	401,7 \$

^(a) Le 30 novembre 2007, la Société a émis 169 851 actions ordinaires, au prix unitaire de 4,71 \$, pour couvrir le quatrième et dernier paiement du coût d'acquisition de CAE Services professionnels (Canada) inc.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	2009	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	254 756 989	253 406 176	251 110 476
Effet dilutif des options sur actions	201 817	1 160 474	1 894 730
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	254 958 806	254 566 650	253 005 206

Des options d'achat de 1 992 880 actions ordinaires (1 144 704 en 2008; 1 397 200 en 2007) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

NOTE 16 – RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2009, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 15 047 696. Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus six ans, mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Un rapprochement des options en cours est présenté ci-après :

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2009		2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	4 602 374	9,00 \$	5 441 915	7,57 \$	6 347 235	7,66 \$
Attribuées	829 600	13,09	1 167 588	14,06	647 700	9,13
Exercées	(1 077 200)	8,62	(1 814 095)	7,66	(1 236 895)	8,07
Éteintes	(79 574)	7,56	(47 034)	9,57	(316 125)	10,60
Échues	(64 050)	12,73	(146 000)	12,59	—	—
Options en cours à la fin de l'exercice	4 211 150	9,87 \$	4 602 374	9,00 \$	5 441 915	7,57 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 959 690	6,76 \$	2 543 545	7,26 \$	2 986 135	8,58 \$

Le tableau suivant offre une information sommaire concernant le ROA de la Société au 31 mars 2009 :

<i>Fourchette des prix d'exercice</i>	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
4,08 \$ à 6,03 \$	1 178 170	1,35	5,42 \$	1 057 145	5,37 \$
6,19 \$ à 9,12 \$	1 040 100	2,15	7,69	735 050	7,11
10,31 \$ à 14,10 \$	1 992 880	4,59	13,64	167 495	13,96
Total	4 211 150	3,08	9,87 \$	1 959 690	6,76 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, la charge de rémunération liée aux options sur actions de CAE a été constatée dans le résultat net consolidé, et un montant correspondant de 2,8 millions \$ (4,8 millions \$ en 2008; 2,6 millions \$ en 2007) a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis 2004.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2009	2008	2007
Hypothèses utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes :			
Rendement prévu de l'action	0,90 %	0,28 %	0,44 %
Volatilité prévue	29,3 %	33,0 %	45,0 %
Taux d'intérêt sans risque	3,50 %	4,64 %	4,38 %
Durée prévue des options	4 ans	4 ans	4 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	3,62 \$	4,57 \$	3,57 \$

Régime d'actionnariat

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. Le RA permet aux salariés d'y verser jusqu'à 18 % de leur salaire annuel de base. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y cotisent, puis versent 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ cotisée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. Le régime prévoit le report de l'impôt lié aux cotisations du salarié et de l'employeur dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB). Le fiduciaire du RA achète, au nom des participants, les actions ordinaires de la Société sur le marché libre, par l'intermédiaire de la TSX. La Société a inscrit une charge de rémunération de 4,3 millions \$ (3,9 millions \$ en 2008; 3,1 millions \$ en 2007) au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régime de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir toute rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à aider la Société à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit différé à la valeur d'actions a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la TSX dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les droits différés à la valeur d'actions expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

Au cours de l'exercice 2000, la Société avait mis sur pied un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou d'actions à dividendes différés dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à une partie ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et de jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont essentiellement les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants clés, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la TSX le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût du RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif à long terme connexe dans son bilan consolidé au poste *Gains reportés et autres passifs à long terme*. L'économie constatée pour l'exercice 2009 s'élève à 0,9 million \$ (une charge de 0,1 million \$ en 2008; une charge de 2,0 million \$ en 2007).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2009	2008
DDVA en cours au début de l'exercice	405 680	425 092
Droits attribués	80 410	42 599
Droits annulés	—	(127)
Droits rachetés	(22 526)	(63 128)
Dividendes versés sous forme de droits	5 728	1 244
DDVA en cours à la fin de l'exercice	469 292	405 680

Régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme

Les régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) de CAE visent à aider la Société à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. En vertu des RDLT, des DDVA sont attribués aux dirigeants et à des membres de la haute direction de la Société. Un DDVA attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. En outre, ces DDVA donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Exception faite du régime de l'exercice 2004 qui exclut le rachat des DDVA acquis à la démission volontaire du participant, les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

Régime de l'exercice 2004

Aux termes du régime de l'exercice 2004, les droits attribués sont acquis de façon égale sur quatre ans. Tous les droits attribués en vertu du régime sont maintenant acquis. L'économie constatée pour l'exercice 2009 s'est élevée à 0,6 million \$ (une charge de 0,1 million \$ en 2008; une charge de 0,2 million \$ en 2007).

Régime de l'exercice 2005

Le régime de l'exercice 2005 remplace celui de 2004 pour les années à venir. En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'une offre publique d'achat. L'économie constatée pour l'exercice 2009 s'est élevée à 0,9 million \$ (une charge de 3,2 millions \$ en 2008; une charge de 7,5 millions \$ en 2007).

Depuis l'exercice 2004, la Société a conclu des swaps sur actions dans le but de réduire l'effet des fluctuations du cours de ses actions sur ses résultats (note 18).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours en vertu du RDLT :

	Régime de l'exercice 2005		Régime de l'exercice 2004	
<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2009	2008	2009	2008
DDVA en cours au début de l'exercice	1 824 762	1 392 653	517 702	548 097
Droits attribués	269 806	481 577	—	—
Droits annulés	(6 305)	(27 115)	(14 543)	(5 161)
Droits rachetés	(97 013)	(27 760)	(101 861)	(26 863)
Dividendes versés sous forme de droits	27 919	5 407	5 768	1 629
DDVA en cours à la fin de l'exercice	2 019 169	1 824 762	407 066	517 702

Régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme

Régime de l'exercice 2005

En mai 2004, la Société a adopté un régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR) pour ses dirigeants et membres de la direction. Ce régime vise à améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Le RDNR est un régime d'intéressement à base d'actions.

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu de ce régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- (i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value d'au moins 33 % (croissance annuelle composée de 10 %) durant cette période;
- (ii) Les droits sont acquis à 50 % si les actions de CAE affichent une plus-value d'au moins 24 % (croissance annuelle composée de 7,5 %), mais de moins de 33 % durant cette période.

Aucun droit aux termes du RDNR n'est acquis si la valeur marchande des actions ordinaires s'apprécie de moins de 24 % durant la période précisée. De plus, le pourcentage de DNR acquis ne sera pas ajusté en proportion de toute plus-value des actions de CAE se situant entre 24 % et 33 % sur la période précisée. Les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, ont droit à une acquisition proportionnelle des DNR. L'économie constatée pour l'exercice 2009 s'est établie à 1,3 million \$ (une charge de 3,1 millions \$ en 2008; une charge de 12,1 millions \$ en 2007).

Régime de l'exercice 2008

En mai 2007, la Société a modifié le régime de l'exercice 2005 pour l'exercice 2008 et ceux à venir. Le RDNR vise à améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Le RDNR a été instauré sous forme de régime d'intéressement à base d'actions.

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime modifié deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- (i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value correspondant au moins à un taux de croissance annuel composé minimal, défini comme le taux de rendement sans risque sur 10 ans de la Banque du Canada à la date d'acquisition plus 350 points de base (3,50 %), durant la période d'évaluation, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel. Dans le cas des droits attribués pour l'exercice 2009, cela représente un objectif de 7 % (8 % en 2008) de croissance annuelle composée durant une période de trois ans;
- (ii) Les droits sont acquis à 50 % si, selon le prix d'attribution des droits, le cours moyen de clôture des actions ordinaires de CAE a égalé ou dépassé le rendement de l'indice Standard & Poor's Aerospace and Defence Index (S&P A&D index), rajusté en fonction des dividendes, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée peuvent se prévaloir d'une acquisition au prorata conditionnelle. La charge constatée pour l'exercice 2009 s'est élevée à 0,4 million \$ (0,5 million \$ en 2008).

Le tableau suivant présente les DNR en cours :

	Régime de l'exercice 2008		Régime de l'exercice 2005	
<i>Exercices terminés les 31 mars</i>	2009	2008	2009	2008
DNR en cours au début de l'exercice	340 974	–	1 065 710	2 009 666
Droits attribués	427 711	352 258	–	–
Droits annulés	(6 303)	(11 284)	(14 349)	(17 708)
Droits rachetés	–	–	(562 734)	(926 248)
Dividendes versés sous forme de droits	–	–	–	–
DNR en cours à la fin de l'exercice	762 382	340 974	488 627	1 065 710

NOTE 17 – GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- (i) Maximiser l'utilisation des emprunts dans le cadre de la gestion du coût du capital de la Société;
- (ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa qualité de crédit pour résister aux variations des cycles économiques;
- (iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société détermine le montant du capital en fonction des risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette ajustée sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette ajustée divisée par la somme de la dette nette ajustée et des capitaux propres. La dette nette ajustée représente la somme du total de la dette (figurant au bilan consolidé et comprenant la dette sans recours) et de la valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres, à savoir le capital-actions, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital sera maintenu à un niveau approprié en fonction du cycle économique et de la stratégie de croissance de la Société pour chaque secteur d'activité et sera par conséquent ajusté au fil du temps afin d'assurer l'atteinte des objectifs énoncés ci-dessus. Les ratios s'établissent comme suit :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(en millions)</i>	2009	2008
Total de la dette à long terme	480,3 \$	379,8 \$
Ajouter : valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan)	215,0	200,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(195,2)	(255,7)
Dette nette ajustée	500,1 \$	324,3 \$
Capitaux propres	1 205,1 \$	948,5 \$
Ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres	29:71	25:75

L'augmentation du ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres pour l'exercice 2009 est principalement attribuable à la hausse de la dette nette découlant des fluctuations de change des liquidités affectées à l'acquisition de la Sabena Flight Academy, ainsi qu'à d'autres frais généraux de l'entreprise et aux besoins en fonds de roulement.

Au premier trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation du dividende par action, qui est passé de 0,01 \$ à 0,03 \$.

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2009, la Société respecte toutes les clauses restrictives relatives à la préservation du capital.

NOTE 18 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une opération réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date du bilan. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Des hypothèses ou des facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables sont utilisés en l'absence de données externes. Les calculs de la juste valeur représentent les meilleures estimations de la Société concernant les conditions du marché à une date donnée. Étant donné la variabilité des facteurs qui déterminent la valeur des instruments financiers et le volume de ceux-ci, la juste valeur présentée ci-après pourrait ne pas être représentative des montants que la Société pourrait réaliser dans le contexte du marché actuel ou si elle réglait immédiatement l'instrument.

Les méthodes et hypothèses ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- (i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer sont évalués à leur valeur comptable au bilan, ce qui représente une estimation appropriée de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée;
- (ii) Les contrats de location-acquisition sont évalués selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- (iii) La juste valeur de la dette à long terme, d'obligation à long terme et des comptes débiteurs à long terme (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- (iv) La juste valeur des instruments dérivés de la Société (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques économiques ne sont pas clairement et étroitement liées à celles du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe des taux d'intérêt appropriée et ajustée pour tenir compte du risque de crédit lié à la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de bilan. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour les liquider à chaque date de bilan;
- (v) La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

Au 31 mars 2009

(en millions)

				Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	195,2 \$	– \$	– \$	195,2 \$	195,2 \$
Comptes débiteurs ^(a)	–	–	270,0 ^(b)	270,0	270,0
Autres actifs ^(a)	15,7 ^(c)	0,8 ^(d)	20,5 ^(e)	37,0	38,4
Actifs d'instruments dérivés	16,6 ^(f)	–	–	16,6	16,6
	227,5 \$	0,8 \$	290,5 \$	518,8 \$	520,2 \$

				Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers		Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a)	– \$	416,6 \$ ^(g)		416,6 \$	416,6 \$
Total de la dette à long terme	–	481,8 ^(h)		481,8	471,9
Gains reportés et autres passifs à long terme ^(a)	–	0,3 ⁽ⁱ⁾		0,3	0,3
Passifs d'instruments dérivés	17,2 ^(f)	–		17,2	17,2
	17,2 \$	898,7 \$		915,9 \$	906,0 \$

(a) Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

(b) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

(c) Comprend l'encaisse affectée.

(d) Représente la participation de la Société dans CVS.

(e) Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avances.

(f) Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

(g) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(h) Compte non tenu des coûts de transaction et des rajustements de la base de calcul de la dette.

(i) Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

Au 31 mars 2008

(en millions)

				Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	255,7 \$	– \$	– \$	255,7 \$	255,7 \$
Comptes débiteurs ^(a)	–	–	205,5 ^(b)	205,5	205,5
Autres actifs ^(a)	8,6 ^(c)	0,8 ^(d)	23,0 ^(e)	32,4	32,4
Actifs d'instruments dérivés	12,0 ^(f)	–	–	12,0	12,0
	276,3 \$	0,8 \$	228,5 \$	505,6 \$	505,6 \$

				Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers		Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a)	– \$	345,5 \$ ^(g)		345,5 \$	345,5 \$
Total de la dette à long terme	–	382,5 ^(h)		382,5	389,3
Gains reportés et autres passifs à long terme ^(a)	–	0,5 ⁽ⁱ⁾		0,5	0,5
Passifs d'instruments dérivés	16,9 ^(f)	–		16,9	16,9
	16,9 \$	728,5 \$		745,4 \$	752,2 \$

(a) Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

(b) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

(c) Comprend l'encaisse affectée.

(d) Représente la participation de la Société dans CVS.

(e) Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avantages.

(f) Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

(g) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(h) Compte non tenu des coûts de transaction et des rajustements de la base de calcul de la dette.

(i) Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à des fins de transaction. De plus, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis le 31 mars 2008.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, d'autres actifs et des actifs d'instruments dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 85,3 millions \$ au 31 mars 2009 (70,7 millions \$ au 31 mars 2008).

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, particulièrement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et de la rémunération à base d'actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des opérations prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Le tableau suivant montre, aux 31 mars, la distinction entre la valeur comptable des instruments financiers dérivés et des passifs financiers non dérivés qui sont désignés comme couvertures efficaces et la valeur comptable de ceux qui ne le sont pas :

(en millions)	2009		2008	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur				
Swaps de taux d'intérêt	2,5 \$	— \$	1,3 \$	— \$
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme	22,7 \$	25,1 \$	13,7 \$	12,8 \$
Dérivés incorporés sur devises	—	1,3	—	—
Swaps de devises	9,5	—	1,6	0,1
Swaps de taux d'intérêt	—	12,9	2,3	4,3
	32,2 \$	39,3 \$	17,6 \$	17,2 \$
Instruments financiers dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction				
Contrats de change à terme	2,4 \$	14,0 \$	8,6 \$	3,4 \$
Dérivés incorporés sur devises	12,8	3,2	3,4	12,1
Swap sur actions	1,4	—	—	1,4
	16,6 \$	17,2 \$	12,0 \$	16,9 \$
Total des instruments financiers dérivés	51,3 \$	56,5 \$	30,9 \$	34,1 \$
Passifs financiers non dérivés désignés comme couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes				
Total de la dette à long terme ^(a)	— \$	41,6 \$	— \$	33,9 \$
Autres passifs financiers non dérivés				
Comptes créditeurs et charges à payer	—	416,6	—	345,5
Total de la dette à long terme ^(a)	—	440,2	—	348,6
Gains reportés et autres passifs à long terme	—	0,3	—	0,5
Total des passifs financiers non dérivés	— \$	898,7 \$	— \$	728,5 \$
Total des instruments financiers dérivés et des passifs financiers non dérivés	51,3 \$	955,2 \$	30,9 \$	762,6 \$

^(a) Compte non tenu des coûts de transaction et des rajustements de la base de calcul de la dette.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes relatives à des instruments financiers qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré et surveillé indépendamment par les quatre secteurs, plus particulièrement en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. Les comptes clients sont initialement constatés à la juste valeur, puis au coût après amortissement, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 6). La valeur comptable du compte client est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision et le montant de toute augmentation de la provision est porté en résultat. Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations de crédit sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes sur contrats, acomptes qui ne sont pas remboursables. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais plutôt d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs à un tiers, sans possibilité de recours. La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès de divers syndicats composés d'importantes institutions financières japonaises, américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une codification de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de la International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des opérations sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation des montants bruts des évaluations au prix du marché, lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des opérations visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des gains et des pertes sur chaque opération excède le seuil défini dans la convention cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée dans les tableaux des instruments financiers ci-dessus représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes. De plus, un montant de 34,7 millions \$ au 31 mars 2009 (18,9 millions \$ au 31 mars 2008) représente l'exposition maximale au risque de crédit des dérivés qui sont désignés et qui constituent des instruments de couverture efficaces.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse répondre à une demande de liquidité ou honorer ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi constant des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision détaillée de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les dettes hors bilan. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à des facilités de crédit renouvelables non garanties de 400,0 millions \$US et de 100,0 millions €. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$. La Société est constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, à partir de la date du bilan consolidé jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

<i>Au 31 mars 2009 (en millions)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0-12 mois	13-24 mois	25-36 mois	37-48 mois	49-60 mois	Par la suite
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a, f)	416,6	\$ 416,6	\$ 416,6	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —
Contrats de change à terme ^(b)	14,0							
Sorties de fonds		693,8	561,5	102,7	15,5	4,0	10,1	—
Rentrées de fonds		(678,5)	(555,9)	(96,0)	(13,8)	(3,6)	(9,2)	—
Total de la dette à long terme ^(c)	481,8	584,3	145,2	59,8	45,2	104,0	48,1	182,0
Swap de dérivés sur la dette à long terme ^(d)	0,9							
Sorties de fonds		113,5	8,8	10,3	12,7	11,8	12,7	57,2
Rentrées de fonds		(106,5)	(6,6)	(7,7)	(11,1)	(11,0)	(11,6)	(58,5)
Gains reportés et autres passifs à long terme ^(e, f)	0,3	0,3	—	0,1	0,2	—	—	—
	913,6	\$ 1 023,5	\$ 569,6	\$ 69,2	\$ 48,7	\$ 105,2	\$ 50,1	\$ 180,7

(a) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(b) Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

(c) Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

(d) Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

(e) Comprend d'autres passifs à long terme.

(f) Exclut les passifs financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, les établissements étrangers de la Société sont essentiellement autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements étrangers.

Les secteurs gèrent également le risque de change en concluant des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise d'exposition de certains postes du bilan. La Société applique la comptabilité de couverture à un grand nombre d'opérations prévues et d'engagements fermes libellés en devises qui sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie.

Au 31 mars 2009, les contrats de change à terme conclus par la Société totalisaient 708,9 millions \$ (contrats d'achat pour 95,6 millions \$ et contrats de vente pour 613,3 millions \$). Ces contrats visent essentiellement à réduire le risque de variation des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues et des engagements de vente fermes, des ventes prévues et de la dette en devises. Dans une certaine mesure, la Société conclut aussi des contrats de change à terme qui offrent une couverture économique mais qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture des dérivés incorporés sur devises qui résultent principalement des engagements de vente fermes libellés en dollars US avec des sociétés établies en Europe, en Australie et dans certains pays d'Asie.

Les contrats de change à terme consolidés en cours aux 31 mars s'établissaient comme suit :

(en millions, sauf taux moyen)

	2009		2008	
Devises (vente / achat)	Valeur nominale ⁽¹⁾	Taux moyen	Valeur nominale ⁽¹⁾	Taux moyen
\$US / \$CA				
Moins de 1 an	356,1 \$	0,84	268,7 \$	0,97
De 1 à 3 ans	83,8	0,87	62,8	0,95
De 3 à 5 ans	13,8	0,90	5,8	0,92
\$US / \$AU				
Moins de 1 an	—	—	0,2	0,88
\$CA / €				
Moins de 1 an	—	—	17,6	1,46
€ / \$CA				
Moins de 1 an	78,9	0,63	84,5	0,67
De 1 à 3 ans	22,9	0,66	23,1	0,66
De 3 à 5 ans	0,8	0,66	0,7	0,66
€ / \$AU				
Moins de 1 an	1,1	0,57	2,7	0,58
De 1 à 3 ans	—	—	0,9	0,57
£ / \$CA				
Moins de 1 an	39,3	0,50	4,1	0,49
De 1 à 3 ans	10,9	0,53	38,9	0,50
\$AU / \$CA				
Moins de 1 an	1,1	1,18	—	—
\$US / £				
Moins de 1 an	2,3	1,75	—	—
De 1 à 3 ans	2,3	1,72	—	—
\$CA/ \$US				
Moins de 1 an	95,6	1,02	76,0	0,97
De 1 à 3 ans	—	—	64,0	0,97
Total	708,9 \$		650,0 \$	
Incidence des accords de compensation globale	219,9		187,6	
Total des contrats en cours, montant net	928,8 \$		837,6 \$	

⁽¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en devises.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US obtenue en 2008 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société désigne comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling), assortis d'une valeur nominale de référence, de 4,9 millions \$ (2,7 millions £) (5,7 millions \$ [2,8 millions £] en 2008) et de 15,3 millions \$ (8,5 millions £) (17,3 millions \$ [8,5 millions £] en 2008), lesquels sont amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et 2018, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Au cours de l'exercice 2009, la comptabilité de couverture a été abandonnée dans le cas de certains contrats de change à terme parce qu'il était devenu probable que les opérations envisagées à l'origine n'auraient pas lieu avant la fin du délai initialement spécifié, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'une perte de 2,2 millions \$ (d'un gain de 0,9 million \$ en 2008) au résultat.

En outre, une perte nette de 0,4 million \$ (un gain net de 0,9 million \$ en 2008) représentant la partie inefficace de la variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie et la composante du gain ou de la perte lié à l'élément de couverture non prise en compte dans l'évaluation de l'efficacité a été comptabilisé au bénéfice net.

Le montant net estimatif avant impôt des pertes existantes présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu dont on prévoit la réalisation au cours des 12 prochains mois s'établit à 26,6 millions \$. La fluctuation future du taux de marché (taux de change et/ou taux d'intérêt) aura une incidence sur la présentation de ce montant.

Analyse de sensibilité aux taux de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change et l'incidence avant impôts sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

(en millions)	\$US		€		£	
	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
<i>Au 31 mars 2009</i>						
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,6 \$	— \$	0,1 \$	— \$	0,7 \$	— \$
Comptes débiteurs ^(a)	6,8	—	1,3	0,1	0,1	—
Actifs dérivés ^(b)	5,1	4,5	—	(0,3)	(0,2)	(1,9)
Passifs financiers						
Comptes créditeurs et autres charges à payer ^(c)	(8,2)	—	(2,7)	—	(0,3)	—
Total de la dette à long terme	(1,4)	(5,6)	—	—	—	—
Passifs dérivés ^(b)	(4,2)	(16,7)	(0,2)	(4,5)	—	(0,2)
Total	(1,3) \$	(17,8) \$	(1,5) \$	(4,7) \$	0,3 \$	(2,1) \$

^(a) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir, mais ne comprend pas les actifs d'instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

^(b) Comprend les contrats de change à terme, les swaps de devises et les dérivés incorporés sur devises.

^(c) Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net consolidé avant impôts et sur les autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation du flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2009, conclu des swaps de taux d'intérêt avec cinq institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 165,1 millions \$.

L'un de ces swaps, d'un montant nominal de 41,6 millions \$ (33,0 millions \$US), a permis de convertir la dette à taux fixe en dette à taux variable. Ainsi, jusqu'en juin 2012, la Société verse des intérêts à un taux équivalant au TIOL à trois mois majoré de 3,6 %, et reçoit des intérêts calculés au taux fixe de 7,76 %. La Société désigne ce swap de taux d'intérêt comme couverture de juste valeur.

En outre, au cours de l'exercice 2009, la Société a conclu un swap de devises lié à un financement garanti de premier rang sans recours obtenu en vue de financer un centre de formation aéronautique militaire en Inde. Ce swap convertit une dette à taux variable libellée en dollars US en une dette à taux fixe libellée en roupies indiennes (roupies). Le swap est désigné en tant que couverture de flux de trésorerie dont le montant nominal correspond au prêt sous-jacent jusqu'en mars 2020. S'il est utilisé en totalité, le swap aura un montant nominal de 42,1 millions \$US (2 185,0 millions de roupies). Le montant nominal en cours au 31 mars 2009 était de 7,7 millions \$ (311,4 millions de roupies).

Au cours de l'exercice 2008, la Société a obtenu un financement garanti de premier rang de 107,5 millions \$ pour deux nouveaux centres de formation pour l'aviation civile. Au 31 mars 2009, le montant total avait été utilisé [45,6 millions \$US et 29,3 millions £ (45,7 millions \$US et 29,6 millions £ en 2008)], après prise en compte de l'effet des swaps de taux de change conclus dans le cadre de cette opération de financement. La Société désigne les swaps de taux d'intérêt suivants comme couvertures de flux de trésorerie :

- Deux contrats de swap de taux variable contre taux fixe libellés en dollars US, assortis d'une valeur nominale de référence de 5,4 millions \$ (4,3 millions \$US) (4,5 millions \$ [4,4 millions \$US] en 2008) et de 16,5 millions \$ (13,1 millions \$US) (13,4 millions \$ [13,0 millions \$US] en 2008), amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et 2018, respectivement. La Société paie des intérêts à un taux fixe moyen de 8,09 %;
- Deux contrats de swap de taux variable contre taux fixe libellés en livres sterling assortis d'une valeur nominale de référence de 5,0 millions \$ (2,7 millions £) (5,7 millions \$ [2,8 millions £] en 2008) et de 15,3 millions \$ (8,5 millions £) (17,3 millions \$ [8,5 millions £] en 2008), amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et 2018, respectivement. La Société paie des intérêts à un taux fixe moyen pondéré de 8,39 %.

Aux termes des autres swaps, qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la dette à taux variable de la Société a été convertie en dette à taux fixe, sur un montant nominal de 73,6 millions \$. Aux termes de ces contrats, la Société recevra trimestriellement des intérêts calculés au TIOL et paiera les intérêts à taux fixe comme suit :

- (i) Compte tenu d'un amortissement basé sur un calendrier de remboursement de la dette jusqu'en octobre 2016, la Société effectuera trimestriellement des versements d'intérêts au taux fixe annuel de 6,31 % sur 6,3 millions \$ (3,5 millions £);
- (ii) Compte tenu d'un swap croissant basé sur un calendrier d'emprunt jusqu'en décembre 2019, la Société effectuera semestriellement des versements d'intérêts au taux fixe annuel de 4,78 % sur 67,3 millions \$ (40,3 millions €).

Compte tenu de ces swaps, 72 % (72 % en 2008) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2009.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le bénéfice net consolidé de la Société et sur les autres éléments de son résultat étendu.

Charge de rémunération à base d'actions

Depuis mars 2004, la Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions canadiennes afin de réduire l'effet, sur son encaisse et ses résultats nets, des fluctuations du cours de ses actions visées par le RDDVA et le RDLT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net du swap sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et le swap est redéfini tous les mois. Au 31 mars 2009, les contrats de swap sur actions visaient 2 155 000 actions ordinaires de la Société.

Couverture d'investissement net dans des établissements étrangers autonomes

La Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 33,0 millions \$US au 31 mars 2009 (33,0 millions \$US pour l'exercice 2008), comme couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, ce montant étant utilisé pour gérer l'exposition de la Société au risque de change lié à ces placements. Les gains et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu afin de compenser tout gain ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes. Au troisième trimestre de l'exercice 2008, la Société a révoqué la désignation d'effets de premier rang d'une valeur de 60,0 millions \$US, échéant en juin 2009, comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Par conséquent, depuis la date de la révocation, la variation de la valeur comptable de ces effets découlant des fluctuations des taux de change est comptabilisée en résultat. Une couverture de flux de trésorerie très efficace a cependant été obtenue pour gérer le risque lié aux paiements d'intérêts et à l'échéance finale de cette partie de la dette.

Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental

L'apport remboursable que la Société recevra à compter de l'exercice 2010 en raison de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon (voir la note 22) sera constaté à titre d'obligation à long terme de la part d'un organisme gouvernemental.

L'évaluation du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur sera actualisée au moyen des taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la devise, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une cote de crédit similaire. L'écart entre la juste valeur de l'obligation à long terme et celle de sa valeur actualisée sera comptabilisé à titre d'aide gouvernementale en conformité avec l'actuelle convention comptable de la Société concernant le partage des coûts avec le gouvernement (voir la note 1).

Lettre de crédit et garanties

Au 31 mars 2009, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 115,7 millions \$ (108,9 millions \$ en 2008) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux. Ces garanties sont réduites ou annulées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par CAE, à la satisfaction du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location-exploitation procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à l'opération de vente et de cession-bail du 30 septembre 2003 et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Garanties de restitution d'acompte	61,5	\$	48,9	\$
Cautions de bonne exécution	10,1		4,7	
Obligation au titre de contrats de location-exploitation	29,7		24,2	
Obligation au titre du déploiement de simulateurs	5,0		20,8	
Autres	9,4		10,3	
Total	115,7	\$	108,9	\$

Toutes les garanties de restitution d'acompte ont été émises en vertu des garanties-cautions de bonne fin consenties par EDC.

Garanties de valeur résiduelle – opérations de cession-bail

Dans le cadre de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 13,1 millions \$ (17,4 millions \$ en 2008), dont une tranche de 8,2 millions \$ vient à échéance en 2020 et une tranche de 4,9 millions \$ en 2023. De ce total, un montant de 13,1 millions \$ était inscrit à titre de gain reporté au 31 mars 2009 (17,4 millions \$ en 2008).

Indemnisations

Lorsque CAE vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 19 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS

<i>(en millions)</i>	2009		2008		2007	
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :						
Comptes débiteurs	14,7	\$	8,5	\$	(39,2)	\$
Stocks	(74,6)		(20,9)		(14,8)	
Charges payées d'avance	3,0		(8,7)		4,0	
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	18,7		(18,6)		20,2	
Comptes créditeurs et charges à payer	(41,2)		4,4		22,5	
Acomptes sur contrats	(15,2)		19,6		27,5	
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(94,6)	\$	(15,7)	\$	20,2	\$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :						
Intérêts payés	24,6	\$	24,0	\$	17,1	\$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	14,4	\$	28,0	\$	(1,4)	\$
Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :						
<i>Gains (pertes) de change sur instruments financiers comptabilisés en résultats :</i>						
Prêts et créances	17,5	\$	(29,5)	\$	1,4	\$
Actifs financiers et passifs financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	(5,0)		17,3		6,0	
Autres passifs financiers	(13,4)		24,8		(4,5)	
(Perte) gain de change	(0,9)	\$	12,6	\$	2,9	\$

NOTE 20 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à un certain nombre de poursuites et de réclamations et est exposée à certaines éventualités. Des provisions sont constituées lorsqu'il est probable que ces situations donneront lieu à des passifs et que ceux-ci peuvent être déterminés au prix d'un effort raisonnable. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS

Les principales obligations d'achat contractuelles ainsi que les paiements de location minimaux futurs s'établissent comme suit :

Exercices terminés les 31 mars

<i>(en millions)</i>	PS/C	PS/M	FS/C	FS/M	Total
2010	3,1 \$	6,1 \$	40,6 \$	17,8 \$	67,6 \$
2011	2,4	4,7	41,0	17,4	65,5
2012	2,4	3,0	47,8	15,4	68,6
2013	2,3	2,2	40,3	9,8	54,6
2014	–	0,1	36,1	4,9	41,1
Par la suite	0,3	0,3	123,7	16,1	140,4
	10,5 \$	16,4 \$	329,5 \$	81,4 \$	437,8 \$

Au 31 mars 2009, un montant de 74,5 millions \$ (103,3 millions \$ au 31 mars 2008; 136,0 millions \$ au 31 mars 2007) était inclus dans le total des obligations d'achat contractuelles et dans les paiements de location minimaux futurs au titre de contrats de location-exploitation. Ce montant correspond à des engagements envers CVS.

Du montant total de 437,8 millions \$ inscrit à titre d'engagements au 31 mars 2009, 27,9 millions \$ représentent des obligations d'achat contractuelles.

NOTE 22 – PARTAGE DES COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT

La Société a conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts de certains programmes de R-D concernant la modélisation et les services associés, les systèmes visuels, ainsi que la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires.

Le tableau suivant présente la valeur des contributions comptabilisées et des montants non encore perçus pour le projet Phoenix, programme de R-D annoncé par la Société au cours de l'exercice 2006 dans lequel le gouvernement du Canada a accepté d'effectuer un investissement d'une valeur égale à environ 30 % (189 millions \$) de celle du projet de R-D de CAE et auquel, au cours de l'exercice 2007, le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant un apport pouvant aller jusqu'à 31,5 millions \$:

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Montant à recevoir au début de l'exercice	24,2 \$	18,4 \$
Contributions	64,8	62,4
Palements reçus	(65,7)	(56,6)
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	23,3 \$	24,2 \$

Outre le projet Phoenix, la Société a également conclu avec le gouvernement du Canada des accords de R-D visant le partage d'une partie des coûts engagés par la Société dans le cadre d'anciens programmes de R-D. Le tableau suivant présente les contributions constatées et les frais globaux liés aux redevances constatés pour le projet Phoenix et les programmes antérieurs :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Contributions créditées aux coûts capitalisés :			
Projet Phoenix	15,1 \$	20,3 \$	7,1 \$
Contributions créditées aux résultats :			
Projet Phoenix	49,7	42,1	45,0
Total des contributions :			
Projet Phoenix	64,8 \$	62,4 \$	52,1 \$
Frais liés aux redevances :			
Projet Phoenix	– \$	– \$	– \$
Programmes antérieurs	10,1	8,8	7,5

Les contributions cumulées constatées par la Société, depuis leur date de mise en place respective, pour tous les programmes de partage des coûts actuels du gouvernement toujours en vigueur au 31 mars 2009 totalisent 277,1 millions \$. Le montant cumulatif des frais liés aux redevances constatées par la Société, depuis leur date de mise en place respective, pour tous les programmes de partage des coûts actuels du gouvernement toujours en vigueur au 31 mars 2009 s'élève à 42,1 millions \$.

Projet Falcon

Le 31 mars 2009, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer les technologies existantes en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité.

La participation du gouvernement du Canada est assujettie à un remboursement non conditionnel et sera comptabilisée à titre d'obligation à long terme remboursable sur 15 ans. Les remboursements commenceront qu'après la fin du projet Falcon. Au 31 mars 2009, la Société n'avait reçu aucune somme du gouvernement en lien avec le projet Falcon.

NOTE 23 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes à prestations déterminées

La Société offre deux régimes de retraite enregistrés capitalisés à prestations déterminées au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen en fin de carrière. La Société offre également un régime de retraite pour les salariés des Pays-Bas et du Royaume-Uni qui offrent des avantages sociaux en fonction de dispositions similaires.

De plus, la Société a mis en place un programme complémentaire au Canada et deux programmes complémentaires en Allemagne (CAE Elektronik GmbH et CAE Beyss GmbH [Beyss]) offrant des prestations déterminées. Ces programmes complémentaires sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Aux termes du programme complémentaire du Canada, lorsqu'un salarié désigné prend sa retraite, la Société est tenue de garantir l'obligation rattachée à ce salarié. Au 31 mars 2009, la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 22,5 millions \$ (23,1 millions \$ en 2008) pour garantir les obligations découlant du régime complémentaire du Canada.

Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, les projections salariales et les prestations pour services futurs. Les actifs des régimes se composent essentiellement d'actions canadiennes et étrangères ainsi que d'obligations de gouvernements et de sociétés.

Au cours de l'exercice 2007, la Société a mis fin aux activités de certains de ses centres de formation en Europe et de ce fait, elle a comptabilisé un gain de compression de 0,9 million \$.

À l'exercice 2009, la Société a temporairement modifié ses dispositions de retraite anticipée, ce qui a donné lieu à un coût des services passés supplémentaire de 3,0 millions \$. Ce montant sera reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs à la date de la modification.

Les variations des obligations découlant des régimes de retraite, de la juste valeur de l'actif des régimes et de la situation de capitalisation des régimes de retraite sont les suivantes :

(en millions)	2009			2008		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au début de l'exercice :	193,9 \$	25,3 \$	219,2 \$	191,7 \$	21,9 \$	213,6 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	6,6	0,5	7,1	6,0	0,6	6,6
Intérêts débiteurs	10,7	1,5	12,2	10,0	1,0	11,0
Cotisations salariales	2,3	0,3	2,6	2,2	0,3	2,5
Prestations versées	(10,1)	(0,3)	(10,4)	(10,2)	(0,3)	(10,5)
Modification aux régimes de retraite	2,4	0,6	3,0	—	—	—
(Gain) perte actuarielle	(51,9)	(2,3)	(54,2)	(5,8)	1,2	(4,6)
Taux de change	—	0,2	0,2	—	0,6	0,6
Obligations découlant des régimes de retraite à la fin de l'exercice	153,9 \$	25,8 \$	179,7 \$	193,9 \$	25,3 \$	219,2 \$
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	168,6 \$	23,9 \$	192,5 \$	163,1 \$	23,3 \$	186,4 \$
Rendement réel des actifs des régimes	(24,8)	(2,2)	(27,0)	4,2	0,1	4,3
Prestations versées	(10,1)	(0,3)	(10,4)	(10,2)	(0,3)	(10,5)
Cotisations salariales	2,3	0,3	2,6	2,2	0,3	2,5
Cotisations patronales	9,5	1,0	10,5	9,3	—	9,3
Taux de change	—	0,1	0,1	—	0,5	0,5
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	145,5 \$	22,8 \$	168,3 \$	168,6 \$	23,9 \$	192,5 \$
Situation de capitalisation – déficit du régime	(8,4) \$	(3,0) \$	(11,4) \$	(25,3) \$	(1,4) \$	(26,7) \$
Perte actuarielle nette non constatée	29,3	2,8	32,1	46,0	1,4	47,4
Coût des services passés non amorti	6,5	0,6	7,1	4,6	—	4,6
Montant constaté à la fin de l'exercice	27,4 \$	0,4 \$	27,8 \$	25,3 \$	— \$	25,3 \$
Montant constaté dans les postes suivants						
Autres actifs (note 11)	27,4 \$	1,0 \$	28,4 \$	25,3 \$	0,6 \$	25,9 \$
Autres passifs à long terme (note 13)	—	(0,6)	(0,6)	—	(0,6)	(0,6)
	27,4 \$	0,4 \$	27,8 \$	25,3 \$	— \$	25,3 \$

Les obligations découlant des régimes de retraite figurant dans le tableau ci-dessus ainsi que la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice comprennent les montants qui suivent à l'égard des régimes qui sont en déficit (les deux régimes par capitalisation canadiens, le régime du Royaume-Uni et le régime des Pays-Bas [depuis l'exercice 2008]).

(en millions)	2009			2008		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite à la fin de l'exercice	153,9 \$	25,8 \$	179,7 \$	193,9 \$	25,3 \$	219,2 \$
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	145,5	22,8	168,3	168,6	23,9	192,5
Situation financière – déficit du régime	(8,4) \$	(3,0) \$	(11,4) \$	(25,3) \$	(1,4) \$	(26,7) \$

Les obligations découlant des régimes de retraite complémentaires s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009			2008		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations découlant des régimes de retraite au début de l'exercice	27,7 \$	10,2 \$	37,9 \$	23,8 \$	9,8 \$	33,6 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2,1	0,2	2,3	1,6	0,2	1,8
Intérêts débiteurs	1,5	0,5	2,0	1,3	0,4	1,7
Prestations de retraite versées	(1,3)	(0,6)	(1,9)	(1,3)	(0,5)	(1,8)
Perte (gain) actuarielle	(1,3)	(0,8)	(2,1)	2,3	(0,2)	2,1
Variation du taux de change	–	0,3	0,3	–	0,5	0,5
Obligations découlant des régimes de retraite à la fin de l'exercice	28,7 \$	9,8 \$	38,5 \$	27,7 \$	10,2 \$	37,9 \$
Situation financière – déficit du régime	(28,7) \$	(9,8) \$	(38,5) \$	(27,7) \$	(10,2) \$	(37,9) \$
Perte actuarielle nette non constatée	6,2	0,4	6,6	7,9	1,4	9,3
Montant constaté dans les autres passifs à long terme à la fin de l'exercice (note 13)	(22,5) \$	(9,4) \$	(31,9) \$	(19,8) \$	(8,8) \$	(28,6) \$

La charge de retraite nette des régimes de retraite par capitalisation pour les exercices terminés les 31 mars comprend les éléments suivants :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	7,1 \$	6,6 \$	6,8 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations découlant des régimes de retraite	12,2	11,0	10,0
Rendement réel des actifs des régimes	27,0	(4,3)	(19,2)
Perte actuarielle nette sur les obligations au titre des prestations constituées	(54,2)	(4,6)	10,0
Modifications aux régimes de retraite	3,0	–	–
Charge de retraite avant les ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes	(4,9) \$	8,7 \$	7,6 \$
Ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes :			
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes	(40,4) \$	(8,2) \$	8,1 \$
Écart entre la (gain) perte actuarielle constatée pour l'exercice et la (gain) perte actuarielle réelle sur les obligations au titre des prestations pour l'exercice	55,7	6,4	(7,4)
Écart entre l'amortissement du coût des services passés pour l'exercice et les modifications aux régimes au titre des régimes pour l'exercice	(2,5)	0,5	0,5
Total de l'ajustement	12,8 \$	(1,3) \$	1,2 \$
Charge de retraite nette	7,9 \$	7,4 \$	8,8 \$
Compression	–	–	(0,9)
Charge de retraite nette, incluant la compression	7,9 \$	7,4 \$	7,9 \$

Les éléments suivants sont des combinaisons d'éléments présentés ci-dessus :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Rendement prévu des actifs des régimes	(13,4) \$	(12,5) \$	(11,1) \$
Amortissement de la perte actuarielle nette	1,5	1,8	2,6
Amortissement du coût des services passés	0,5 \$	0,5 \$	0,5 \$

En ce qui concerne les programmes complémentaires, la charge de retraite nette s'établit comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2,3 \$	1,8 \$	1,5 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations découlant des régimes de retraite	2,0	1,7	1,5
(Gain) perte actuarielle nette sur les obligations au titre des prestations constituées	(2,1)	2,1	1,0
Charge de retraite avant les ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes	2,2 \$	5,6 \$	4,0 \$
Ajustements visant à constater la nature à long terme des régimes :			
Écart entre la (gain) perte actuarielle constatée pour l'exercice et la (gain) perte actuarielle réelle sur les obligations au titre des prestations constituées pour l'exercice	2,7	(1,8)	(0,6)
Charge de retraite nette	4,9 \$	3,8 \$	3,4 \$

L'élément qui suit constitue une combinaison des éléments présentés plus haut :

<i>(en millions)</i>	2009	2008	2007
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,6 \$	0,3 \$	0,4 \$

Le tableau suivant contient des renseignements supplémentaires sur les actifs des régimes de retraite par capitalisation canadiens, soit sur la répartition moyenne pondérée des actifs des régimes de retraite canadiens, par catégorie :

Catégorie d'actifs	Répartition des actifs des régimes à la date d'évaluation	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Titres de participation	55 %	62 %
Titres à revenu fixe	45 %	38 %
Total	100 %	100 %

Le pourcentage cible des titres de participation est de 63 %; ces titres étant des valeurs canadiennes, américaines et internationales. Le pourcentage cible des titres à revenu fixe est de 37 %, et ces titres doivent être assortis d'une notation de crédit BBB ou supérieure. Chaque catégorie d'actifs est autorisée à fluctuer légèrement et est régulièrement rééquilibrée en conséquence. CAE, par l'entremise de ses gestionnaires de fonds, a la responsabilité d'investir ces actifs de façon à obtenir un rendement conforme aux indices boursiers sous-jacents. Au cours de l'exercice, en réponse à la volatilité des marchés des titres de participation, la direction a décidé, afin de réduire son exposition, de délaissier les marchés volatils des titres de participation et d'investir les cotisations mensuelles régulières dans des titres à revenu fixe à court terme. De plus, la baisse de la valeur des actions a contribué à la modification de la répartition des catégories d'actifs durant l'exercice.

Les actifs du régime de retraite aux Pays-Bas sont investis par l'entremise d'une société d'assurance et la répartition des actifs est de quelque 78 % (75 % en 2008) dans les titres à revenu fixe, de 22 % (24 % en 2008) dans les titres de participation et de néant % (1 % en 2008) en trésorerie.

La répartition des actifs du régime de retraite du Royaume-Uni est d'environ 52 % (64 % en 2008) dans les titres de participation, de 48 % (27 % en 2008) dans les titres à revenu fixe et de néant % (9 % en 2008) en trésorerie.

Renseignements supplémentaires sur les cotisations patronales :

<i>(en millions)</i>	Régimes capitalisés		Programmes complémentaires	
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger
Cotisations réelles – 2008	9,3 \$	– \$	1,3 \$	0,5 \$
Cotisations réelles – 2009	9,5	1,0	1,3	0,6
Cotisations prévues – 2010 (non vérifiés)	10,6	1,1	1,5	0,6

Renseignements supplémentaires sur les prestations qui devraient être versées au cours des prochains exercices :

Exercices terminés les 31 mars

<i>(en millions – non vérifiés)</i>	Régimes capitalisés		Programmes complémentaires	
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger
2010	10,8 \$	0,4 \$	1,5 \$	0,6 \$
2011	11,5	0,5	2,2	0,6
2012	12,4	0,8	2,2	0,6
2013	13,4	0,8	2,3	0,6
2014	14,4	1,1	2,3	0,6
2015 – 2019	89,0	6,6	12,8	3,5

Les principales hypothèses (moyenne pondérée) sont les suivantes :

	2009				2008			
	Au Canada		À l'étranger		Au Canada		À l'étranger	
Obligations découlant des régimes aux 31 mars :								
Taux d'actualisation	7,50	%	5,64	%	5,50	%	5,40	%
Taux de croissance des salaires	3,50	%	1,85	%	3,50	%	1,80	%
Charge de retraite nette :								
Rendement prévu des actifs des régimes	7,00	%	5,65	%	7,00	%	5,50	%
Taux d'actualisation	5,50	%	5,40	%	5,25	%	4,70	%
Taux de croissance des salaires	3,50	%	1,80	%	3,50	%	1,90	%

Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

À des fins comptables, la Société calcule ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes en date du 31 décembre de chaque année.

La dernière évaluation actuarielle des régimes de retraite pour l'établissement de la situation de capitalisation remonte au 30 septembre 2007 dans le cas des régimes capitalisés destinés aux salariés canadiens. La prochaine évaluation requise sera au plus tard le 31 décembre 2009 pour les deux régimes capitalisés.

Une évaluation actuarielle du régime de retraite par capitalisation du Royaume-Uni est effectuée tous les trois ans le 31 mars. La dernière évaluation actuarielle a été achevée le 31 mars 2009.

La dernière évaluation actuarielle pour l'établissement de la situation de capitalisation remonte au 31 décembre 2008 dans le cas du régime de retraite par capitalisation des Pays-Bas. La prochaine évaluation actuarielle requise sera le 31 décembre 2009.

Régimes à cotisations déterminées

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. Ce régime permet aux salariés d'y verser jusqu'à 18 % de leur salaire annuel de base. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y cotisent, puis versent 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ cotisée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. Se reporter à la note 16 pour de plus amples renseignements et pour la charge de rémunération comptabilisée au cours de l'exercice.

Tous les employés de la Société aux États-Unis peuvent participer à des régimes d'épargne à cotisations déterminées. Ces régimes sont soumis aux limites fiscales imposées par le gouvernement fédéral des États-Unis et permettent des retenues de cotisations à la source sur une base volontaire. La formule utilisée pour les régimes à cotisations déterminées de la Société est fondée sur un pourcentage du salaire. La cotisation effectuée par la Société en 2009 a été de 3,7 millions \$ (2,9 millions \$ en 2008 et 2,1 millions \$ en 2007).

De plus, la Société offre des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de ses filiales, pour lesquels la formule est fondée sur un pourcentage du salaire. La cotisation effectuée par la Société en 2009 a été de 0,5 million \$ (0,1 million \$ en 2008 et 0,1 million \$ en 2007).

NOTE 24 – ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Le tableau qui suit résume par secteur le total de l'actif et le total du passif des principales entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dans lesquelles la Société détenait des droits variables aux 31 mars :

(en millions)	2009				2008			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
Formation et services associés – Civil :								
<i>Structures de cession-bail</i>								
Centre de formation d'Air Canada – Exercice 2000	12,6	\$	12,6	\$	13,3	\$	13,3	\$
Centre Emirates-CAE Flight Training – Exercice 2002 ⁽¹⁾	–		–		11,9		11,9	
Centre de formation de Toronto – Exercice 2002	10,9		10,9		11,4		11,4	
Centre de formation de Denver et de Dallas – Exercice 2003	49,4		49,4		51,8		51,8	
SimuFlite – Exercice 2004	70,5		70,5		73,6		73,6	
Actif et passif des EDDV non consolidées qui doivent être présentées	143,4	\$	143,4	\$	162,0	\$	162,0	\$
Formation et services associés – Militaire :								
<i>Structures de cession-bail</i>								
Aircrew Training Centre – Exercice 1998	65,7	\$	50,0	\$	65,6	\$	48,5	\$
Actif et passif consolidés avant leur classement à titre d'EDDV et que la Société soit réputée en être le principal bénéficiaire	65,7	\$	50,0	\$	65,6	\$	48,5	\$
Produits de simulation – Militaire :								
<i>Accords de partenariat</i>								
Systèmes de simulation Eurofighter – Exercice 1999	80,2	\$	75,0	\$	112,4	\$	108,0	\$
Actif et passif des EDDV non consolidées qui doivent être présentées	80,2	\$	75,0	\$	112,4	\$	108,0	\$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2009, la Société a exercé une option pour acheter l'actif, éliminant de ce fait son droit variable à l'égard de cet arrangement.

Les passifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des droits additionnels sur les actifs généraux de la Société. Ils représentent plutôt des droits sur des actifs précis de l'EDDV consolidée. Inversement, les actifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des actifs additionnels qui pourraient être utilisés pour honorer les droits sur les actifs généraux de la Société. De plus, la consolidation de cette EDDV n'a entraîné aucun changement dans le risque fiscal ou juridique ni le risque de crédit sous-jacents de la Société.

Structures de cession-bail

Un élément clé de la stratégie de financement de CAE pour soutenir l'investissement dans ses activités de formation et de services dans les secteurs Civil et Militaire est la cession-bail de certains simulateurs de vol installés dans le réseau mondial de centres de formation de la Société. Il fournit à CAE une source à long terme rentable de financement à coût fixe. Un contrat de cession-bail ne peut être signé qu'une fois le simulateur de vol agréé par les autorités réglementaires, soit une fois que le simulateur est installé et accessible aux clients pour les activités de formation. Les structures de cession-bail sont habituellement montées comme des contrats de location avec un propriétaire participant.

La Société a conclu des contrats de cession-bail avec des structures d'accueil. Ces contrats concernent des simulateurs de vol utilisés dans les centres de formation pour l'aviation militaire et civile de la Société. Ces contrats de cession-bail viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2023, à l'exception d'un contrat qui vient à échéance en 2037. La Société a normalement l'option d'acheter le matériel à une date précise pendant la durée du contrat de location à un prix d'achat déterminé. Certains contrats prévoient des options de renouvellement à l'échéance. Dans certains cas, la Société a fourni des garanties pour la valeur résiduelle du matériel à la date d'échéance du contrat ou à la date à laquelle la Société exerce son option d'achat. Ces structures d'accueil sont financées au moyen d'un emprunt à long terme garanti et par des tiers investisseurs de fonds qui bénéficient dans certains cas d'encouragements fiscaux. Le matériel fait office de garantie à la dette à long terme des structures d'accueil.

Les droits variables de la Société à l'égard de ces structures d'accueil ne sont que des options d'achat à prix fixe et des garanties sur la valeur résiduelle, exception faite d'un cas où il s'agit de titres de capitaux propres et d'un prêt subordonné. Dans un autre cas, la Société fournit également des services administratifs à la structure d'accueil, moyennant des honoraires équivalant à la pratique du marché.

La Société est parvenue à la conclusion que certaines de ces structures d'accueil sont des EDDV. À la fin des exercices 2009 et 2008, la Société était le principal bénéficiaire de l'une de ces structures d'accueil. L'actif et le passif de cette EDDV ont été entièrement consolidés dans les états financiers consolidés de la Société aux 31 mars 2009 et 2008, avant que cette entité soit classée comme une EDDV et que la Société soit réputée être son principal bénéficiaire.

En ce qui concerne toutes les autres structures d'accueil qui constituent des EDDV, la Société n'en est pas le principal bénéficiaire, et elle n'est pas tenue de les consolider en vertu de la NOC-15. Au 31 mars 2009, le risque de perte maximale possible de la Société lié à ces structures d'accueil non consolidées se chiffrait à 48,1 millions \$ (42,0 millions \$ en 2008).

Accords de partenariat

La Société a conclu des accords de partenariat afin de fournir des produits de simulation pour applications militaires et de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil.

L'engagement de la Société auprès d'entités, aux termes de ces accords de partenariat, consiste principalement en placements dans les titres de capitaux propres de ces entités et/ou en prêts subordonnés ainsi qu'en contrats de fabrication et contrats de services de formation à long terme. La Société a déterminé que certaines de ces entités sont des EDDV, mais qu'elle n'est pas leur principale bénéficiaire. Par conséquent, elle n'a pas consolidé ces entités. La Société continue de comptabiliser ces participations à la valeur de consolidation, et elle comptabilise sa quote-part du bénéfice net (de la perte nette) selon les modalités de l'accord de partenariat en question. Aux 31 mars 2009 et 2008, le risque maximal de perte hors bilan de la Société au titre des pertes liées à ces EDDV non consolidées, autre que le risque découlant de ses obligations contractuelles, était négligeable.

NOTE 25 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société s'est dotée d'une organisation reposant essentiellement sur une distinction entre produits et services :

- (i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(en millions)	Produits de simulation			Formation et services associés			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Civil									
Revenus externes	477,5	\$ 435,3	\$ 348,1	\$ 460,5	\$ 382,1	\$ 336,9	\$ 938,0	\$ 817,4	\$ 685,0
Résultat d'exploitation									
sectoriel	92,1	94,9	60,4	85,1	73,5	64,3	177,2	168,4	124,7
Amortissements									
Immobilisations corporelles	4,8	4,7	5,2	54,8	44,5	39,5	59,6	49,2	44,7
Actifs incorporels et autres									
actifs	2,0	2,2	4,2	9,3	7,5	6,0	11,3	9,7	10,2
Dépenses en immobilisations	5,6	4,6	14,4	168,9	161,8	108,1	174,5	166,4	122,5
Militaire									
Revenus externes	483,5	\$ 383,7	\$ 357,5	\$ 240,7	\$ 222,5	\$ 208,2	\$ 724,2	\$ 606,2	\$ 565,7
Résultat d'exploitation									
sectoriel	87,7	51,7	39,1	38,7	31,4	33,7	126,4	83,1	72,8
Amortissements									
Immobilisations corporelles	6,0	6,0	6,0	5,7	5,4	4,3	11,7	11,4	10,3
Actifs incorporels et autres									
actifs	5,4	4,5	3,0	3,0	2,7	2,6	8,4	7,2	5,6
Dépenses en immobilisations	6,5	7,3	5,5	22,7	15,8	30,1	29,2	23,1	35,6
Total									
Revenus externes	961,0	\$ 819,0	\$ 705,6	\$ 701,2	\$ 604,6	\$ 545,1	\$ 1 662,2	\$ 1 423,6	\$ 1 250,7
Résultat d'exploitation									
sectoriel	179,8	146,6	99,5	123,8	104,9	98,0	303,6	251,5	197,5
Amortissements									
Immobilisations corporelles	10,8	10,7	11,2	60,5	49,9	43,8	71,3	60,6	55,0
Actifs incorporels et autres									
actifs	7,4	6,7	7,2	12,3	10,2	8,6	19,7	16,9	15,8
Dépenses en immobilisations	12,1	11,9	19,9	191,6	177,6	138,2	203,7	189,5	158,1

Bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices :

(en millions)	2009	2008	2007
Résultat d'exploitation sectoriel total	303,6	\$ 251,5	\$ 197,5
Charge de restructuration	—	—	(1,2)
Autres charges liées au plan de restructuration ^(a)	—	—	(6,9)
Bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices	303,6	\$ 251,5	\$ 189,4

^(a) Anciennement, les frais engagés par la Société dans la réingénierie de ses processus opérationnels, dont une partie concernait la première phase de mise en œuvre du système ERP, n'étaient pas pris en compte dans le calcul du résultat d'exploitation sectoriel. Depuis le 1^{er} avril 2007, il n'y a plus de coûts engendrés par la première phase de mise en œuvre du système ERP. Les coûts actuels liés aux phases ultérieures de mise en œuvre de ce système ne seront pas considérés comme des dépenses de restructuration et sont pris en compte dans le calcul du résultat d'exploitation sectoriel.

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception des liquidités, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Produits de simulation – Civil	257,3	\$	208,3	\$
Produits de simulation – Militaire	400,1		302,8	
Formation et services associés – Civil	1 366,7		1 067,6	
Formation et services associés – Militaire	260,7		219,8	
Total de l'actif utilisé	2 284,8	\$	1 798,5	\$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	391,3	\$	454,7	\$
Total de l'actif	2 676,1	\$	2 253,2	\$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(en millions)</i>	2009		2008		2007	
Revenus tirés de clients externes						
Canada	93,8	\$	98,4	\$	137,5	\$
États-Unis	561,2		468,9		398,6	
Royaume-Uni	124,0		102,2		98,1	
Allemagne	203,8		162,6		153,3	
Pays-Bas	87,5		98,0		92,4	
Autres pays d'Europe	174,3		145,5		127,1	
Chine	86,3		71,1		56,3	
Émirats arabes unis	69,3		53,3		52,5	
Autres pays d'Asie	117,7		81,8		70,8	
Australie	79,2		78,1		33,1	
Autres pays	65,1		63,7		31,0	
	1 662,2	\$	1 423,6	\$	1 250,7	\$

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels				
Canada	210,7	\$	205,9	\$
États-Unis	422,2		297,2	
Amérique du Sud	76,1		66,1	
Royaume-Uni	164,1		166,3	
Espagne	95,8		95,4	
Allemagne	81,1		67,2	
Belgique	91,6		27,1	
Pays-Bas	129,2		134,0	
Autres pays d'Europe	43,7		34,2	
Émirats arabes unis	85,0		63,6	
Autres pays d'Asie	126,3		54,3	
Autres pays	12,8		13,0	
	1 538,6	\$	1 224,3	\$

NOTE 26 – DIFFÉRENCES ENTRE LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DU CANADA ET LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DES ÉTATS-UNIS

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (les PCGR du Canada), lesquels diffèrent à certains égards de ceux que la Société aurait suivis si elle avait établi ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les PCGR des États-Unis).

Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, l'incidence de ces principales différences sur les états financiers consolidés est décrite et quantifiée ci-après :

Rapprochement du bénéfice net consolidé établi selon les PCGR du Canada et du bénéfice net consolidé établi selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Notes	2009	2008	2007
Bénéfice net établi selon les PCGR du Canada		199,4 \$	152,7 \$	127,4 \$
Résultats des activités abandonnées selon les PCGR du Canada		(1,1)	(12,1)	(1,7)
Bénéfice des activités poursuivies selon les PCGR du Canada		200,5 \$	164,8 \$	129,1 \$
Frais de développement reportés, déduction faite de l'amortissement	A	(5,7)	1,8	(3,4)
Amortissement des frais de développement reportés	A	3,3	2,9	4,8
Frais de pré-exploitation reportés, déduction faite de l'amortissement	B	0,1	(2,9)	(6,9)
Amortissement des frais de pré-exploitation reportés	B	2,1	2,0	3,0
Instruments financiers	C	(7,8)	6,2	7,0
Réduction du montant net des participations dans des établissements étrangers autonomes	E	(1,9)	—	—
Régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	F	0,2	—	—
Rémunération à base d'actions	H	(2,2)	(5,9)	5,2
Impôts futurs se rapportant aux ajustements ci-dessus		1,1	(5,9)	(2,9)
Bénéfice des activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis		189,7 \$	163,0 \$	135,9 \$
Résultat des activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis		(1,1)	(12,1)	(1,7)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis		188,6 \$	150,9 \$	134,2 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies, selon les PCGR des États-Unis		0,75 \$	0,64 \$	0,54 \$
Résultat de base et dilué par action des activités abandonnées, selon les PCGR des États-Unis		(0,01) \$	(0,05) \$	(0,01) \$
Bénéfice net de base et dilué par action selon les PCGR des États-Unis		0,74 \$	0,59 \$	0,53 \$
Dividendes par action ordinaire		0,12 \$	0,04 \$	0,04 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base)		254,8	253,4	251,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué)		255,0	254,6	253,0

États consolidés du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2009	2008	2007
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis		188,6	\$ 150,9	\$ 134,2
Autres éléments du résultat étendu				
Actif financier disponible à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	C	(0,6)	\$ –	\$ –
Ajustement d'impôts	C	0,1	–	–
		(0,5)	\$ –	\$ –
Ajustement au titre des régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs au départ à la retraite				
Variation nette des gains (pertes) actuariels	F	19,0	\$ (5,9)	\$ –
Variation du passif minimal au titre des prestations de retraite constituées	F	–	–	17,0
Reclassement aux résultats	F	2,6	2,7	–
Ajustement d'impôts	F	(6,6)	(0,5)	(5,3)
		15,0	\$ (3,7)	\$ 11,7
Écart de conversion				
Gains (pertes) de change nets à la conversion des états financiers d'établissements étrangers autonomes	B,F	114,4	\$ (50,2)	\$ 26,1
Variation nette des (pertes) gains sur une partie de la dette à long terme libellée en devises et désignée comme couverture de l'investissement net dans des établissements étrangers autonomes		(7,7)	15,7	1,5
Ajustement d'impôts	E	(1,4)	(0,6)	(0,1)
		105,3	\$ (35,1)	\$ 27,5
Total des autres éléments du résultat étendu, selon les PCGR des États-Unis		119,8	\$ (38,8)	\$ 39,2
Résultat étendu selon les PCGR des États-Unis		308,4	\$ 112,1	\$ 173,4

États consolidés du cumul des autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2009	2008	2007
Cumul des autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis, au début de l'exercice		(154,6)	\$ (115,8)	\$ (122,0)
Autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis		119,8	(38,8)	39,2
Actif financier disponible à la vente, déduction faite de la charge d'impôts de 0,3 million \$ (néant en 2008, néant en 2007)	C	1,5	–	–
Gains et pertes actuariels et coût des services passés non constatés au titre du régime de retraite à prestations déterminées, déduction faite d'une économie d'impôts de néant (néant en 2008; 14,9\$ en 2007)	F	–	–	(33,0)
Cumul des autres éléments du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis, à la fin de l'exercice		(33,3)	\$ (154,6)	\$ (115,8)

Rapprochement des capitaux propres consolidés établis selon les PCGR du Canada et des capitaux propres consolidés établis selon les PCGR des États-Unis

<i>(en millions)</i>	Notes	2009	2008	2007
Capitaux propres établis selon les PCGR du Canada		1 205,1	\$ 948,5	\$ 829,9
Frais de développement reportés, après une économie d'impôts de 6,4\$ (6,3\$ en 2008; 12,7\$ en 2007)	A	(16,0)	(13,7)	(12,0)
Frais de pré-exploitation reportés, après une économie d'impôts de 2,6\$ (3,1\$ en 2008; 3,6\$ en 2007)	B	(8,3)	(10,0)	(8,6)
Instruments financiers, après charge d'impôts de 9,8\$ (économie d'impôts de 0,1\$ en 2008; économie d'impôts de 5,5\$ en 2007)	C	22,6	0,7	(12,9)
Écart de conversion	B,F	1,1	–	–
Prestations déterminées et autres avantages postérieurs au départ à la retraite, après une économie d'impôts de 11,6\$ (17,5\$ en 2008; 18,0 en 2007)	F	(30,7)	(43,7)	(40,0)
Rémunération à base d'actions, après charge d'impôts de 0,5\$ (1,0\$ en 2008; 3,3\$ en 2007)	H	1,0	2,1	7,0
Capitaux propres selon les PCGR des États-Unis		1 174,8	\$ 883,9	\$ 763,4

Bilans consolidés, selon les PCGR des États-Unis

(en millions)	Notes	2009		2008	
	I	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis
Actif					
<i>Actif à court terme</i>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		195,2 \$	195,2 \$	255,7 \$	255,7 \$
Comptes débiteurs	C	290,2	289,1	237,8	238,3
Instruments dérivés	C	32,2	50,5	17,2	19,0
Stocks	C	334,2	334,8	229,9	229,9
Charges payées d'avance		31,3	31,3	32,7	32,7
Impôts sur les bénéfices à recouvrer		11,5	11,5	39,0	39,0
Impôts sur les bénéfices futurs	B,C	5,3	5,3	14,1	14,2
		899,9 \$	917,7 \$	826,4 \$	828,8 \$
Immobilisations corporelles, montant net	C	1 302,4	1 305,7	1 046,8	1 046,8
Impôts sur les bénéfices futurs	A,B,C,F,H	86,0	90,3	64,3	71,0
Instruments dérivés	C	19,1	24,9	13,7	14,9
Actifs incorporels		77,1	77,1	62,0	62,0
Écart d'acquisition		159,1	159,1	115,5	115,5
Autres actifs	A,B,C,F	132,5	79,5	124,5	72,9
		2 676,1 \$	2 654,3 \$	2 253,2 \$	2 211,9 \$
Passif et capitaux propres					
<i>Passif à court terme</i>					
Comptes créditeurs et charges à payer	F,H	504,3 \$	506,5 \$	457,7 \$	458,4 \$
Acomptes sur contrats	C	203,8	196,4	209,3	210,2
Instruments dérivés	C	36,1	42,5	25,0	29,9
Partie à court terme de la dette à long terme	C	125,6	126,6	27,3	28,3
Impôts sur les bénéfices futurs	A,C,H	20,9	26,7	16,8	13,1
		890,7 \$	898,7 \$	736,1 \$	739,9 \$
Dette à long terme	C	354,7	355,2	352,5	354,2
Gains reportés et autres passifs à long terme	B,C,F,H	165,2	174,9	175,8	206,5
Instruments dérivés	C	20,4	22,5	9,1	11,7
Impôts sur les bénéfices futurs	A,B,C,F,H	40,0	28,2	31,2	15,7
		1 471,0 \$	1 479,5 \$	1 304,7 \$	1 328,0 \$
Capitaux propres					
Capital-actions	D,G	430,2 \$	674,4 \$	418,9 \$	663,1 \$
Surplus d'apport	H	10,1	10,0	8,3	7,6
Bénéfices non répartis	A,B,C,D,E,F,G,H	813,3	523,7	644,5	367,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu	B,C,E,F	(48,5)	(33,3)	(123,2)	(154,6)
		1 205,1 \$	1 174,8 \$	948,5 \$	883,9 \$
		2 676,1 \$	2 654,3 \$	2 253,2 \$	2 211,9 \$

Rapprochement des états consolidés des flux de trésorerie établis selon les PCGR du Canada et des états consolidés des flux de trésorerie établis selon les PCGR des États-Unis

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie selon les PCGR du Canada en vue de les rendre conformes aux PCGR des États-Unis :

(en millions)	Notes	2009	2008	2007
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, selon les PCGR du Canada		195,5	\$ 260,9	\$ 239,3
Frais de développement reportés	A	(10,5)	(16,5)	(3,0)
Frais de pré-exploitation reportés	B	(1,8)	(3,9)	(5,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, selon les PCGR des États-Unis		183,2	\$ 240,5	\$ 230,4
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement, selon les PCGR du Canada		(262,5)	\$ (257,2)	\$ (178,1)
Frais de développement reportés	A	10,5	16,5	3,0
Frais de pré-exploitation reportés	B	1,8	3,9	5,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement, selon les PCGR des États-Unis		(250,2)	\$ (236,8)	\$ (169,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement, selon les PCGR des États-Unis		(11,2)	\$ 101,9	\$ 3,5

Éléments de rapprochement

A) Frais de développement reportés

Selon les PCGR des États-Unis, les frais de développement sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Selon les PCGR du Canada, certains frais de développement sont capitalisés et amortis sur leur durée de vie utile estimative s'ils satisfont aux critères de report.

B) Frais de pré-exploitation reportés

Selon les PCGR des États-Unis, les frais de pré-exploitation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Selon les PCGR du Canada, ces frais sont reportés et amortis sur cinq ans, selon la durée prévue des avantages générés par ces frais reportés et le rythme auquel ils sont générés.

C) Instruments financiers

Avant le 1^{er} avril 2007

Dérivés de change

En vertu des PCGR du Canada, les dérivés de la Société qui n'étaient pas utilisés à des fins de spéculation et qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture étaient comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, les variations de la juste valeur étant portées en résultat. Il n'y avait aucune différence comptable entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui concerne les dérivés.

Les dérivés incorporés à des contrats hôtes n'étaient pas comptabilisés séparément et les dérivés de la Société admissibles et désignés dans une relation de couverture étaient traités comme des éléments hors bilan. La Société comptabilisait en résultat les gains et les pertes sur les dérivés de change conclus aux fins de couverture au même moment qu'elle constatait les opérations couvertes.

En vertu des PCGR des États-Unis, la Société comptabilisait à la juste valeur tous ses instruments dérivés, y compris les dérivés incorporés dans des contrats hôtes, au bilan consolidé et elle comptabilisait en résultat les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments constatés en résultat à mesure qu'ils se produisaient et non au moment de la constatation des opérations couvertes.

Swap de taux d'intérêt

En vertu des PCGR du Canada, les versements d'intérêt relatifs aux swaps de taux d'intérêt étaient comptabilisés dans le bénéfice net sur la durée de l'opération sous-jacente à titre d'ajustement des intérêts créditeurs ou débiteurs. En outre, les gains reportés sur les swaps de taux d'intérêt étaient amortis contre la charge d'intérêts de la dette à long terme correspondante sur le reste de la durée des swaps.

En vertu des PCGR des États-Unis, les versements d'intérêt relatifs aux swaps étaient comptabilisés au bilan consolidé à la juste valeur et les variations de la juste valeur étaient constatées aux résultats. La Société n'appliquait pas les dispositions facultatives concernant la comptabilité de couverture des Statements of Financial Accounting Standards (SFAS) No. 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*, No. 138, *Accounting for Certain Derivative Instruments and Hedging Activities – an amendment of SFAS 133*, et No. 149, *Amendment of Statement 133 on Derivative Instruments and Hedging Activities*. Par conséquent, l'amortissement du gain reporté et le montant non amorti des swaps d'intérêt selon les PCGR du Canada étaient contrepassés aux fins des PCGR des États-Unis.

Depuis le 1^{er} avril 2007

La Société a adopté le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, du Manuel de l'ICCA. En vertu de ce chapitre, la Société est tenue de constater tous les instruments financiers dérivés (désignés dans une relation de couverture ou non, ou incorporés dans des instruments hybrides) à la juste valeur au bilan consolidé.

En vertu des PCGR du Canada, la comptabilisation des variations de la juste valeur (c.-à-d. les gains et les pertes) des instruments dérivés dépend de la désignation et de l'admissibilité de ceux-ci à titre de relations de couverture.

Couvertures de flux de trésorerie

Dans le cas des stratégies désignées comme couvertures de flux de trésorerie, la partie du gain ou de la perte sur l'instrument dérivé qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie couverts soit portée aux résultats dans les périodes comptables futures. Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie, si un instrument dérivé est désigné comme couverture et répond aux critères d'efficacité, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace. La partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie est constatée dans les résultats de la période en cours.

En vertu des PCGR des États-Unis, les gains et les pertes réalisés et non réalisés découlant des variations de la juste valeur des dérivés admissibles qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture sont comptabilisés en résultat à mesure qu'ils se produisent et non pas en même temps que les opérations couvertes, car la Société n'applique pas les dispositions facultatives des SFAS 133, 138 et 149 concernant les couvertures de flux de trésorerie. Par conséquent, tous les montants cumulés dans les autres éléments du résultat étendu en vertu des PCGR du Canada sont inscrits dans le bénéfice et les bénéfices non répartis aux fins des PCGR des États-Unis.

Couvertures de juste valeur

La Société détient un contrat de swap de taux d'intérêt qui remplace le contrat de swap qui avait été conclu au moment où le placement privé avait été contracté. Le contrat de swap actuel est désigné comme couverture de juste valeur du placement privé découlant des fluctuations du TIOL. En ce qui a trait à la couverture de juste valeur, les gains ou pertes sur les éléments couverts qui sont attribuables aux risques couverts sont comptabilisés comme un ajustement à la valeur comptable de ces éléments. Dans le cas de la couverture de juste valeur qui a été abandonnée avant la date de l'opération, la valeur comptable de l'élément couvert est rajustée du solde de tout gain ou perte sur l'élément de couverture. Ainsi, le rajustement de base de calcul de la dette a été constaté avec le placement privé à titre d'augmentation du montant brut de la dette à long terme.

En vertu des PCGR des États-Unis, les swaps de taux d'intérêt sont constatés au bilan à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont portées aux résultats. La Société n'a pas appliqué les dispositions facultatives des SFAS 133, 138 et 149 concernant les couvertures de juste valeur. Par conséquent, le rajustement de base de calcul de la dette a été constaté en résultat net aux fins des PCGR des États-Unis.

Dérivés incorporés sur devises

En vertu des PCGR du Canada, la Société choisit de comptabiliser comme un contrat unique un dérivé sur devises incorporé dans un contrat hôte qui n'est pas un instrument financier, à condition :

- (i) Qu'il ne soit pas soumis à un effet de levier;
- (ii) Qu'il ne comporte pas d'option;
- (iii) Qu'il prévoient des paiements libellés dans une monnaie couramment utilisée dans les contrats d'achat ou de vente d'éléments non financiers dans l'environnement économique où intervient la transaction (par exemple, une monnaie relativement stable et liquide qui est couramment utilisée dans les opérations commerciales locales ou le commerce extérieur).

Les PCGR des États-Unis ne permettent pas ce traitement, mais exigent plutôt que les dérivés incorporés soient comptabilisés séparément du contrat hôte, à moins que la monnaie ne soit la monnaie fonctionnelle de l'une des parties importantes au contrat ou qu'elle ne soit la monnaie dans laquelle le bien ou le service en question est habituellement libellé.

Coûts de transaction

Depuis le 1^{er} avril 2007, selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise les coûts de transaction avec l'actif ou le passif auquel ils se rattachent, ce qui a entraîné le reclassement des frais de financement reportés du poste *Autres actifs* au poste *Dette à long terme*. Selon les PCGR des États-Unis, les coûts de transaction sont comptabilisés à titre de charge reportée au poste *Autres actifs*.

Depuis le 1^{er} avril 2008

Évaluation de la juste valeur

La Société a adopté le SFAS 157, *Fair Value Measurements*, le 1^{er} avril 2008. Cette nouvelle norme définit la juste valeur et procure un cadre de travail pour évaluer la juste valeur. En février 2008, le FASB a publié le SFAS 157-2, *Effective Date of FASB Statement No. 157*, qui reporte la date d'entrée en vigueur du SFAS 157 pour les actifs et les passifs non financiers, à l'exception des éléments constatés ou présentés à la juste valeur dans les états financiers de façon récurrente jusqu'aux exercices ouverts après le 15 novembre 2008.

En vertu des PCGR du Canada, la Société évalue ses actifs financiers disponibles à la vente au coût s'il n'y a pas de prix coté sur le marché actif selon le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*. Selon les PCGR des États-Unis, le SFAS 157-3, *Determining the Fair Value of a Financial Asset When the Market for That Asset Is Not Active*, donne des indications pour déterminer la juste valeur s'il n'y a pas de prix coté sur le marché actif.

D) Réduction du capital déclaré

Le 7 juillet 1994, la Société a porté une partie de son déficit en réduction de son capital déclaré, au montant de 249,3 millions \$. Selon les PCGR des États-Unis, cette réduction du capital déclaré n'aurait pas été permise.

E) Écarts de conversion

Au cours de l'exercice 2009, la Société a viré aux résultats consolidés un gain de 1,8 million \$ déduction faite de la charge d'impôt de 0,1 million \$ à la suite de la réduction du montant de sa participation globale nette dans des établissements étrangers autonomes. Selon les PCGR des États-Unis, la réduction de l'écart de conversion résultant de cette opération n'est pas permise.

F) Régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi

Avant l'application du SFAS 158, *Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Post-Retirement Plans – an amendment of FAS Statements No. 87, 88, 106 and 132(R)*, la Société devait, en vertu des PCGR des États-Unis et selon les dispositions du SFAS 87, *Employers' Accounting for Pensions*, lorsque l'obligation au titre des prestations constituées dépassait la valeur de marché des actifs du régime, comptabiliser un passif minimal au titre des prestations de retraite correspondant au montant excédentaire, pourvu que le passif ainsi comptabilisé dans le bilan consolidé reste inférieur au passif minimal. Le cas échéant, la tranche du passif supplémentaire se rapportant au coût des services passés non constatés devait être comptabilisée dans les actifs incorporels, tandis que le solde devait être passé en charges dans le résultat étendu. La notion de passif minimal supplémentaire est étrangère, pour le moment, aux PCGR du Canada.

Au 31 mars 2007, la Société a adopté prospectivement le SFAS 158, selon lequel la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation d'un régime de retraite à prestations déterminées et de régimes d'avantages complémentaires de retraite doit être comptabilisée dans l'actif ou le passif figurant au bilan consolidé. Les gains et pertes actuariels, le coût des services passés ou les crédits à ce titre, ainsi que le montant net des actifs ou des obligations transitoires non constatés étaient comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Cette notion est étrangère, pour le moment, aux PCGR du Canada.

Selon les PCGR du Canada, les actifs des régimes et les obligations au titre des régimes étaient évalués à la date des états financiers annuels ou au plus trois mois avant cette date. La Société évalue les actifs des régimes et les obligations au titre des régimes le 31 décembre de chaque année. Selon les PCGR des États-Unis, le SFAS 158 exige l'évaluation des actifs des régimes et des obligations au titre des régimes à prestations déterminées à la fin de l'exercice, soit le 31 mars de chaque année.

G) Frais d'émission d'actions

Selon les PCGR du Canada, les frais d'émission d'actions peuvent être présentés dans les bénéfices non répartis, déduction faite des impôts. Pour l'exercice 2004, la Société a inclus des frais d'émission d'actions de 5,1 millions \$ dans ses bénéfices non répartis. Selon les PCGR des États-Unis, ces frais sont portés en diminution du capital-actions.

H) Rémunération à base d'actions

Conformément aux PCGR du Canada, la Société a adopté l'abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) n° 162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition* (CPN-162), au troisième trimestre de 2007; elle a retraité les montants des exercices précédents en conséquence. Conformément aux PCGR des États-Unis, la Société a adopté le SFAS No.123R (révisé en 2004), *Share-Based Payment*, le 1^{er} avril 2006, lequel énonce les mêmes recommandations que le CPN-162 selon les PCGR du Canada, à l'exception que la Société doit appliquer, à compter du 1^{er} avril 2006, le SFAS 123R de façon prospective aux nouvelles attributions d'options assorties de dispositions relatives à l'admissibilité à la retraite. La méthode de la période d'acquisition théorique continue de s'appliquer aux attributions d'options antérieures à l'adoption du SFAS 123R ainsi que pour la portion restante des options en cours non acquises. Cette modification donne donc lieu à un écart entre les charges de rémunération présentées pour chaque exercice.

I) Comptabilisation des coentreprises

Selon les PCGR des États-Unis, la Société doit comptabiliser ses participations dans des coentreprises au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Toutefois, en vertu d'une mesure d'accommodement prise par la SEC, la Société n'est pas tenue de rapprocher la comptabilisation des coentreprises établie selon les PCGR du Canada avec celle établie selon les PCGR des États-Unis. Les différences de traitement comptable ont uniquement trait à la présentation et au classement, sans incidence sur les résultats ni sur les capitaux propres.

J) Crédits d'impôt à l'investissement

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise ces CII découlant des activités de recherche et développement en réduction des coûts. Selon les PCGR des États-Unis, lorsque la Société reconnaît dans son bénéfice ces CII fédéraux, le crédit est comptabilisé comme réduction de la charge d'impôts.

Modifications comptables

Comptabilisation des régimes à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi

En septembre 2006, le FASB a publié le SFAS 158. Les recommandations de comptabilisation du SFAS 158 ont été adoptées au 31 mars 2007, comme l'exige cette norme. Cependant, en ce qui concerne l'évaluation, le SFAS 158 exige d'évaluer les actifs et les obligations des régimes à prestations déterminées à la fin de l'exercice; cette recommandation a été adoptée pour l'exercice 2009.

Par conséquent, la Société a comptabilisé une réduction de 2,1 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 0,8 million \$ aux bénéfices non répartis, représentant la charge de retraite nette pour la période entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 mars 2008.

Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le SFAS 157, *Fair Value Measurements*. Cette norme définit la juste valeur, établit un cadre de travail pour évaluer la juste valeur conformément aux principes comptables généralement reconnus et étend l'information devant être fournie à propos de l'évaluation de la juste valeur. Cette norme fait partie d'autres prises de position comptables qui exigent ou permettent l'évaluation à la juste valeur. La norme s'applique aux périodes ouvertes après le 15 novembre 2007 et devait s'appliquer prospectivement, sauf dans le cas de certains instruments financiers auquel cas elle s'appliquait rétrospectivement sous forme d'ajustement à effet cumulatif apporté au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice d'adoption.

Simultanément, la Société a adopté le Staff Position (FSP) SFAS No. 157-1, *Application of FASB Statement No. 157 to FASB Statement No. 13 and Other Accounting Pronouncements That Address Fair Value Measurements for Purposes of Lease Clarification or Measurement under Statement 13*. Ce FSP modifie le SFAS 157 et exclut le SFAS 13, *Accounting for Leases*, ainsi que d'autres prises de position en comptabilité qui traitent l'évaluation de la juste valeur aux fins du classement ou de l'évaluation des contrats de location en vertu du FASB 13. Cependant, l'exemption ne s'applique pas aux actifs acquis et aux passifs pris en charge à la suite d'un regroupement d'entreprises, ceux-ci devant être évalués à la juste valeur en vertu du SFAS 141, *Business Combinations*, ou du SFAS 141 (révisé en 2007), *Business Combinations*, et ce, peu importe si les actifs et les passifs sont associés à des contrats de location.

En octobre 2008, le FASB a publié le FSP SFAS 157-3, *Determining the Fair Value of a Financial Asset When the Market for That Asset Is Not Active*, qui clarifie l'application du SFAS 157 dans le contexte d'un marché inactif et fournit un exemple qui illustre les éléments clés à prendre en compte pour déterminer la juste valeur d'un actif financier lorsque le marché pour cet actif n'est pas actif.

Par conséquent, la Société a comptabilisé au cumul des autres éléments du résultat étendu une augmentation de 1,5 million \$, déduction faite de la charge d'impôts de 0,3 million \$, représentant la variation de la juste valeur au 1^{er} avril 2008.

Évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs financiers

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le SFAS 159, *The Fair Value Option for Financial Assets and Financial Liabilities*, dont une version modifiée du SFAS 115, *Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities*. Le SFAS 159 permet à la Société de choisir d'évaluer à la juste valeur plusieurs instruments financiers et certains autres éléments, en vue d'améliorer la présentation de l'information financière en permettant aux entités d'atténuer la volatilité du bénéfice présenté découlant d'une évaluation différente des actifs et des passifs connexes sans les obliger à appliquer les dispositions complexes de la comptabilité de couverture. Cette norme devrait accroître le recours à l'évaluation à la juste valeur. La norme est en vigueur au début du premier exercice commençant à compter du 15 novembre 2007 sans application rétrospective, sauf dans certains cas d'adoption anticipée. La Société n'a pas choisi d'utiliser l'évaluation de la juste valeur. Cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Compensation des montants liés à certains contrats

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le FSP FIN 39-1, *Amendment of FASB Interpretation No. 39, Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*. Ce FSP remplace les expressions « contrats conditionnels » (conditional contracts) et « contrats d'échange » (exchange contracts) par l'expression « instruments dérivés » (derivative instruments), au sens où cette expression est définie dans le SFAS 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*. Il permet également à une entité publiante de prendre la juste valeur constatée au titre du droit de revendiquer les garanties en trésorerie ou de l'obligation de rembourser les garanties en trésorerie et de la déduire de la juste valeur constatée au titre des instruments dérivés qui ont été exécutés auprès de la même contrepartie en vertu du même accord de compensation cadre et qui ont été compensés conformément aux normes comptables publiées. Ce FSP s'applique aux exercices financiers ouverts après le 15 novembre 2007, bien que l'application anticipée soit permise. Ce FSP devrait être appliqué rétroactivement comme changement de convention comptable pour tous les états financiers présentés. Cette nouvelle norme n'avait pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications futures de normes comptables

Évaluation de la juste valeur

En février 2008, le FASB a publié le FSP FAS 157-2, *Effective Date of FASB Statement No. 157*. Le FSP reporte la date de prise d'effet du SFAS 157 pour les actifs et les passifs non financiers, à l'exception des éléments constatés ou présentés à la juste valeur dans les états financiers de façon récurrente (au moins annuellement) aux exercices ouverts après le 15 novembre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Présentation des regroupements d'entreprises et de la part des actionnaires sans contrôle dans les états financiers consolidés

En décembre 2007, le FASB a publié les SFAS 141(R), *Business Combinations*, et 160, *Non-controlling Interests in Consolidated Financial Statements*. Ces normes exigent que davantage d'actifs acquis et de passifs pris en charge soient évalués à la juste valeur à la date d'acquisition; que les passifs liés à des contreparties conditionnelles soient réévalués à la juste valeur chaque période; qu'un acquéreur au cours d'une période préalable à l'acquisition passe en charges tous les coûts liés à l'acquisition durant la période préalable à l'acquisition; et que la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales soit initialement évaluée à la juste valeur et classée comme élément distinct des capitaux propres. Ces normes doivent être appliquées prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert le 15 décembre 2008 ou à une date ultérieure. Pour les regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est antérieure à la date d'entrée en vigueur de cette norme, l'acquéreur doit appliquer prospectivement les dispositions du Statement 109, *Accounting for Income Taxes*, telles qu'elles sont modifiées par cette norme.

Information supplémentaire à fournir selon les PCGR des États-Unis

i) État des résultats

(en millions)	Notes	2009		2008		2007	
		PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	PCGR des États-Unis
Revenus tirés des ventes de simulateurs ^(a)	C	961,0 \$	969,0 \$	819,0 \$	813,7 \$	705,6 \$	699,0 \$
Revenus tirés de la prestation de services de formation et services associés ^(a)	C	701,2 \$	701,9 \$	604,6 \$	604,6 \$	545,1 \$	545,4 \$
Coût des ventes de simulateurs ^(b)	A,B,C,F,J	668,6 \$	684,4 \$	572,2 \$	575,5 \$	507,8 \$	509,9 \$
Coût de la prestation de services de formation et services associés ^(b)	A,B,C,F,J	422,6 \$	423,8 \$	359,9 \$	362,6 \$	308,8 \$	317,3 \$
Charges locatives		72,4 \$	72,4 \$	66,1 \$	66,1 \$	72,6 \$	72,6 \$
Frais de vente, frais généraux et frais d'administration	H	194,1 \$	196,3 \$	186,5 \$	192,4 \$	166,9 \$	161,7 \$
Perte (gain) de change	C,E	0,9 \$	6,7 \$	(12,6) \$	(26,1) \$	(2,9) \$	(15,4) \$
Intérêts débiteurs, montant net	C	20,2 \$	26,9 \$	17,5 \$	19,6 \$	10,6 \$	9,8 \$

^(a) Les taxes imposées faisant l'objet d'un avis par les autorités gouvernementales et directement perçues sur les opérations productives intervenues entre la Société et les clients sont exclues des revenus.

^(b) Incluant les frais de recherche et de développement.

ii) Bilan

Les comptes créditeurs et charges à payer établis selon les PCGR des États-Unis se présentent comme suit :

(en millions)	2009	2008
Comptes créditeurs	257,0 \$	180,4 \$
Passif au titre des contrats	62,4	77,9
Impôts sur les bénéfices à payer	8,1	8,0
Autres charges à payer	179,0	192,1
Comptes créditeurs et charges à payer	506,5 \$	458,4 \$

Les montants à recevoir des gouvernements se chiffraient à 90,9 millions \$ au 31 mars 2009 (77,2 millions \$ en 2008).

iii) Impôts sur les bénéfices

Le tableau suivant présente les composantes du bénéfice avant impôts sur les bénéfices, selon les PCGR du Canada :

(en millions)	2009	2008	2007
Bénéfice avant impôts			
Canada	155,9 \$	147,2 \$	38,8 \$
Autres pays	127,5	86,8	140,0
	283,4 \$	234,0 \$	178,8 \$
Impôts exigibles			
Canada	65,2 \$	30,8 \$	53,8 \$
Autres pays	9,7	12,0	10,1
	74,9 \$	42,8 \$	63,9 \$
Impôts sur les bénéfices futurs			
Canada	(17,7) \$	19,9 \$	(41,2) \$
Autres pays	25,7	6,5	27,0
	8,0 \$	26,4 \$	(14,2) \$
Total de la charge d'impôts	82,9 \$	69,2 \$	49,7 \$

iv) Coût des garanties sur les produits vendus

La Société a des obligations au titre des garanties liées à la vente de ses simulateurs civils et militaires. Habituellement, la période de garantie initiale est de deux ans. Les coûts liés à ces garanties sont estimés et comptabilisés à titre de charges à payer au moment de la constatation des revenus. La Société estime ses coûts de garantie sur un produit donné en fonction des résultats passés. La variation du passif au titre des garanties selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis se présente comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009		2008	
Passif au titre des garanties au début de l'exercice	12,6	\$	10,7	\$
Règlements au titre des garanties au cours de l'exercice	(5,9)		(5,9)	
Provisions pour garanties	9,1		7,5	
Ajustements au titre des modifications d'estimations	0,3		0,3	
Passif au titre des garanties à la fin de l'exercice	16,1	\$	12,6	\$

NOTE 27 – CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les chiffres correspondants des états financiers consolidés des exercices antérieurs ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

NOTE 28 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

xwave

Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par sa division xwave. Au 31 mars 2009, l'opération n'était pas encore finalisée et la Société n'avait pas consolidé xwave. L'acquisition a été finalisée le 1^{er} mai 2009.

Restructuration

Le 14 mai 2009, la Société prend de nouvelles mesures requises pour s'adapter aux conditions actuelles et prévues du marché. Les mesures seront concentrées en deux phases – la première est déjà en cours. Au total, la Société mettra à pied 700 employés : 380 au cours des prochaines semaines et le reste à l'automne. Tous les employés concernés seront avisés dans les prochains jours. Près de 600 employés sur les 700 concernés sont établis à Montréal où la Société produit les simulateurs civils; le reste de ces personnes se situe dans d'autres endroits du monde. L'incidence des deux phases sera comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2010.

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lynton R. Wilson, O.C. ^{1, 2, 4}

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Oakville (Ontario)

Robert E. Brown, C.M., O.Q. ¹

Président et chef de la direction
CAE inc.
Westmount (Québec)

Marc Parent

Vice-président exécutif et
chef de l'exploitation
CAE inc.
Blainville (Québec)

Brian E. Barents ²

Administrateur de sociétés
Andover (Kansas)

John A. (Ian) Craig ³

Président
Lanzsmirn Investments
Ottawa (Ontario)

H. Garfield Emerson, c.r. ^{3, 4}

Dirigeant
Emerson Advisory
et administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

Anthony S. Fell, O.C. ^{1, 4}

Administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

Paul Gagné ³

Président du conseil
Fonds de revenu Wajax
Montréal (Québec)

James F. Hankinson ^{3, 4}

Président et chef de la direction
Ontario Power Generation Inc.
Toronto (Ontario)

E. Randolph (Randy) Jayne II ²

Associé directeur
Heidrick & Struggles International Inc.
McLean (Virginie)

Robert Lacroix, Ph.D. ⁴

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

John Manley ²

Avocat-conseil
McCarthy Tétrault LLP
Ottawa (Ontario)

Gén. Peter J. Schoomaker É.-U. (ret.) ⁴

Administrateur de sociétés
Tampa (Floride)

Katharine B. Stevenson ³

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

Lawrence N. Stevenson ²

Directeur principal
Callisto Capital
Toronto (Ontario)

DIRECTION

Lynton R. Wilson

Président du conseil d'administration

Robert E. Brown

Président et chef de la direction

Marc Parent

Vice-président exécutif et
chef de l'exploitation

Martin Gagné

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Militaire

Jeff Roberts

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Civil

Alain Raquepas

Vice-président, Finances et
chef de la direction financière

Antoine Auclair

Vice-président et contrôleur

Jacques Ferraro

Trésorier

Hartland J. A. Paterson

Vice-président, Services juridiques,
avocat général et secrétaire

¹ Membre du comité exécutif

² Membre du comité des ressources humaines

³ Membre du comité de vérification

⁴ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « CAE » et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CGT ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur son site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to
investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2009

L'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires aura lieu le mercredi 12 août 2009 à 10 h 30 (heure normale de l'Est) au Hilton Omni Mont-Royal situé au 1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE, www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers LLP
Comptables agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

CAE, CAE & Design, CAE Medallion, CAE Tropos, CAE Simfinity, CAE True Electric Motion, CAE True Airport et CAE True Environment sont des marques de commerce et des marques déposées de CAE inc. ou de ses filiales. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences de la NYSE à tous égards importants.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites dans ce rapport annuel sont des déclarations prospectives au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995 et des règlements canadiens sur les valeurs mobilières. Toutes les déclarations, autres que les déclarations qui portent sur des faits historiques, incluses dans la présente ou mentionnées en référence dans le présent document, qui se rapportent aux activités, aux événements ou aux développements dont nous prévoyons ou anticipons qu'ils vont ou pourraient se produire dans le futur notamment, par exemple, les déclarations à propos des perspectives de l'entreprise, de l'évaluation des conditions du marché, des stratégies, des projets, des prévisions de vente, des prix des principaux produits, des niveaux de stocks, des dépenses en immobilisations et des taux d'imposition sont des déclarations prospectives. Les verbes « s'attendre », « anticiper », « estimer », « prévoir », « croire » et « planifier », les verbes au futur ou au conditionnel ainsi que les autres expressions similaires ont pour but de signaler les déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne comportent aucune garantie de réalisation dans l'avenir. Elles sont fondées sur les prévisions établies par la direction et les suppositions tirées des tendances précédentes, des conditions actuelles et des prévisions concernant les développements à venir, ainsi que d'autres facteurs que nous considérons propices à ces circonstances. Ces prévisions et hypothèses comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient différer sensiblement des résultats qui auront été explicitement ou implicitement annoncés dans nos déclarations. Les résultats ou événements prévus dans ces déclarations prospectives peuvent différer sensiblement des résultats ou événements réels. Parmi les risques importants qui pourraient entraîner une telle différence on trouve, mais sans s'y limiter, la durée du cycle des ventes, l'évolution rapide des produits, le niveau des dépenses militaires, la condition de l'industrie de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des ressources fondamentales, le taux de change des devises et l'activité commerciale dans les pays étrangers. Les risques qui pourraient mener à de telles divergences par rapport à nos attentes et hypothèses actuelles, sont précisés dans la section intitulée Facteurs de risque de la notice annuelle de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2009, que CAE a déposée auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les déclarations prospectives qui seront faites dans le présent rapport annuel reposent sur nos prévisions en date du 14 mai 2009, et qui, par conséquent, sont susceptibles d'évoluer après cette date. Nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour nos déclarations prospectives sauf si la loi nous y oblige.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbre Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada.



Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC
Certifié ÉcoLogo et FSC Sources Mixtes
Fabriqué à partir d'énergie biogaz

